DEPARTEMENT de la MARNE

Commune de Lhéry

Carte Communale

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Document n°1

"Vu pour être annexé à la délibération du : Approuvant la carte communale"	Cachet de la Mairie et Signature du Maire :
"Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral du : Approuvant la carte communale"	Cachet et Signature :

géogram
ENVIRONNEMENT - URBANISME

GEOGRAM sarl
16 rue Rayet Liénart - 51420 WITRY-LES-REIMS
Tél. : 03.26.50.36.86 - Fax : 03.26.50.36.80
bureau.etudes@geogram.fr

Sommaire

INTRODUCTION 7

1 - Définition de la carte communale 7
2 - Contenu de la carte communale 8
3 - Procédure d'élaboration de la carte communale 10

1ERE PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL 11

1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE 12

1.1 - Situation administrative et géographique 12
1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales 14
1.3 - Historique de la planification locale 18
1.4 - Histoire locale 18

2] COMPOSANTES DE LA COMMUNE 20

2.1 - Approche sociodémographique du territoire 20
2.2 - Habitat 22
2.3 - Approche socioéconomique du territoire 23
2.4 - Réseaux 24

2EME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 29

1] MILIEU PHYSIQUE 30

1.1 - Relief 30
1.2 - Contexte géologique 31
1.3 - Types de végétation en rapport avec le substrat 32
1.4 - Hydrologie 33
1.5 - Qualité de l'air 35
1.6 - Climatologie 35

2] ENVIRONNEMENT NATUREL 37

2.1 - Approche paysagère 37
2.2 - Sensibilités paysagères 39
2.3 - Occupation du sol 42
2.4 - Milieux naturels identifiés 46
2.5 - Risques naturels 49

3] PATRIMOINE BATI 51

3.1 - Organisation des zones bâties 51
3.2 - Desserte de la zone bâtie 51
3.3 - Caractéristiques principales des constructions 52

3EME PARTIE : ELEMENTS LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES 55

1] PRESCRIPTIONS NATIONALES ET TERRITORIALES 56

1.1 - Prescriptions générales du code de l'urbanisme 56
1.2 - Prescriptions territoriales d'aménagement..... 57

2] POLITIQUES CONTRACTUELLES ET DEMARCHES INTERCOMMUNALE.....61

2.1 - Habitat..... 61
2.2 - Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées..... 61
2.3 - Schéma de Développement Commercial 62

3] PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE.....63

3.1 - Prescriptions du code du patrimoine..... 63
3.2 - Prescriptions du code de l'urbanisme 63

4] SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE ET CONTRAINTES DIVERSES 65

4.1 - Servitudes d'Utilité Publiques 65
4.2 - Contraintes diverses 66

5] PROJET D'INTERET GENERAL 68

4EME PARTIE : PRESENTATION ET ANALYSE DES DISPOSITIONS ADOPTEES 71

1] PARTI D'AMENAGEMENT RETENU PAR LA MUNICIPALITE.....72

2.1 - La zone constructible dite « Zone ZC » 74
2.2 - La zone non constructible dite « Zone ZNC » 76

3] SUPERFICIE ET CAPACITE D'ACCUEIL DES ZONES DEFINIES 77

3.1 - Superficie des zones..... 77
3.2 - Capacité d'accueil théorique..... 77

5EME PARTIE : INCIDENCES DES CHOIX D'AMENAGEMENT SUR L'ENVIRONNEMENT PRESERVATION ET MISE EN VALEUR 79

1] IMPACT SUR L'AGRICULTURE.....80

2] IMPACT SUR LE PAYSAGE NATUREL ET URBAIN 80

2.1 - Le paysage naturel..... 80
2.2 - Le paysage urbain..... 81

3] IMPACT SUR L'EAU ET GESTION DES DECHETS 81

3.1 - Impact sur l'eau *81*
3.2 - Gestion des déchets *81*

4] INCIDENCE SUR LES SITES NATURA 2000 81

5] IMPACT SUR LE MILIEU NATUREL 82

6] GESTION DES ZONES A RISQUE 82

6EME PARTIE : APPLICATION DU REGLEMENT NATIONAL D'URBANISME 83

1] DANS LA ZONE CONSTRUCTIBLE (ZONE ZC) 84

2] DANS LA ZONE NON CONSTRUCTIBLE (ZONE ZNC) 84

3] POUR L'ENSEMBLE DES ZONES (ZONES ZC ET ZNC) 84

ANNEXES : 87

Introduction

Le conseil municipal a délibéré pour prescrire une carte communale et ne plus contraindre son développement à la règle de constructibilité limitée précisée par l'article L.111-1-2 du code de l'urbanisme.

1 - Définition de la carte communale

En l'absence de Plan Local d'Urbanisme, de carte communale ou de tout autre document d'urbanisme en tenant lieu, les communes sont soumises l'application de la règle de la constructibilité limitée :

Art. L. 111-1-2 : « En l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale opposable aux tiers, ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, seules sont autorisées, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune :

- ✓ L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;
- ✓ Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national.
- ✓ Les projets de constructions, aménagements, installations et travaux ayant pour conséquence une réduction des surfaces situées dans les espaces autres qu'urbanisés et sur lesquelles est exercée une activité agricole ou qui sont à vocation agricole doivent être préalablement soumis pour avis par le représentant de l'État dans le département à la commission départementale de la consommation des espaces agricoles prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai d'un mois à compter de la saisine de la commission.
- ✓ Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;
- ✓ Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, « en particulier pour éviter une diminution de la population communale ». le justifie, dès lors

qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publique, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 110 et aux dispositions des chapitres V et VI du titre IV du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application ».

Néanmoins, conformément à l'article L. 124-1 du code de l'urbanisme, les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, une carte communale précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L 111-1 du même code permettant de suspendre l'application de la règle de la constructibilité limitée.

Tel est l'objet du présent document que la commune a souhaité établir.

Ce document de planification :

- ✓ Expose les objectifs et les choix d'aménagement retenus à l'issue des études préalables, dans une note de présentation ;
- ✓ Présente sur une carte la destination générale des sols et les espaces pouvant accueillir des constructions ;
- ✓ Traduit enfin ces options en énonçant comment le règlement national d'urbanisme sera appliqué dans les différentes parties de la commune.

2 - Contenu de la carte communale

La carte communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques :

- ✓ **Le rapport de présentation :**
  - Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique.
  - Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées ; en cas de révision, il justifie, le cas échéant, les changements apportés à ces délimitations ;
  - Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

✓ **Le ou les documents graphiques :**

Ils délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées c'est-à-dire les zones constructibles dites zones ZC et les secteurs où les constructions ne sont pas autorisées, c'est-à-dire les zones non constructibles dites zones ZNC, à l'exception de l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles.

Ces documents graphiques sont opposables aux tiers. Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées. Ils délimitent s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains confère aux cartes communales, le statut de document d'urbanisme. De ce fait, elles sont soumises à enquête publique. Elles ont une validité permanente et peuvent être révisées.

La carte communale ne comprend pas de règlement, c'est le Règlement National d'Urbanisme (RNU) qui s'applique ; les autorisations d'occuper et d'utiliser le sol sont donc instruites et délivrées sur le fondement de ce règlement.

En conclusion, la carte communale est l'occasion pour une commune rurale de réfléchir à ses enjeux, de prendre parti sur son avenir et de définir les quelques principes d'aménagement qui lui sont nécessaires, tout en tenant compte des contraintes existantes.

3 - Procédure d'élaboration de la carte communale

PROCÉDURE d'ELABORATION de la Carte Communale

PRESCRIPTION

Il n'y a pas d'acte formel lançant la procédure, toutefois, une délibération de principe ne semble pas inutile. Cette délibération doit être notifiée au Préfet pour lui permettre de préparer le Porter à Connaissance (servitudes d'utilité publique et contraintes qui s'appliquent sur le territoire communal).

ELABORATION

Réunions de travail organisées avec la commission, le bureau d'études et les Personnes Publiques Associées
Durée indéterminée

CONSULTATION

Consultation de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA)
Durée : 2 mois pour rendre un avis

ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du maire
Durée : 1 mois + 1 mois pour la rédaction du rapport d'enquête
Eventuellement : Modification du projet de carte

APPROBATION par le Conseil Municipal

Par délibération
Transmission au Préfet pour le contrôle de légalité (durée 2 mois)

APPROBATION par le Préfet

Par arrêté préfectoral

1ère Partie :

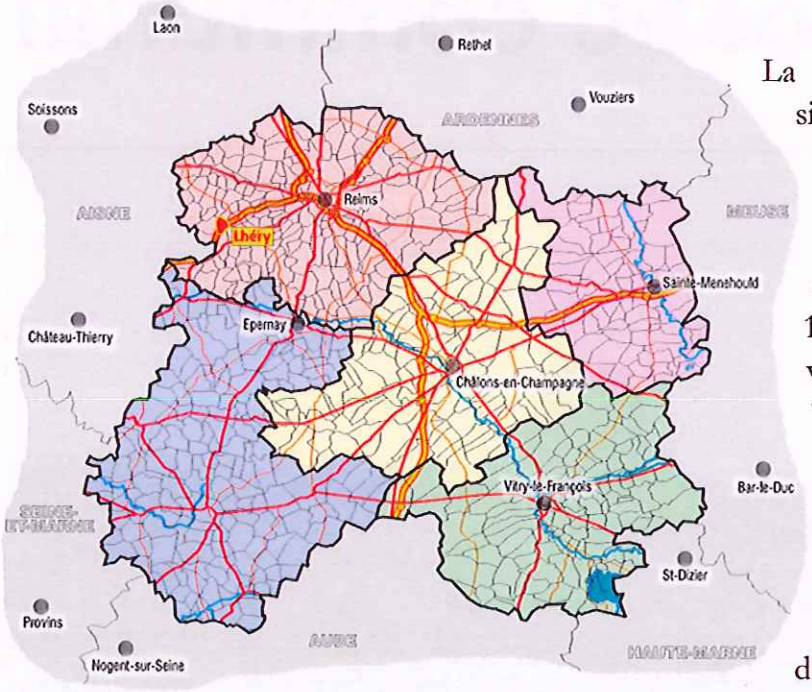
Diagnostic communal



1] Approche globale du territoire

1.1 - Situation administrative et géographique

Canton	Ville-en-Tardenois
Arrondissement	Reims
Département	Marne
Population	81 habitants[1]
Superficie	6,08 km²



La commune de LHERY est située au Nord-Ouest du département de la Marne, à l'Ouest de l'agglomération Rémoise. Distante de 7km de Ville-en-Tardenois, de 15km de Fismes, d'une vingtaine de Fère-en-Tardenois (02), Dormans et Reims et d'une trentaine d'Epernay, les habitants de LHERY bénéficient de l'attractivité de ces pôles aussi bien en termes d'équipements que d'emplois.

Le territoire communal est situé à une altitude variant entre 120 et 229 NGF, les parties urbanisées se trouvent à une altitude moyenne comprise entre 160 et 185 mètres. La topographie est marquée localement.

D'un point de vue administratif, LHERY appartient au canton de Ville-en-Tardenois et à l'arrondissement de Reims. Elle comptait 81 habitants en 2009 et son territoire s'étend sur 6,08 km². Son étendue la met au contact des communes suivantes :

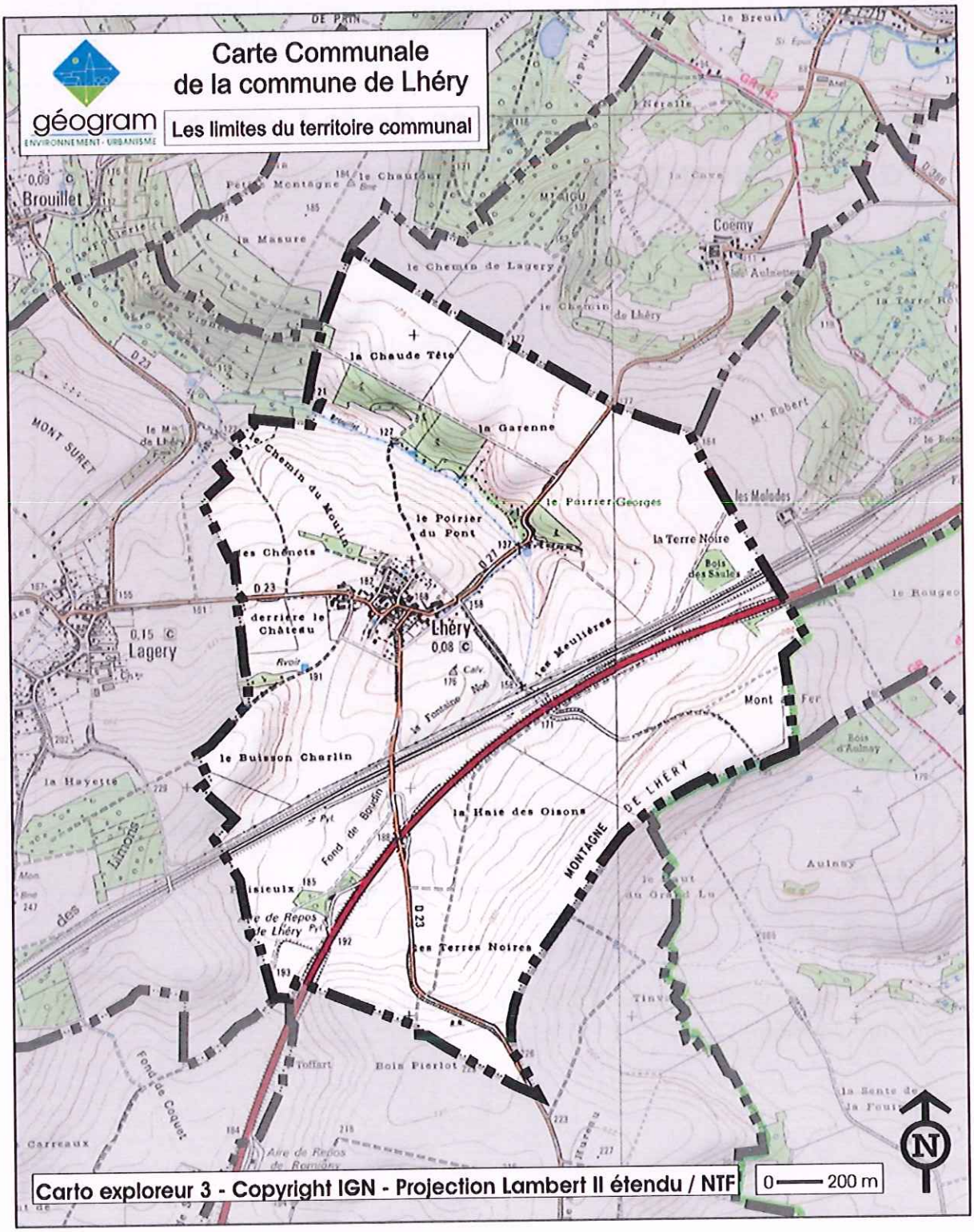
- ✓ Serzy-et-Prin au Nord ;

Les communes limitrophes de Lhéry



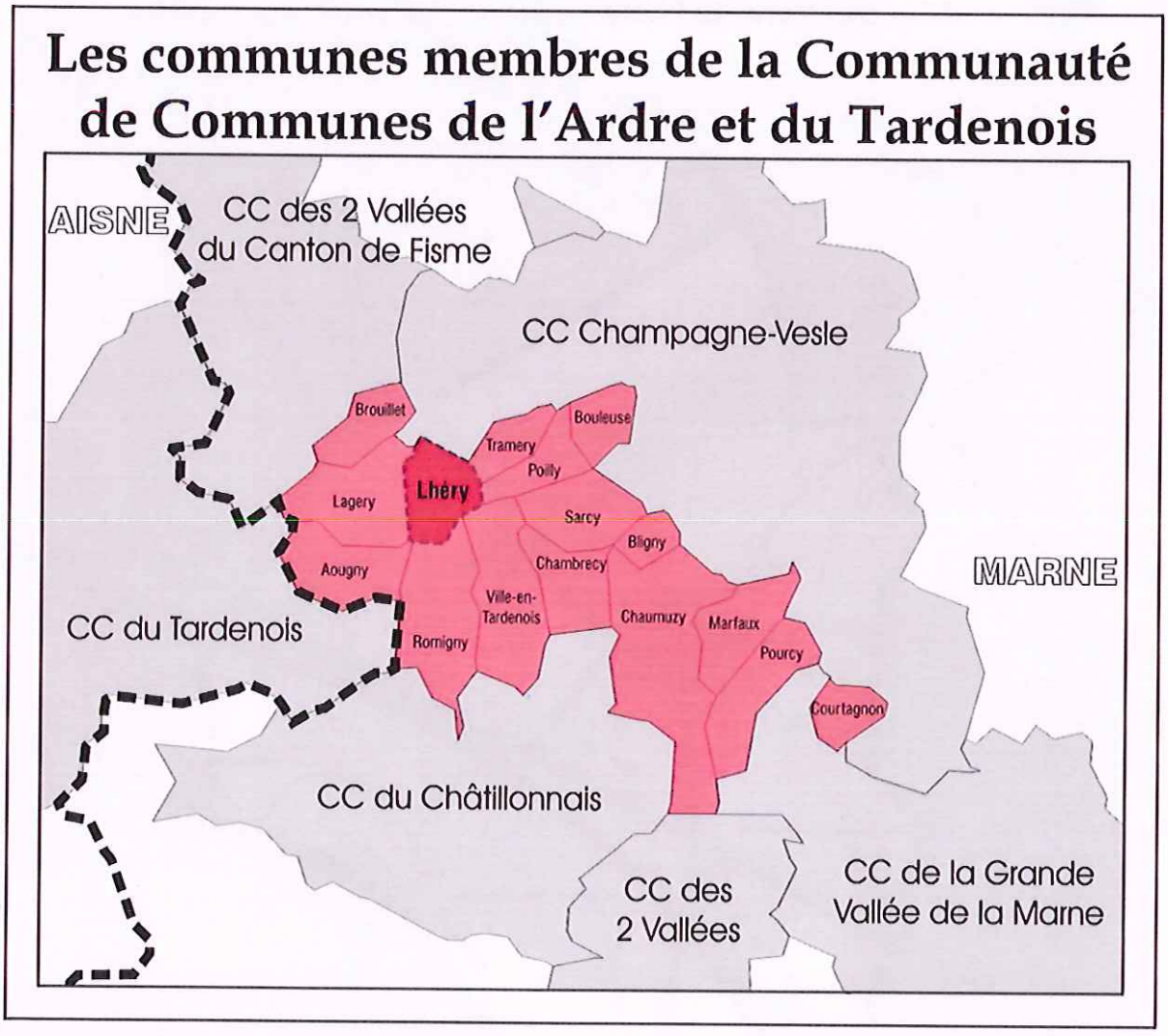
[1] Données légales 2009, entrées en vigueur au 1er janvier 2012.

- ✓ Faverolles-et-Coëmy, Tramery et Poilly à l'Est ;
- ✓ Ville-en-Tardenois et Romigny au Sud ;
- ✓ Et Aougny et Lagery à l'Ouest.



1.2 - Intercommunalité et structures intercommunales

- LHERY fait partie de la Communauté de Communes de l'Ardre et du Tardenois, créée le 10 septembre 1996, qui regroupe 16 communes, soit 2 866 habitants[2]. Elle s'étend sur 116,70 km² et regroupe les communes suivantes : Aougny, Bligny, Bouleuse, Brouillet, Chambrecy, Chaumuzy, Courtagnon, Lagery, Lhéry, Marfaux, Poilly, Pourcy, Romigny, Sarcy, Tramery et Ville-en-Tardenois



La Communauté de Communes exerce les compétences suivantes, pour le compte des communes membres :

[2] 2 866 habitants en 2009

COMPÉTENCES OBLIGATOIRES	
1. Aménagement de l'espace :	a) Elaboration et suivi d'une charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire b) Elaboration et suivi du Schéma de Cohérence Territoriale c) Elaboration et suivi de la Charte du Pays Rémois
2. Développement économique :	a) Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique. b) Actions favorisant le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques

COMPÉTENCES OPTIONNELLES	
3. Protection et mise en valeur de l'environnement	a) Collecte, traitement et élimination des ordures ménagères et déchets assimilés, b) Création, entretien et gestion des installations et réseaux d'eau potable, c) Création, entretien et gestion des installations et réseaux d'eaux usées ; assainissement collectif et semi-collectif, ainsi que le contrôle des installations d'assainissement autonomes, d) Création, entretien et gestion des installations des eaux pluviales d'origine urbaine et des eaux de source intra-muros. e) L'étude et la réalisation des travaux relatifs à l'aménagement de la rivière Ardre et de ses affluents. f) Développement des parcs éoliens.
4. Politique du logement et du cadre de vie	a) Elaboration et mise en œuvre d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat. b) Cautionnement des emprunts liés au logement social, sur des projets financés par la Communauté de Communes Ardre et Tardenois.

5. Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire	Sont d'intérêt communautaire : ▪ L'aménagement et l'entretien des voiries figurant sur la liste ci-annexée, Sont exclus de ce champ de compétence : - nettoiement, balayage des voies, déneigement des voies, - entretien de la signalisation de police et de direction, des feux, de l'éclairage public, - travaux relatifs à l'amélioration de la sécurité routière (calibrage et stabilisation des accotements, aménagement des carrefours, glissières et barrières de sécurité, pistes cyclables…), - travaux liés à l'environnement et à l'équipement des voies (plantations d'alignement, ouvrage de traitement des eaux de ruissellement lorsque le réseau est séparatif, aires de repos, points d'arrêt…), - les ponts TGV et leurs remblais. ▪ La création, l'aménagement et l'entretien des voiries permettant d'accéder aux équipements intercommunaux existants et à venir.
6. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs, et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire	a) Création, aménagement et entretien des écoles élémentaires et préélémentaires ; b) Création, aménagement et gestion d'équipements sportifs et socioculturels d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les équipements suivants : - La bibliothèque-médiathèque intercommunale sise 3 rue des quatre vents à Ville-en-Tardenois, - Le gymnase intercommunal sis 9 rue des quatre vents à Ville-en-Tardenois, - Le terrain de football accolé au gymnase.
7. Action sociale	a) Contingent d'aide sociale des communes membres b) Création, aménagement et gestion d'établissement d'accueil non médicalisé pour personnes âgées. c) Création, aménagement et gestion d'une structure d'accueil de la petite enfance, correspondant à la tranche d'âge des enfants de 0 à 3 ans.

COMPÉTENCES FACULTATIVES	
8. Actions scolaires et périscolaires	a) Activités complémentaires et périscolaires correspondant à la tranche d'âge de la petite enfance (cf. article 7) et des enfants des écoles élémentaires et préélémentaires ; b) Transport scolaire des écoles élémentaires et préélémentaires de second rang ; c) Surveillance des enfants de maternelle dans les cars ; d) Participation au Syndicat Intercommunal Scolaire de Dormans pour les communes de Aougny, Bligny, Bouleuse, Chambrecy, Chaumuzy, Courtagnon, Lagery, Lhéry, Marfaux, Poilly, Pourcy, Romigny, Sarcy, Tramery et Ville-en-Tardenois ; e) Participation au Syndicat Mixte Scolaire du secteur de Fismes pour la commune de Brouillet.
9. Lutte contre l'incendie	Il est précisé que la défense incendie de chaque commune n'est pas transférée à l'intercommunalité, y compris les travaux d'extension et d'aménagement des réseaux d'eau potable nécessaires à l'alimentation des réserves incendie.
10. Patrimoine	Entretien et grosses réparations des bâtiments classés et des églises d'intérêt communautaire. Sont d'intérêt communautaire les interventions concernant le clos et le couvert, selon la définition suivante : - Les murs, sur l'extérieur du bâtiment, - Les toitures y compris les charpentes - L'écoulement et l'évacuation des eaux pluviales autour des églises et bâtiments classés jusqu'en limite de propriété, - Les portes, ventaux, fenêtres ou vitraux ; seul les vitraux de couleur sont protégés, - Les marches d'entrée extérieures et les seuils de porte, - Les piliers intérieurs ou extérieurs, - Les voûtes,

	- Les poutres, les solivages et les plafonds, - Les échelles extérieures d'accès au clocher, - Le coq.
11. Actions foncières	Les actions foncières nécessaires à la réalisation des compétences de la Communauté de Communes décrites dans les articles précédents.

Outre son appartenance à la Communauté de Communes, LHERY fait partie de la structure suivante :

- ✓ Syndicat Mixte Intercommunal d'Energie de la Marne (SIEM) qui intervient sur la production et la distribution d'énergie (obsolète).

Celui-ci regroupe 580 communes et 5 Communautés de Communes (de la Grande Vallée de la Marne, des Quatre Vallées, du Mont Moret, du Mont de Noix, des Trois Rivières). Il compte 580 188 habitants.

1.3 - Historique de la planification locale

LHERY ne disposait jusqu'alors d'aucun document d'urbanisme. C'est le Règlement National d'Urbanisme qui s'y applique et la règle de constructibilité limitée, et ce jusqu'à l'approbation de la présente carte communale.

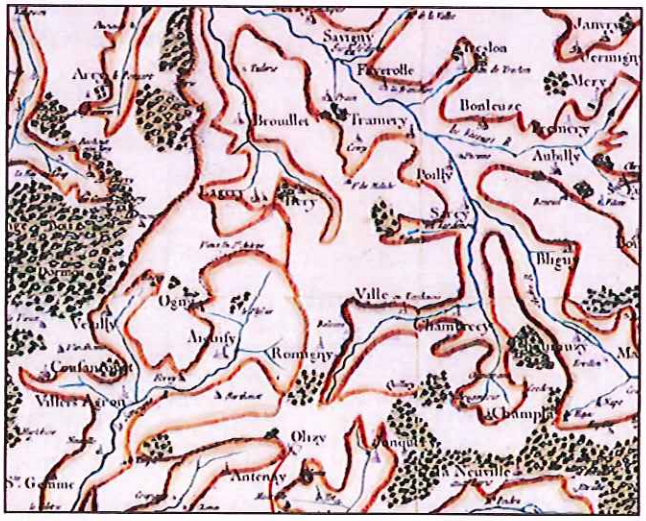
1.4 - Histoire locale

Dès 1100, on trouve « Laireium » puis « Lairiacum » en 1179 du vieux français « lari » signifiant « la pente ».

Le village est traversé par la route départementale 23, entre le plateau du Tardenois et la vallée de l'Ardre.

La seigneurie de Lhéry appartient à la famille Cauchon jusqu'en 1750, le plus connu de ses membres n'est autre que l'évêque accusateur de Jeanne d'Arc.

Le village est un ancien site néolithique, de nombreux outils ont été découverts sur les lieux.



Carte de Cassini - Source : cassini.ehess.fr/

L'Eglise du XIIIème siècle, dédiée à Saint-Nicolas, est classée « Monument Historique » par arrêté du 3 Octobre 1921

Erigée dans la seconde moitié du 12ème siècle, elle subit des modifications importantes aux siècles suivants.

A l'intérieur de l'édifice, on remarque des statues des 17ème et 18ème siècles dont une Vierge à l'Enfant ainsi qu'une dalle funéraire du 17ème siècle sur laquelle est gravée cette phrase « Honeste femme sillon en son vivant épouse de Johan Bertemey laboureur, décédé en février 1574 ».





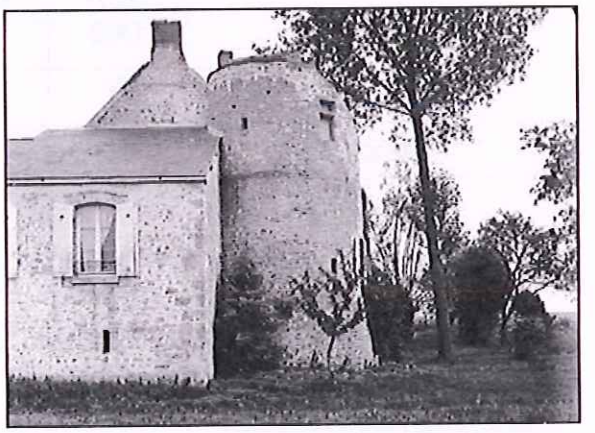
Photographies : Eglise Saint-Nicolas et Lavoir

Face à l'entrée du cimetière, un grand calvaire de pierre est érigé depuis le XIIème ou XIIIème siècle.

Du château reconstruit au XVIIème siècle, on ne distingue plus que deux tours rondes.

On découvre également, au détour des murs de pierre, un lavoir du XIXème siècle.





Photographies anciennes du Château
Source : Ministère de la culture - base Mérimée

2] Composantes de la commune

Les données statistiques sont issues des recensements effectués par l'I.N.S.E.E. en 1982, 1990, 1999 ainsi qu'en 2009.

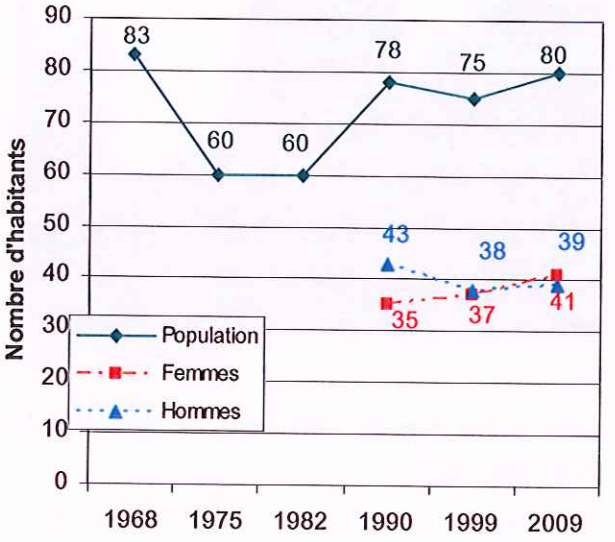
2.1 - Approche sociodémographique du territoire

a) Démographie

Le nombre d'habitants de LHERY a fortement diminué entre 1968 et 1975, pour perdre un quart de sa population. Après 1982 à nos jours, la population stagne à environs 80 habitants. Alors que le village ne comptait que 60 habitants en 1975, 80 personnes résidaient à LHERY lors du recensement de 2009.

La raison de cette évolution se trouverait à la fois dans l'évolution du solde naturel et du solde migratoire :

Evolution de la population depuis 1968



	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009
Naissances	9	4	2	10	7	12
Décès	6	7	3	4	3	8
Solde naturel	3	-3	-1	6	4	4
Solde migratoire	-23	-20	1	12	-7	1
Variation totale	-20	-23	0	18	-3	5
Taux d'évolution global (moyennes annuelles)	-3.54%	-4.55%	0.00%	3.33%	-0.43%	0.70%
- dû au solde naturel *(moyennes annuelles)*	0.53%	-0.59%	-0.24%	1.11%	0.58%	0.80%
- du au solde migratoire *(moyennes annuelles)*	-4.07%	-3.95%	0.24%	2.22%	-1.01%	-0.10%

Le solde migratoire a diminué entre 1962 et 1975 : sur cette seule période, LHERY a perdu 43 habitants. Entre 1982 et 1990, LHERY a accueillie 12 habitants, pour en perdre 7 entre 1990 et 1999. Néanmoins depuis, son rythme s'est ralenti. Depuis 1990, l'augmentation de la population est surtout liée au nombre de naissances.

Avec une superficie de 6,10km² et une population atteignant 80 habitants, la densité est de 13.2 habitants/km². Ce taux est inférieur à la moyenne départementale (69.4 en 2009).

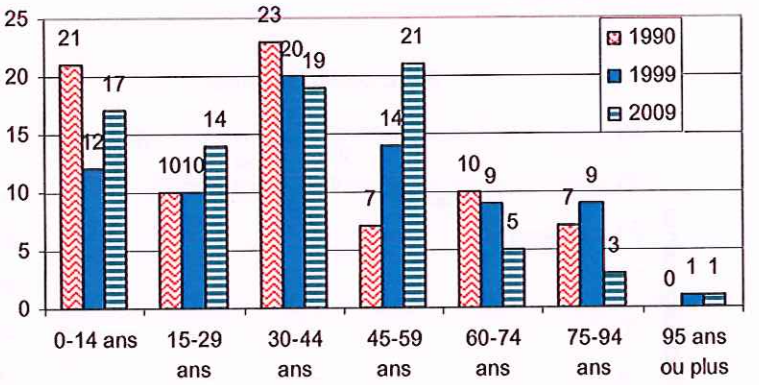
b) Répartition par sexe

Cette évolution modifie la répartition des habitants par sexe : alors que les femmes étaient moins nombreuses en 1990 (35 femmes et 43 hommes), la tendance s'est inversée : 41 femmes et 39 hommes résidaient à LHERY en 2009.

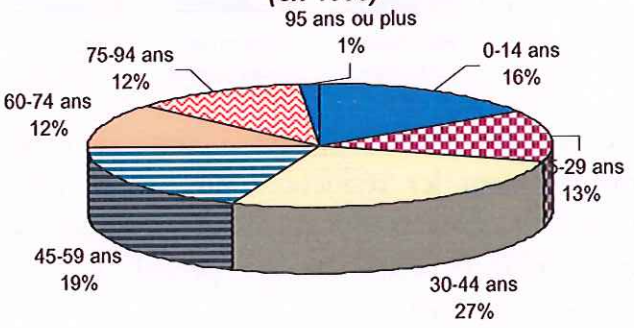
c) Répartition par âge

L'accroissement de la population a modifié la répartition par âge. Le nombre de naissances a renforcé le poids des 0-14 ans dans la population totale. Les nouveaux habitants (45-59 ans) ont également augmenté sur 10 ans. A contrario, le poids des 60-94 ans a nettement diminué.

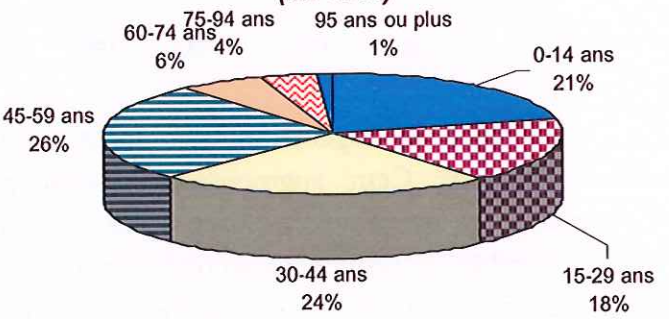
Répartition par âge de la population



Répartition de la population par âge (en 1999)



Répartition de la population par âge (en 2009)



d) Ménages

Parralèlement à la croissance de population, le nombre de ménages a fortement augmenté depuis 1982.

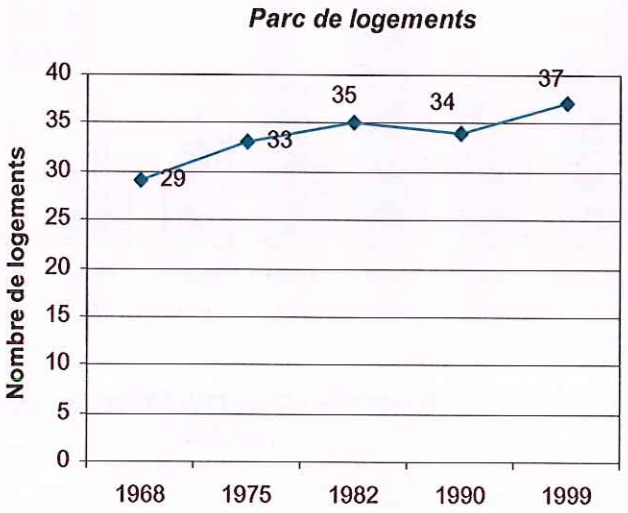
	1982	1990	1999	2009
Population	60	78	75	80
Nombre total de ménages	24	28	30	31
Taille moyenne	2,50	2,79	2,50	2,58

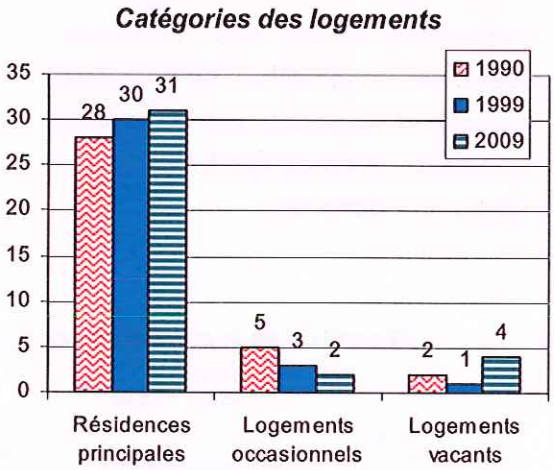
Le nombre d'habitants est passé de 60 en 1982 à 80 en 2009, soit une progression de 25% et le nombre de ménages de 24 à 31 entre les mêmes dates, soit une évolution de 29%. L'évolution des ménages a été plus forte que l'évolution démographique. Ceci s'explique par le phénomène de décohabitation, impliquant une de demande de résidence en conséquence.

Les revenus annuels moyens des habitants de LHERY sont supérieurs à ceux du reste du département : en 2009, le revenu moyen par foyer fiscal était de 37 302 euros, contre 24 028 euros pour le reste du département de la Marne.

Le pourcentage de personnes non imposables est supérieur à la moyenne départementale (52,40% à LHERY, contre 43,80% dans la Marne).

2.2 - Habitat



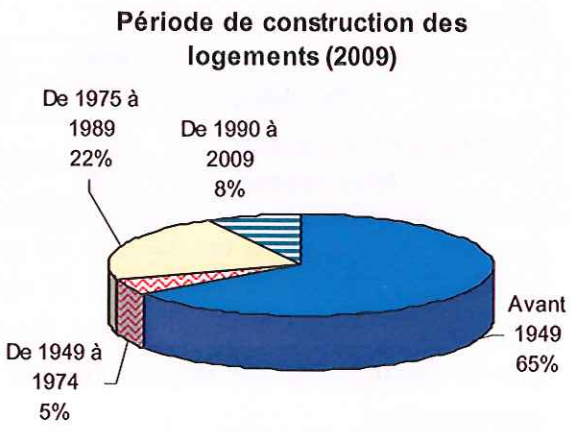


Le parc de logements s'est légèrement développé pour répondre à cette nouvelle demande. Cette augmentation touche principalement les résidences principales. Leur nombre est passé de 28 en 1990 à 31 en 2009 (+ 3 logements en près de 20 ans). Le nombre de résidences secondaires a diminué de plus de moitié sur cette période, passant de 5 à 2. Le nombre de logements vacants est passé de 2 à 4.

Les résidences principales représentent classiquement l'essentiel du parc (83,78%). 80% des occupants sont propriétaires de leur logement. En 2009, l'essentiel du parc de logements se composait de maisons individuelles.

Le parc de logements est relativement ancien ; 65% des résidences ont été construites avant 1949. Le parc s'est développé depuis, principalement entre 1975 et 1989, 22% des logements ont été construits.

En 2012, la municipalité a accepté 1 autorisation de construction nouvelle.



Ces logements semblent confortables. Ils sont spacieux. En 2009, ils comptaient en moyenne 5,3 pièces par logement et étaient munis d'au moins une salle d'eau.

2.3 - Approche socioéconomique du territoire[3]

a) Emploi

	LHERY	Marne
Population active totale	57	269 526
Chômeurs	15	29 586
Taux de chômage	8,90 %	11,00 %
Population active ayant un emploi :	42	241 574
- Salariés	24	212 103
- Non salariés	18	29 471
Dont Indépendants	*7*	*13 581*
Dont Employeurs	*10*	*15 227*
Dont Aides familiaux	*1*	*663*

La commune compte 57 actifs dont 42 ayant un emploi, soit 52% de la population totale. Le taux de chômage s'élevait à 8,90% en 2009, soit en deçà de la moyenne départementale (11,00%).

b) Déplacements domicile - travail

Population active occupée	42
Travaillent et résident dans la même commune	15
Travaillent et résident dans 2 communes différentes	27
- du même département	20
- d'autres départements de la région	2
- d'une autre région	5
- hors métropole (DOM et étranger)	0

Sur les 42 actifs occupés de LHERY, 24 sont salariés. 15 actifs travaillent sur la commune même, 20 au sein du département de la Marne, 2 dans un autre département et 5 dans une autre région.

c) Activités locales et Equipements

La commune ne dispose d'aucun commerce de proximité. Pour accéder à ces services, les habitants devront rejoindre Ville-en-Tardenois ou Chaumuzy.

[3] Source : Données INSEE (RGP : 1975, 1982, 1990 et 1999)

LHERY n'en ait pas pour autant dépourvu d'activité. L'INSEE recensait au 1er janvier 2011, hors activité agricole, 5 entreprises présentes sur la commune (1 liée à l'industrie, 1 à la construction, 2 aux commerces, transports et services et 1 à l'administration publique, enseignement, santé et action sociale).

D'après le recensement réalisé par l'INSEE en 2009, 15 emplois seraient exercés à LHERY.

.

d) Activité agricole

L'activité agricole est présente sur le territoire. On dénombre, à LHERY, 7 sièges d'exploitations agricoles (soit deux de moins qu'en 2000). En 2010, la surface moyenne utilisée par un exploitant était de 73 hectares (contre 48 en 2000)[4].

Cette activité génère l'emploi de 8 chefs d'exploitation (ou co-exploitants) et de 15 actifs (UTA - équivalent temps plein).

Les exploitations agricoles exercent dans la grande culture (blé et autres céréales…). Aucune ne pratique l'élevage.

DÉPARTEMENT : **MARNE**
Commune : **LHERY**

Nombre d'exploitations	9
dont nombre d'exploitations professionnelles	6
Nombre de chefs d'exploitation et de coexploitants	9
Nombre d'actifs familiaux sur les exploitations	10
Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA,équivalent temps plein)	15
Superficie agricole utilisée des exploitations (ha)	433
Terres labourables (ha)	418
Superficie toujours en herbe (ha)	0
Nombre total de vaches	0
Rappel : Nombre d'exploitations en 1988	9

Données recensement 2000 - AGRESTE

La superficie utilisée par l'ensemble des exploitations agricoles de LHERY cumulées atteint 433 hectares dont 418 hectares de terres labourables.

La commune de LHERY est comprise dans l'Aire des Appellations d'Origine Controlées Champagne, Coteaux Champenois. La viticulture occupe près de 13 hectares sur le territoire communal.

2.4 - Réseaux

a) Alimentation en eau potable

Le réseau d'eau potable est géré par la communauté de commune de l'Ardre et du Tardenois.

Le service de l'eau potable comprend la production et la distribution.

[4] Source : AGRESTE, recensements agricoles 2000 et 2010.

Ce service, de compétence intercommunale, est géré en délégation de service public par la société **Lyonnaise des Eaux.**

L'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de Communes Ardre et Tardenois à plusieurs provenances.
Une partie provient des captages de la communauté de communes, et une autre partie est achetée à des Syndicats intercommunaux extérieurs à la Communauté de Communes Ardre et Tardenois.

Les captages de la Communauté de Communes Ardre et Tardenois

- Les captages de Ville en Tardenois/Chambrecy alimentent les communes de Ville en Tardenois et Chambrecy.
- Le captage de Romigny alimente la commune de Romigny
- Le captage de Poilly alimente les communes de Poilly, Sarcy et Bouleuse
- La source de Tramery alimente la commune de Tramery
- La source de Marfaux alimente la commune de Marfaux
- La source de Courtagnon alimente la commune de Courtagnon
- La source de Bligny alimente la commune de Bligny
- La source de Chaumuzy alimente la commune de Chaumuzy

Les Syndicats intercommunaux extérieurs

- L'eau achetée au Syndicat de Sainte Gemme alimente en eau potable les communes d'Aougny, Lagery, Lhéry et Brouillet.
- L'eau achetée au Syndicat du Rouillat alimente la commune de Pourcy

b) Assainissement

L'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales prévoit l'établissement dans chaque commune de zones d'assainissement collectif ou non collectif, fixées après enquête publique. L'établissement de ces zonages est fondamental et doit être traité dans une réflexion globale sur l'urbanisation de la commune.

Eaux usées

La commune de LHERY fait partie de la communauté de communes de l'Ardre et du Tardenois, compétente en matière d'assainissement auprès des communes membres.

A LHERY, les habitations sont assainies de manière individuelle. Un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) assure le contrôle des installations. Il a été créé le 20 juin 2006.

Il assure, pour les dispositifs neufs et réhabilités, le contrôle de conception et d'implantation et le suivi du contrôle de bonne exécution.

Pour couvrir les frais engendrés par ce nouveau service (diagnostic technique, mesures, conseils, suivi des entretiens) la règlementation a prévu le recouvrement d'une redevance spécifique payée par l'usager. Cette redevance d'un montant de 100 € a été mise en place par délibération le 1er avril 2009.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont recueillies dans le ruisseau qui traverse le village : le Ruisseau de Brouillet.

c) Défense incendie

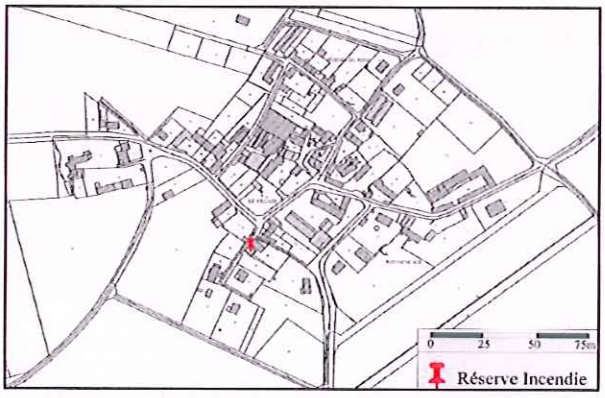
En application de l'article L 2212-2 5ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, l'autorité municipale à la charge de l'existence et de la suffisance du réseau d'eau incendie sur le territoire de sa commune.

Afin d'assurer au mieux la défense contre l'incendie sur le secteur de votre commune, les principes généraux de la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 doivent être respectés :

- ✓ les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m3 d'eau utilisable en deux heures,
- ✓ les prises d'incendie doivent se trouver à une distance de 200 à 300 mètres les unes des autres et être réparties en fonction des risques à défendre,
- ✓ le débit doit être au moins 60m3/h sous 1 bar de pression,
- ✓ leurs emplacements doivent être accessibles en toutes circonstances et signalés,
- ✓ les points d'eau naturels doivent être en mesure de fournir en 2 heures 120 m3, se trouver à une distance maximale de 400 mètres des risques à défendre et être accessibles aux auto-pompes par l'intermédiaire d'une aire aménagée de 32 m²,
- ✓ les réserves artificielles doivent avoir une capacité minimum de 120 m3 d'un seul tenant, être accessibles en toutes circonstances et se situer dans un rayon de 400 mètres des risques à défendre.

La commune dispose d'une réserve incendie. Elle se situe Impasse de la Fontaine.





d) Collecte et traitement des déchets

La loi du 13 juillet 1992 prévoit que chaque département doit être couvert par un Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA). Celui-ci développe les modalités et coordonne l'ensemble des actions à mener par les pouvoirs publics et les organismes privés pour atteindre des objectifs de valorisation et de réduction du gisement.

La collecte des ordures ménagères est réalisée par le SYCOMORE (Syndicat de collecte des ordures ménagères de l'Ouest Rémois) dont le siège est situé à Fismes.

Créé le 1er Juillet 2007 à l'initiative de 4 Communautés de Communes (Champagne Vesle, Deux Vallées du Canton de Fismes, Ardre et Vesle et Ardre et Tardenois), le SYCOMORE assure la collecte des déchets de 67 communes soit environ 28 000 habitants.

Les déchets ménagers résiduels sont collectés une fois par semaine dans les poubelles grises et sont transférés vers le centre de CERNAY les REIMS pour y être stockés avant d'être évacués et incinérés au centre de la Veuve, le SYVALOM

Le SYCOMORE prend également en charge la collecte du verre par le biais de points d'apports volontaires.

La Communauté de Communes a mis en place un système de déchetterie mobile repris par le Sycomore. Elle dispose de cinq points de collecte sur les Communes de Lagery, Poilly, Pourcy, Chaumuzy et Ville-en-Tardenois qui sont ouverts à tous les habitants de la Communauté de Communes.

La mise à disposition des bennes a lieu tous les Samedis de 13h00 à 18h00 et porte sur les encombrants, les cartons, les déchets verts et les gravats.

e) Réseau de communications numériques[5]

Le tableau ci-dessous indique la disponibilité des technologies ADSL sur la commune. Ces données fournies par France Télécom ne sont pas à interpréter en termes d'éligibilité des lignes téléphoniques à ces technologies. Au sein d'une même commune, on trouve en effet souvent des inégalités d'accès au haut débit.

Technologies ADSL	Disponible
ADSL	✓
ReADSL	✓
ADSL2+	X

Les NRA, Noeud de Raccordement d'Abonnés, sont les centraux téléphoniques de l'opérateur historique France Télécom dans lesquels aboutissent les lignes téléphoniques

[5] Source : www.ariase.com

des abonnés, quelque soit leur fournisseur d'accès ADSL. Les informations données par NRA sont beaucoup plus précises. L'éligibilité ADSL dépend de l'équipement présent sur le NRA (ou central téléphonique) auquel elle est raccordée, en plus des caractéristiques de la ligne NRA le plus proche.

LHERY est desservie par l'ADSL. Elle est reliée au nœud de raccordement d'abonnés (NRA) situé sur Lagery.

NRA situé hors de LHERY			
Code	**Nom**	**Lignes**	**Dégroupage**
LAG51	Lagery	400	Non dégroupé

Les communes d'Aougny, Arcis-le-Ponsart, Brouillet, Lagery et LHERY sont raccordées au NRA de Lagery.

2ème Partie :

Etat initial de l'environnement



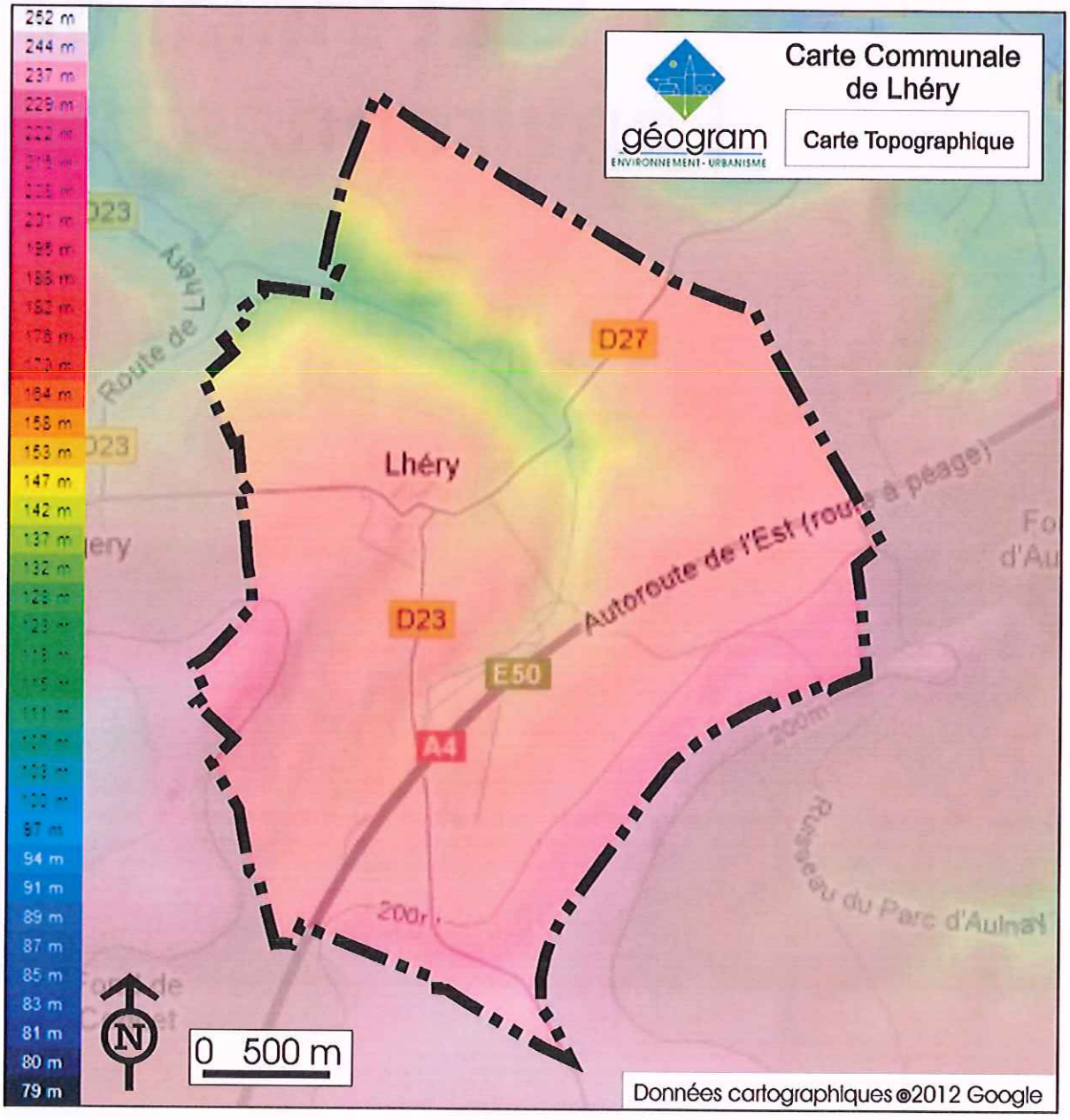
1] Milieu physique

1.1 - Relief

Sur le territoire de LHERY, le relief est fortement marqué par endroit.

Le territoire communal est situé à une altitude variant entre 120 et 229 NGF. Les parties urbanisées se trouvent à une altitude moyenne comprise entre 160 et 185 mètres.

Le point le plus bas se situe à 120 mètres au Nord-Ouest du territoire, le long du ru du Brouillet et le plus haut, à 229 en limite communale Sud.



1.2 - Contexte géologique[6]

LHERY se situe sur la carte géologique de Fismes réalisée par le BRGM. Elle s'étend presque exclusivement sur les terrains tertiaires de l'Ile-de-France.

Elle se schématise comme un empilement de couches de nature variable qui se sont déposées au cours des âges. L'érosion a par la suite attaqué ces roches et a permis de les mettre au jour.

D'après la notice géologique du BRGM, le sous-sol est composé des couches suivantes :

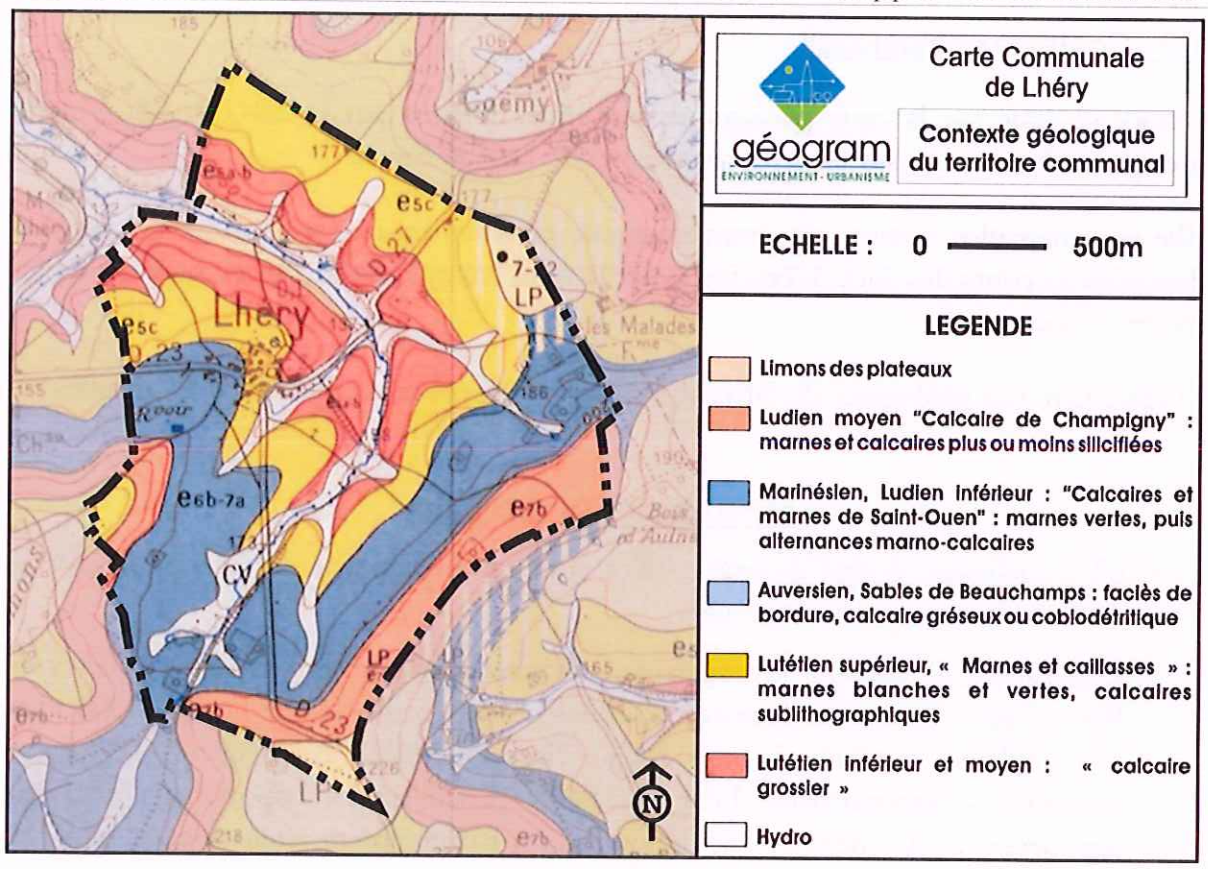
a) Formations superficielles

- ✓ *CV : Colluvions de fond de vallée* : Elles sont essentiellement des limons de lavage déposés dans les petits thalwegs.
- ✓ *LP : Limons des plateaux* Les surfaces structurales correspondant aux meulières de Brie et aux calcaires du Lutétien continental sont couvertes de limons décalcifiés, très argileux, jaunâtres à brun rouge. Ils contiennent de fréquents niveaux à concrétions ferrugineuses. Leur épaisseur, généralement importante, peut être supérieure à 10 mètres. Ces limons sont fréquemment colluvionnés vers les dépressions et les têtes de ruisseaux.

b) Terrains sédimentaires

- ✓ *e5a-b : Lutétien inférieur et moyen : Calcaire grossier* : Les calcaires lutétiens constituent l'unité géomorphologique la plus importante ; ils forment la surface structurale des plateaux ainsi que le rebord de la cuesta.
- ✓ *e5c : Lutétien supérieur continental. Marnes et caillasses* : Constituant la partie supérieur des plateaux, il est le plus souvent visible sous forme de blocs épais remontés par les labours.
- ✓ *e6b7-a : Marinésien et Ludien inférieur (Bartonien moyen) : Calcaires et Marnes de Saint-Ouen* : Le Marinésien est représenté par des marnes et des calcaires marneux de faciès comparable aux couches de Saint-Ouen. Sa puissance, relativement constante 15 à 25m dans le Tardenois, diminue rapidement à l'Est de Chambrecy.
- ✓ *e7b :Ludien moyen (Bartonien supérieur). Calcaire de Champigny, marnes et calcaires* : Le Ludien moyen, équivalent des Calcaires de Champigny, est représenté par un ensemble de bancs calcaires d'une puissance totale de 10 à 15 mètres. Ces calcaires à grains fins, se signalent topographiquement par un petit ressaut d'autant plus marqué que ces niveaux sont fortement silicifiés.

[6] Source : carte géologique au 1/50 000 du B.R.G.M.



1.3 - Types de végétation en rapport avec le substrat

a) Agriculture

Sur les plateaux tertiaires du Nord et dans le Tardenois au Sud, les cultures les plus pratiqués sont celles des céréales, de la betterave sucrière et de plus celle de maïs hybride. Les prairies pacagées restent abondantes dans le Tardenois. La vigne a une importance économique notable (parfois prépondérante) dans la région proche de Reims, sur les talus tertiaires de la vallée de la Vesle ; des plantations récentes ont été effectuées sur certaines pentes du Tardenois.

b) Végétation

Lutétien. Les calcaires lutétiens portent principalement deux groupements représentants deux stades d'évolution de la série de la Chênaie pubescente ou de la Hêtraie calcicole.

Bartonien. Bien représenté dans le Tardenois, cet étage porte divers groupements forestiers (Chênaie-Hêtraie, Frênaie-Acéraie, Hêtraie) à rapporter à la série de la Hêtraie calcicole.

c) Site archéologique

Néolithique : Le semis néolithique est assez dense. On constate la prédominance sur le plateau tertiaire d'un Néolithique ancien, de technique campignienne avec les grands gisements-ateliers de Lagery, Romigny, Champlat-Boujacourt, Lhéry, où le silex local fut exploité et exclusivement utilisé pour la confection d'objets assez frustes, vraisemblablement destinés au travail du bois. Ces gisements ne sont connus que par les ramassages de surface, aucune fouille systématique n'y ayant été pratiquée.

1.4 - Hydrologie

a) Les cours d'eau

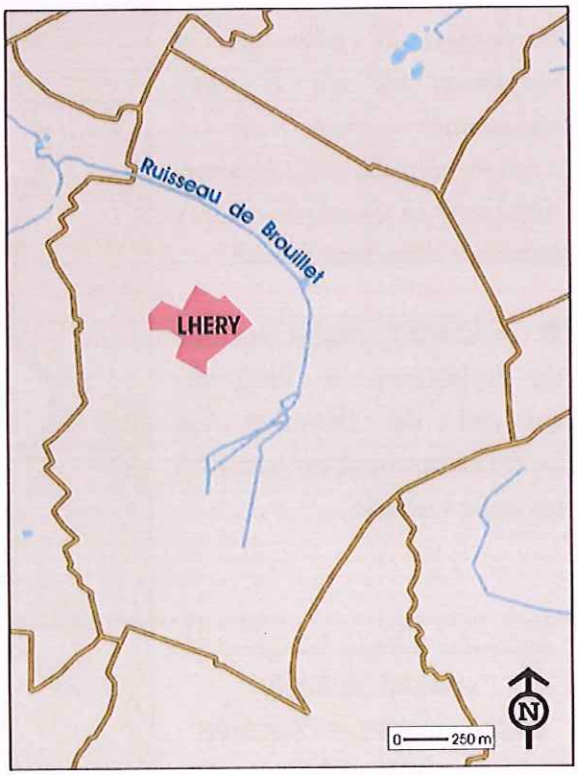
La plupart des travaux dans les cours d'eau (recalibrage, busage, détournement, travaux sur berge...) doivent préalablement faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Les aménagements ou travaux qui seraient prévus à proximité d'un cours d'eau ou d'un thalweg doivent être appréhendés avec une extrême précaution. Dès lors qu'un doute existe sur le caractère inondable de la parcelle, il est indispensable de la protéger de l'urbanisation, mais également des installations qui constitueraient des obstacles à l'écoulement des eaux.

De nombreux travaux à proximité des cours d'eau (création d'étangs, remblais à partir de 400 m², digues, prélèvements ou rejets) peuvent également être soumis à déclaration ou à autorisation préfectorale de par leur impact important sur le régime des eaux ou de qualité des eaux.

La commune de Lhéry est située dans le bassin versant de l'Ardre. Le ruisseau de Brouillet affluent direct de l'Ardre, traverse la commune. Il recueille les eaux pluviales du village et l'écoulement des coteaux viticoles, puis rejoint la rivière de l'Ardre.

L'Ardre est une rivière française qui coule entièrement dans le département de la Marne. C'est un affluent en rive gauche de la Vesle et donc un sous-affluent de la Seine par la Vesle, puis par l'Aisne, et enfin par l'Oise.

D'une longueur de 39,3 km, elle prend naissance à Sermiers, dans le parc naturel régional de la Montagne de Reims, puis coule dans le département de la Marne dont elle traverse la partie occidentale en suivant une direction allant du sud-est vers le nord-ouest. Elle termine son cours à Fismes, en se jetant



Carte hydrologie - Source : Géoportail

en rive gauche dans la Vesle.

L'Ardre présente des fluctuations saisonnières de débit peu marquées, du moins comparé à la moyenne des cours d'eau français, avec des hautes eaux d'hiver-printemps portant le débit mensuel moyen à un niveau situé entre 1,95 et 2,54 m3/s, de décembre à avril inclus (avec un léger maximum en février), et des basses eaux de fin d'été-début d'automne, de juillet à octobre inclus, avec une baisse du débit moyen mensuel jusqu'à 0,68-0,70 m3 aux mois d'août et de septembre, ce qui reste élevé.

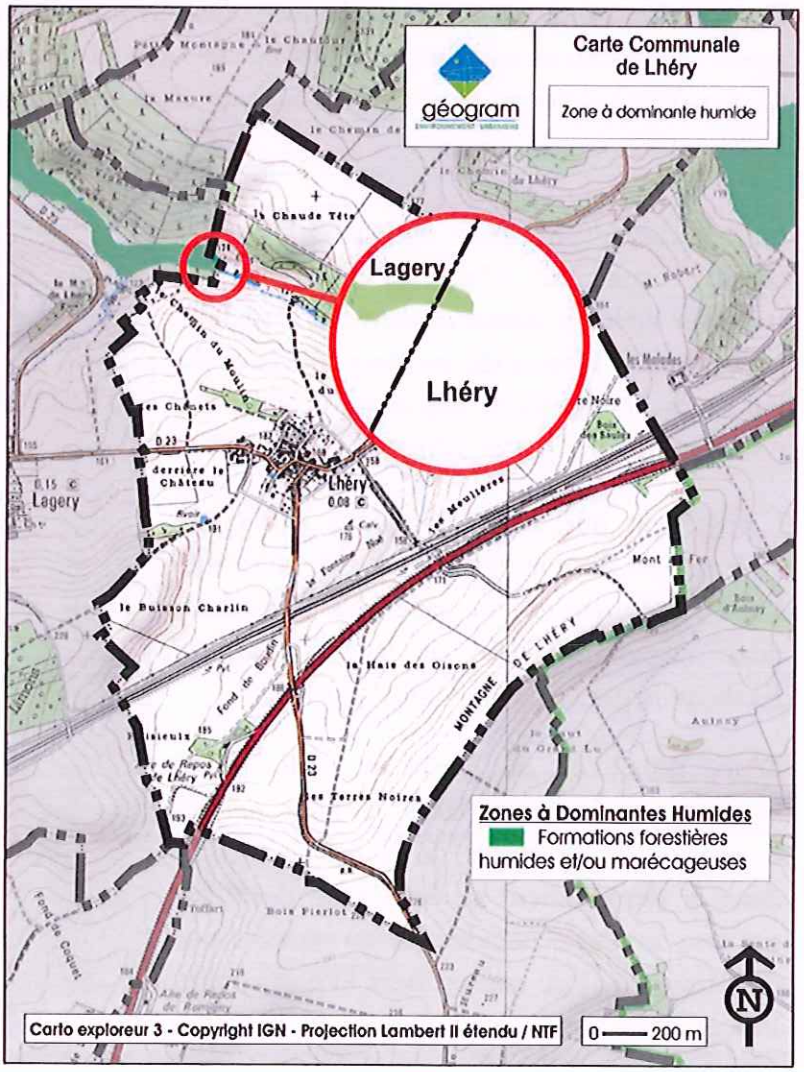
b) Zones à Dominante Humide

L'Agence de l'eau Seine Normandie a fait une délimitation des zones à dominante humide cartographiées au 1/25 000 afin de permettre de délimiter les zones humides de manière plus précise. Ces secteurs, plus ou moins humides et gorgés d'eau, sont souvent laissés à l'abandon du fait de leur manque de rentabilité pour l'agriculture moderne.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Elles accueillent d'ailleurs assez fréquemment une flore et une faune rare, dont la protection est d'intérêt général.

Il convient de noter que ce recensement n'a pas de portée réglementaire directe sur le territoire ainsi délimité ; il permet simplement de signaler la présence potentielle d'une zone humide.

► A LHERY, seul le secteur du boisement le long du ruisseau de Brouillet en limite communal est identifié en zone humide.



Zones à dominante humide de la commune de Lhéry d'après l'Agence de l'eau Seine Normandie

1.5 - Qualité de l'air

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. Toutefois, aucune activité générant des nuisances n'est recensée sur le territoire communale ou à proximité.

La commune de LHERY ne dispose pas de station de mesure de la qualité de l'air sur le territoire communal.

1.6 - Climatologie

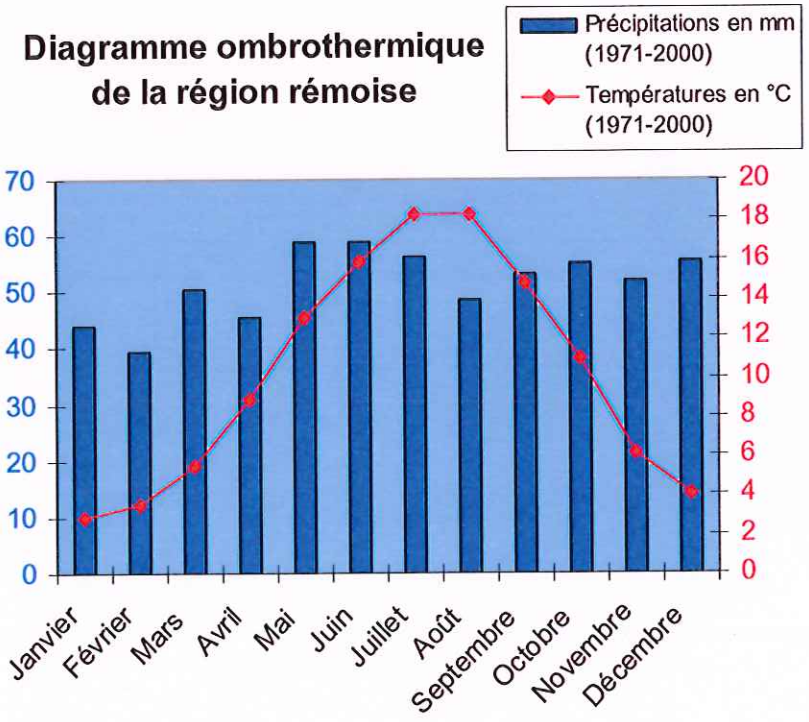
Le secteur de LHERY est soumis à un climat à dominante océanique (flux de secteur Sud-Ouest), teinté d'influences continentales, notamment en ce qui concerne les températures hivernales.

Les données de la Météorologie Nationale disponibles pour le secteur proviennent de la station de Courcy, située à une trentaine de kilomètres, à l'Est de LHERY. Les statistiques utilisées datent des périodes 1971 et 2000.

a) Températures

La température moyenne annuelle s'établit autour de 10,2°C (2,8°C en hiver et 16,8°C en été). La moyenne des jours de gelée est d'environ 70 jours, mais répartis sur un grand nombre de mois (d'Octobre à Mai). L'insolation est voisine de 1 700 heures.

Diagramme ombrothermique de la région rémoise



Les périodes d'aridité sont marquées par les zones du graphique où la courbe pluviométrique est au-dessous de la courbe thermique. Dans le cas présent, le diagramme obtenu montre un bilan hydrique positif de septembre à juin.

b) Précipitations

Elles sont relativement faibles (592 mm dans la région Rémoise), mais bien réparties sur l'année (160jours/an), avec un minimum au début du printemps, et un maximum peu marqué en automne. Certaines irrégularités pondèrent ces moyennes, telles la sécheresse de 1976 et les pluies et tempêtes.

On compte une moyenne de 10 à 20 jours de neige par an.

c) Vents

Les vents dominants sont de secteur Ouest, apportant la pluie, par ordre de fréquences décroissantes : Sud-Ouest, Ouest, et Nord-Ouest. Moins fréquents sont les vents de secteur Nord et Nord-Est (froids et secs) et de secteur Sud et Sud-Est (chauds et secs).

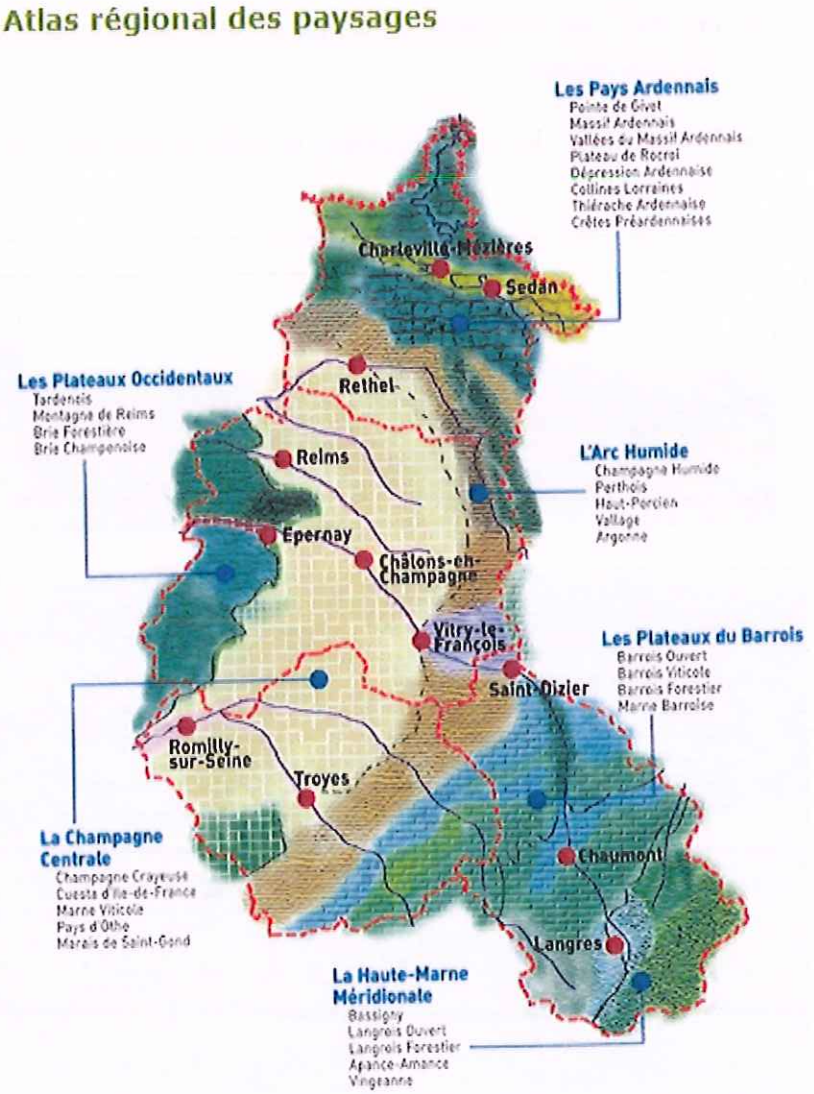
2] Environnement naturel

La constitution d'un paysage dépend à la fois de dynamiques environnementales (relief, nature du sol et du sous-sol, climat, végétation…) et de dynamiques humaines (structures agraires, constructions d'habitat ou de bâtiments liés aux activités, ouvrages d'infrastructures…). Le paysage est donc en constante évolution sous l'influence principale des dynamiques humaines.
La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 prévoit notamment d'identifier les éléments du paysage à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

2.1 - Approche paysagère[7]

La loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993 prévoit notamment d'identifier les éléments du paysage à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique, ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.

L'article 123.1-5 al.7 prévoit notamment d'identifier et de localiser les éléments du paysage et de délimiter les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou écologique et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur protection.



7 Source : Atlas des paysages de la région Champagne-Ardenne.

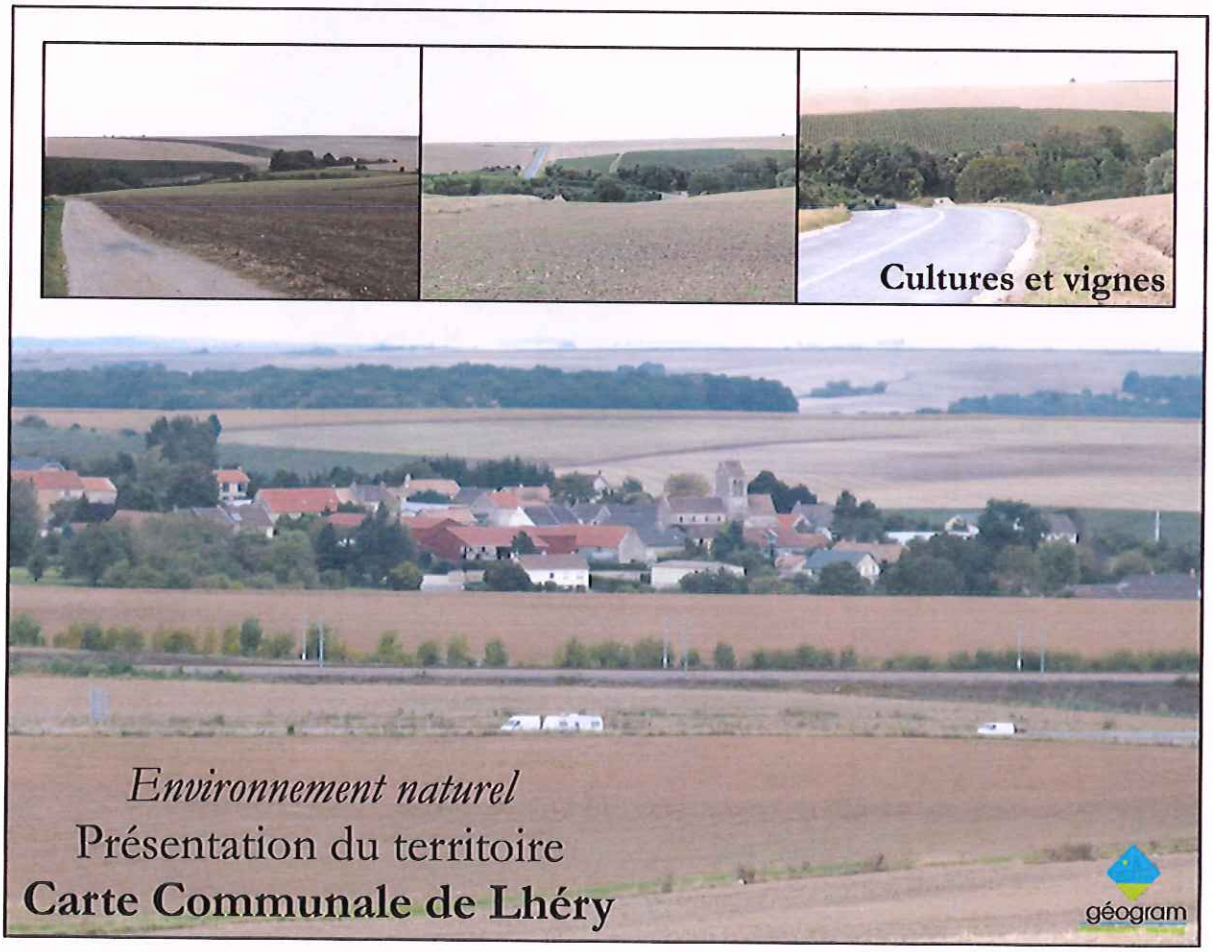
La commune de LHERY fait partie de l'entité paysagère des plateaux occidentaux identifiés dans l'atlas régional et départemental des paysages de Champagne-Ardenne. Cette entité est découpée en quatre sous-unités paysagères : le Tardenois, la Montagne de Reims, la Brie forestière et la Brie champenoise LHERY s'inscrit dans le Tardenois.

Le Tardenois est compris entre l'extrémité Est des plateaux du soissonnais et du laonnois à l'ouest et la Montagne de Reims à l'est. Les paysages sont formés par une succession de coteaux séparés par des plateaux de faibles étendues, donnant une impression générale très vallonnée.

Le paysage est ici principalement composé de boisements sur les secteurs les plus pentus (hauts de coteaux et versants abrupts) et en fond de vallons, de cultures et de vignes. Les villages se sont principalement implantés sur les parties « creuses » des versants.

La commune de Lhéry répond assez bien à ces caractéristiques avec des paysages marqués par :

- un relief lié au réseau hydrographique déterminant des secteurs encaissés et des parties hautes;
- l'occupation du sol, constituée, en dehors des zones bâties, de champs et prairies, et de vignes.



2.2 - Sensibilités paysagères

La constitution d'un paysage dépend de différents processus :

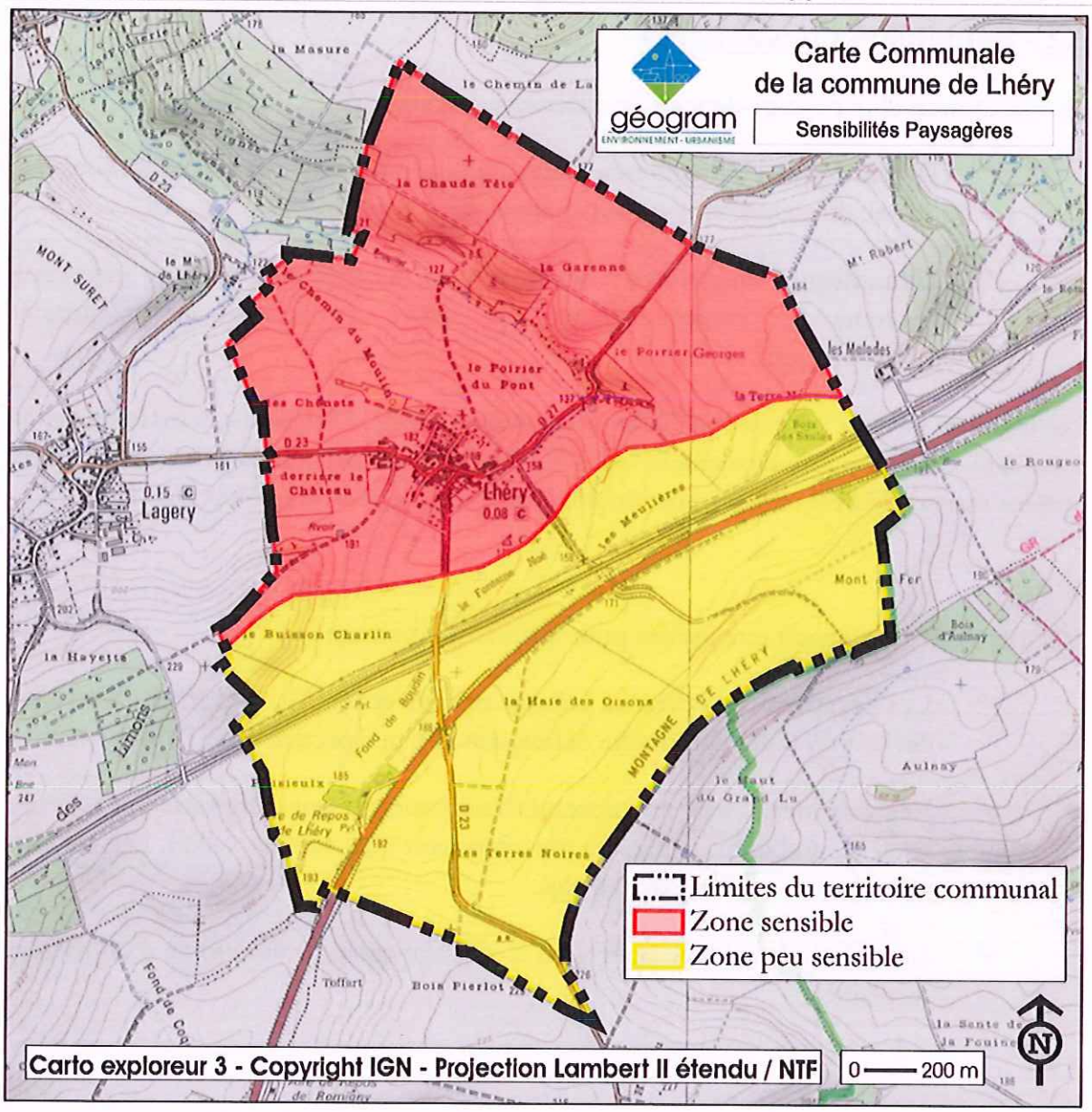
- ✓ **Dynamiques environnementales :** modelant le relief, la nature du sous-sol, du sol, du climat, influant sur la couverture végétale.
- ✓ **Dynamiques humaines :** des structures agraires aux villes et industries, l'homme fait évoluer les paysages selon ses besoins et les progrès technologiques.

Les types de paysage actuels sont hérités des siècles passés. Cependant, le paysage est en constante évolution principalement sous l'influence des dynamiques humaines. Elles portent essentiellement sur l'occupation des sols, le bâti et les voies de circulation.

D'autres facteurs peuvent être utilisés pour qualifier un paysage :

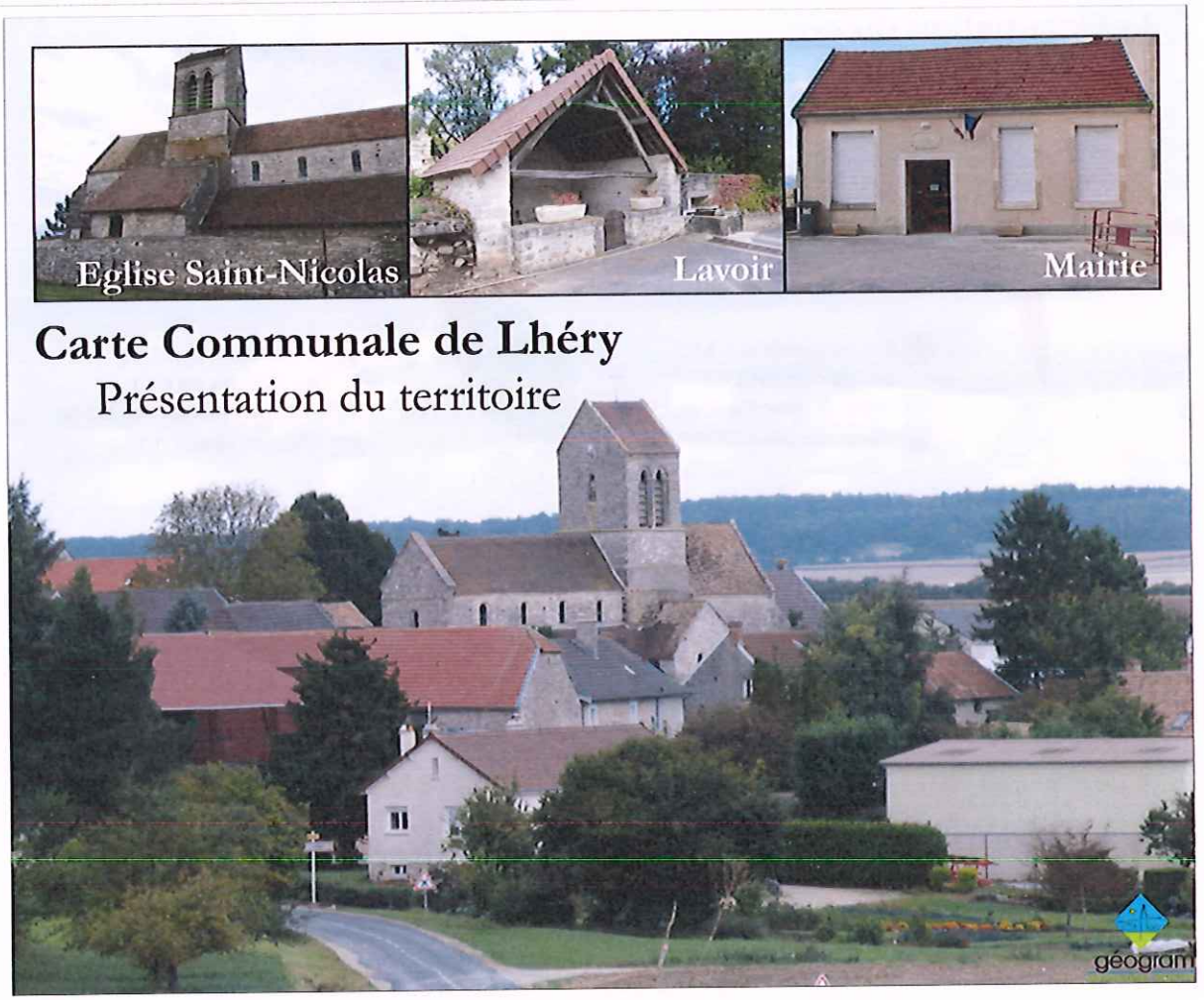
- ✓ **Les perspectives** : dans un paysage très ouvert et plat, le clocher d'un village devient un point d'accroche définissant une perspective pour l'observateur.
- ✓ **Les volumes** auront un impact différent selon le lieu d'implantation : sur une hauteur, un bâtiment paraîtra plus imposant que dans un vallon. Les volumes participent au rythme du paysage.
- ✓ **Le rythme** : une haie ponctuant le paysage casse la monotonie d'un paysage de plaine.

Grâce à la combinaison de ces différents facteurs, il est possible de définir deux zones de sensibilité paysagère sur le territoire communal de LHERY :



➔ **Les zones sensibles** : Dans ces zones, l'identité paysagère est clairement définie et ses qualités intrinsèques sont peu dégradées. Ce sont les secteurs où la qualité paysagère est bonne et qui ne sont et ne devraient généralement pas être le lieu de perturbations importantes. Toutefois, un aménagement d'une certaine ampleur dans ces zones contribuerait à changer l'équilibre du paysage en place.

A LHERY, il s'agit essentiellement des coteaux et du village. Le dénivelé et la diversité dans les modes d'occupation du sol offrent des vues intéressantes sur les habitations.



➔ **Les zones peu sensibles** : Ce sont des zones qui présentent moins d'intérêt sur le plan paysager. Pourtant, leur monotonie peut contribuer à identifier le lieu, mais un aménagement dans ces zones aurait un impact paysager peu marqué.

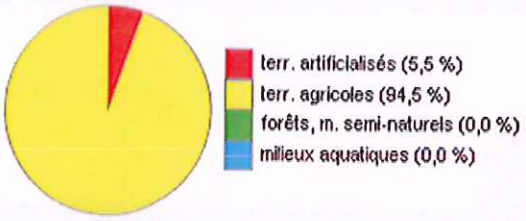
A LHERY, il s'agit des zones agricoles, de l'autoroute et de la voie ferrée. Le caractère monotone des grandes étendues agricoles est toutefois moindre par endroit grâce à l'existence de petits bosquets qui viennent rompre l'uniformité paysagère et par le dénivelé.

2.3 - Occupation du sol

Occupation du territoire

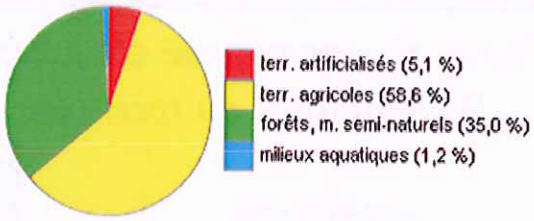
LHÉRY *France*

Les 4 grands types d'occupation du sol
Superficie - Sélection



source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006

Les 4 grands types d'occupation du sol
Superficie - France



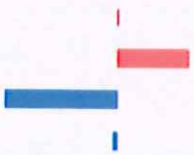
source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006

Les 4 grands types d'occupation du sol

Occupation du sol	Superficie (ha)	% sél.	% France	écart
Territoires artificialisés	33	5,5	5,1	33
Territoires agricoles	564	94,5	58,6	21 921
Forêts et milieux semi-naturels	0	0	35	-35 028
Zones humides et surfaces en eau	0	0	1,2	-1 231
Total	597	100	100	0

source : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2006

(=chi2 x 1000)*



le chi2, (p1-p2)²/p2 mesure l'écart entre 2 pourcentages (p1 et p2)

Source : Corine Land Cover

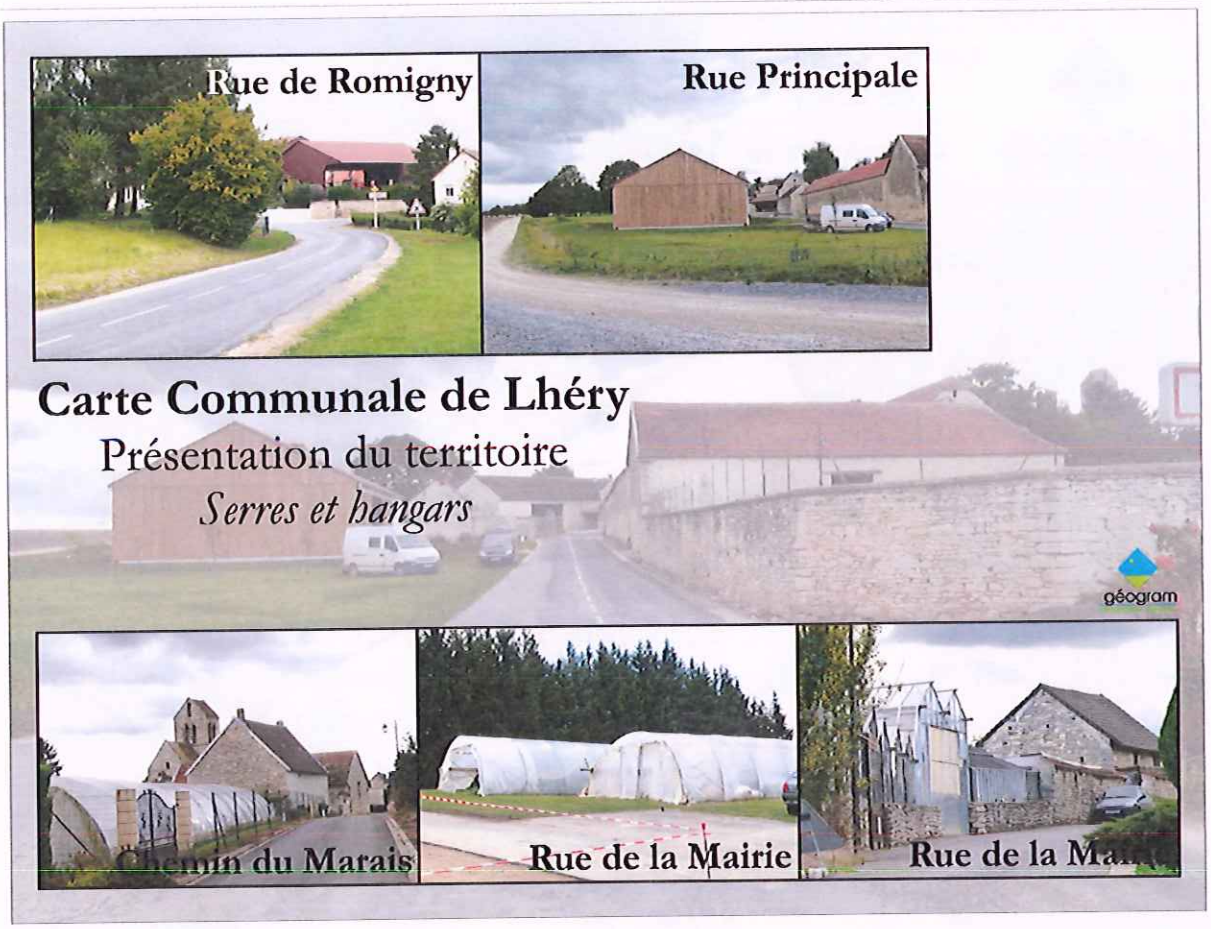
Deux types principaux d'occupation de l'espace se distinguent, sur le territoire communal :

- ✓ **Les zones urbanisées** : c'est-à-dire les groupements bâtis occupés par les habitations et les jardins (dans le prolongement direct de l'habitation), mais aussi par les activités diverses.

Le village se situe presque au centre du territoire communal. Il est groupé et se compose d'habitation, de jardins, de serres et de corps de ferme encore en activité. Les constructions se sont réalisées classiquement de part et d'autre des voies de communication, dans le prolongement de la route départementale 23 (Rue du Château et Rue de Romigny), de la route départementale 27 (Rue Principale) et de la Rue de la Mairie.

En dehors de ce noyau, la commune compte un écart :

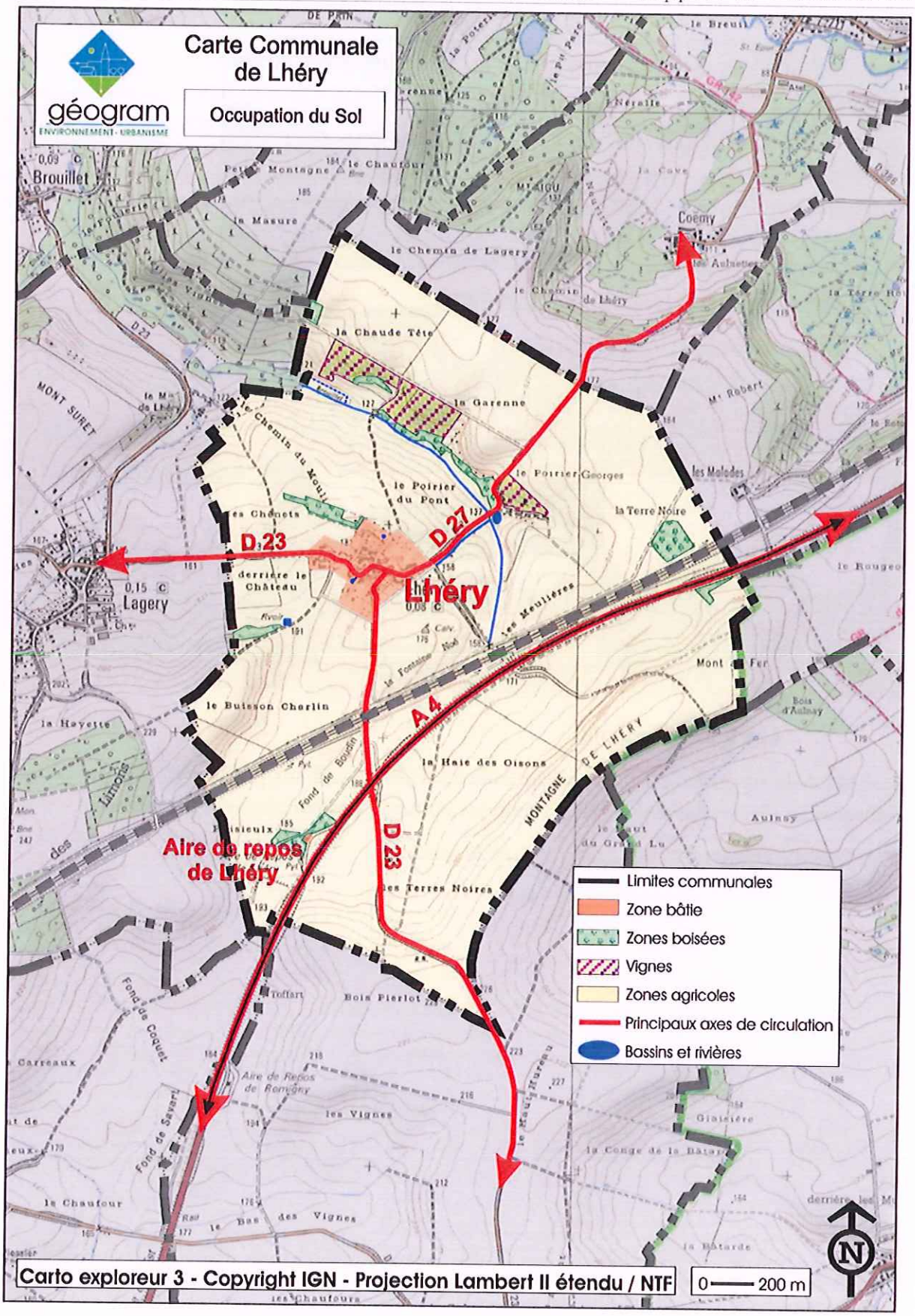
- L'Aire de Repos de Lhéry de l'Autoroute A4 au Sud-ouest du territoire communal.

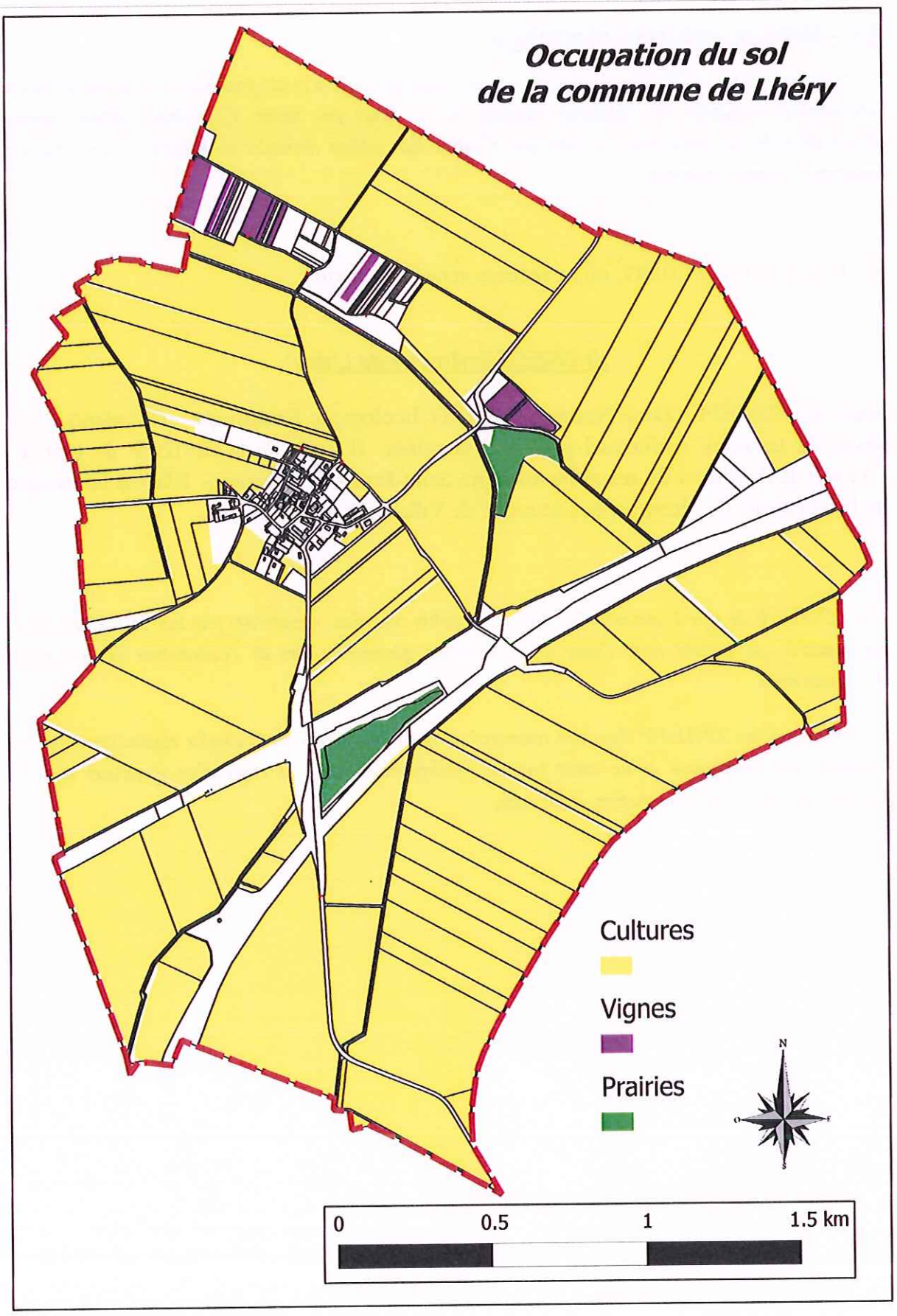


✓ **Les zones agricoles**

Le restant du territoire est dédié à l'agriculture. Elle s'étend sur près de 95% de la surface communale. On y trouve essentiellement des cultures, des pâturages et des vignes.

L'activité d'élevage n'est pas pratiquée sur le territoire.


Carte Communale de Lhéry
Occupation du Sol
géogram
ENVIRONNEMENT - URBANISME
Brouillet
Coemy
Lagery
Lhéry
D 23
D 27
A 4
Aire de repos de Lhéry
la Chaude Tête
la Garenne
le Poirier du Pont
derrière le Château
le Buisson Cherlin
la Haie des Oisons
les Terres Noires
les Vignes
Limites communales
Zone bâtie
Zones boisées
Vignes
Zones agricoles
Principaux axes de circulation
Bassins et rivières
Carto exploreur 3 - Copyright IGN - Projection Lambert II étendu / NTF
0 200 m
N


Occupation du sol
de la commune de Lhéry
Cultures
Vignes
Prairies
N
0
0.5
1
1.5 km

2.4 - Milieux naturels identifiés

La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laisse plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.

Sur la commune de LHERY, on ne recense aucun inventaire.

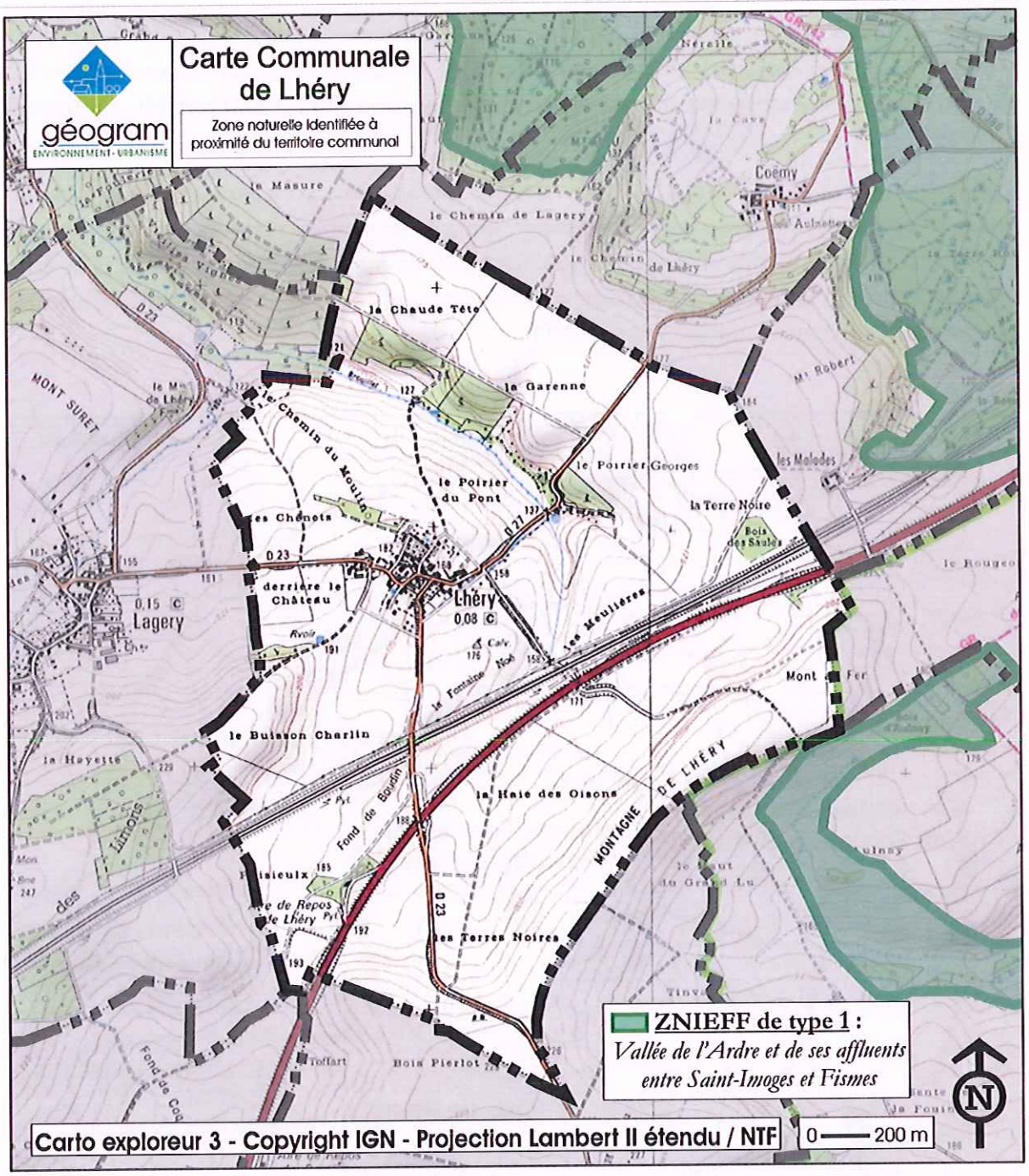
a) ZNIEFF limitrophe de Lhéry[8]

Seule une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique) en limite du territoire communal peut être identifiée. Il s'agit de la ZNIEFF de type 1 : « Vallée de l'Ardre et de ses affluents entre Saint-Imoges et Fismes ». Elle est limitrophe de la commune de Lhéry par la commune de Ville-en-Tardenois.

Une ZNIEFF de type 1 concerne des secteurs, de petite superficie, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable qui doivent faire l'objet d'une attention particulière lors de l'élaboration de tout projet d'aménagement.

La présence d'une ZNIEFF dans une commune constitue une preuve de la qualité environnementale du territoire communal ainsi qu'un atout pour le développement local. Il s'agit d'un inventaire mais ne constitue pas une règle de protection, à elle seule.

[8] Voir fiches ZNIEFF en annexe.

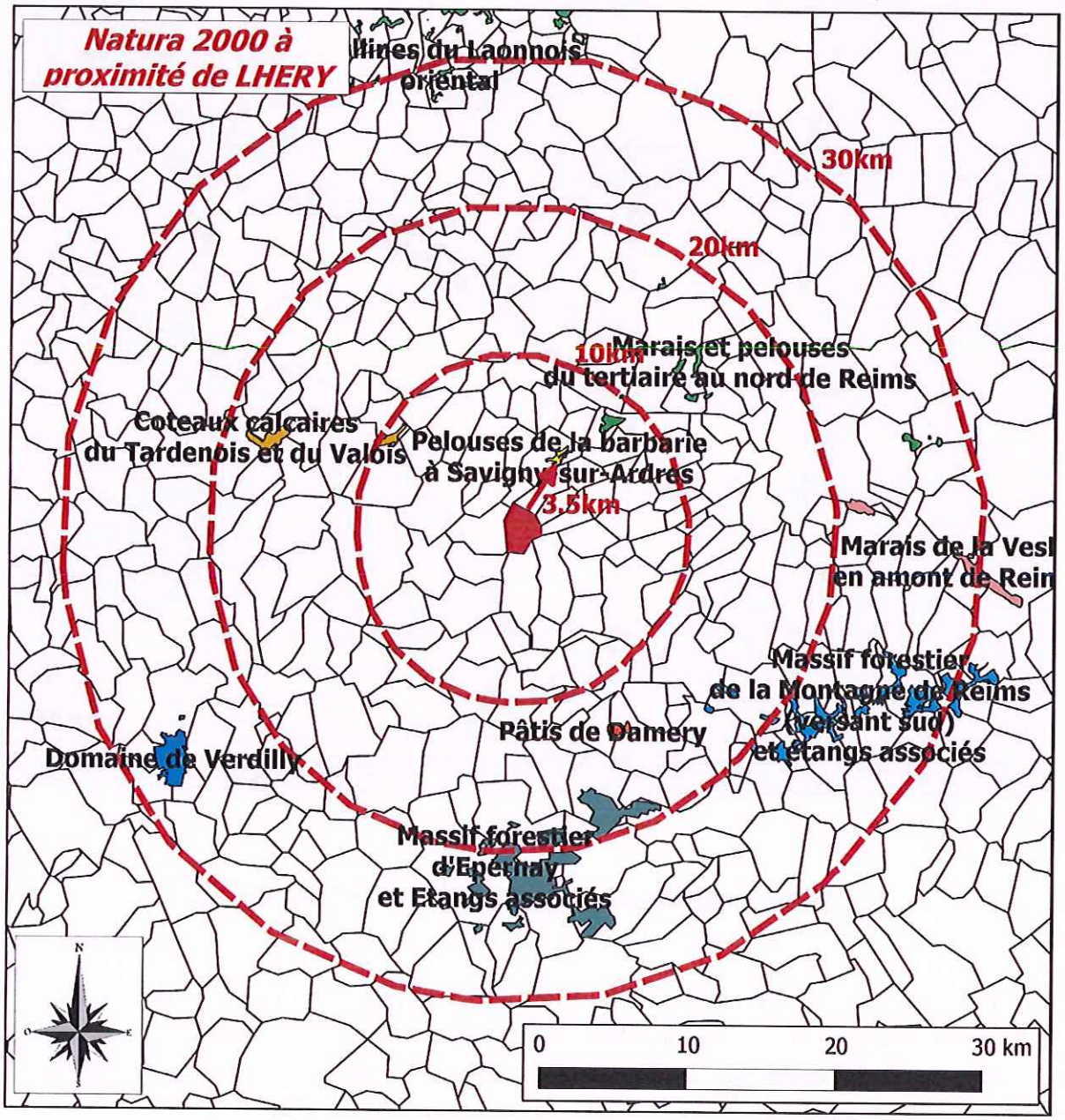


c) Situation par rapport à l'évaluation environnementale

La loi SRU du 13 décembre 2000 prévoit une prise en compte des impératifs d'environnement dans tous les documents d'urbanisme. Elle a été renforcée pour certains documents d'urbanisme par l'ordonnance n°2004-489 du 3 juin 2004 qui transpose la directive européenne n°2001 /42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (Évaluation Stratégique Environnementale).

Cette ordonnance et ses décrets d'application ont créé dans le Code de l'Urbanisme deux sections « Évaluation Environnementale » (articles L. 121-10 à L. 121-15 et R. 121-14 à R. 121-17) ; ils ont fait l'objet d'une circulaire d'application MTETM/DGUHC du 6 mars 2006.

Conformément à l'article L.121-10 du code de l'urbanisme, sont soumises à évaluation environnementale « Les cartes communales qui permettent la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations mentionnés à l'article L. 414-4 du code de l'environnement », notamment dans le cas où elles seraient susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000.



Comme précisé précédemment, aucun site Natura 2000 est présent sur le territoire communal. Le plus proche se situe à 3.5km de Lhéry. Il s'agit de la Zone Spéciale de Conservation directive « Habitats, faune, flore » FR2100262 - Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres.

2.5 - Risques naturels

a) Zones à risque

L'article L.121-1 du code de l'urbanisme impose notamment aux communes de prendre en compte les risques naturels et les risques technologiques.

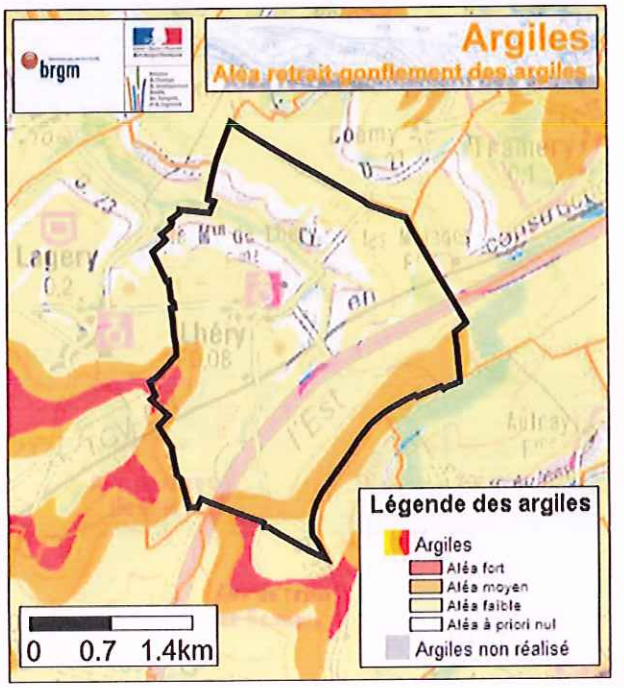
La carte communale se doit de préserver les terrains connaissant des risques. Toutefois, la commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques, ni même identifié dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs.

On notera tout de même, qu'en plus de l'arrêté du 29 décembre 1999 (tempête de 1999) - inondations, coulées de boue et mouvements de terrain, LHERY a fait l'objet d'un arrêté inondations et coulées de boue en date du 3 novembre 1987.

► **Les zones à risque doivent être préservées.**

b) Argiles

LHERY est aussi concernée par l'aléa « retrait / gonflement des argiles ». L'aléa est faible sur l'essentiel du territoire, moyen aux limites communales au Sud-ouest et Sud-est et fort au lieu dit « Le Buisson Charlin ».



c) Cavités[9]

« Les communes ou groupements compétents en matière de documents d'urbanisme élaborent, en tant que de besoin, des cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol » (loi n°2003-699 du 30 juillet 2003).

Les ministères de l'environnement et de l'industrie ont sollicité le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - service national pour collecter les informations disponibles sur les cavités souterraines abandonnées et sur les conséquences de leur dégradation. Des questionnaires ont été adressés à l'ensemble des communes, et ont permis l'établissement d'une liste qui recense les cavités souterraines connues.

Aucune cavité n'est identifiée à Lhéry.

[9] Il est toutefois possible qu'il en existe, sans pour autant être connue par ces services.

d) Mouvements de terrain

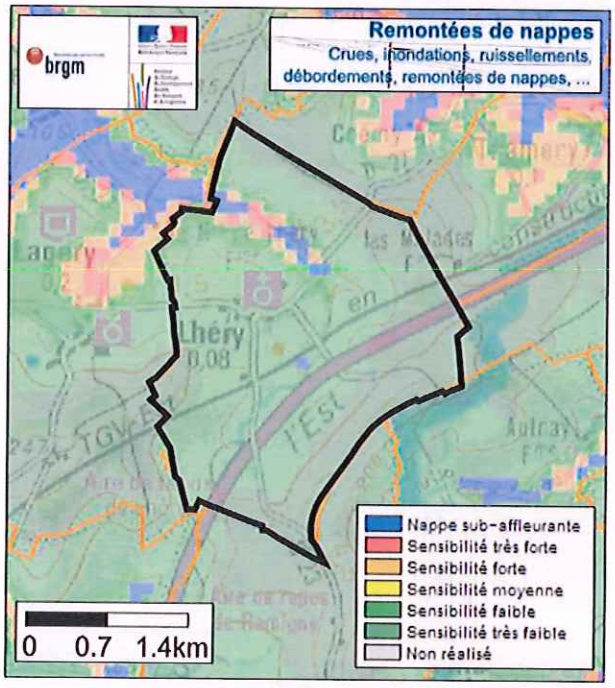
Le BRGM indique aucun mouvement de terrain sur le territoire.

e) Risque sismique

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français a classé le département de la Marne en zone de sismicité très faible (1).

LHERY est donc en zone de sismicité très faible (1).

f) Remontées de nappe phréatique



La commune de LHERY présente une très faible sensibilité face au risque de remontée de nappe phréatique sur l'ensemble du territoire, sauf au niveau du ruisseau de Brouillet où la sensibilité est très forte et la nappe est sub-affleurante.

3] Patrimoine bâti

3.1 - Organisation des zones bâties

La zone bâtie présente une configuration le long de la RD 23 / Rue du Château et Rue de Romigny et de la RD 27 / Rue Principale. Le réseau est complété par la Rue de la Mairie vers le Sud et quelques rues en impasse. Ces axes desservent l'essentiel du parc de logements de LHERY.

On ne distingue pas géographiquement les époques de construction au sein du village. Les maisons récentes sont venues combler les espaces libres et desservis le long des voies de communication existantes puis sont venues s'implanter aux extrémités du village par des voies en impasse (Impasse de la Fontaine et Chemin du Marais).

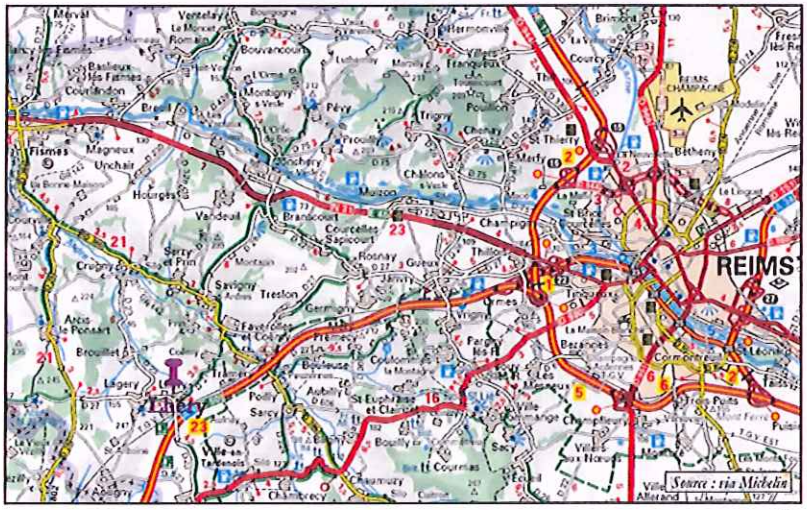
Comme il l'a déjà été précisé, la commune compte un écart : l'Aire de Repos de Lhéry de l'A4 au Sud-Ouest du territoire communal.



Photographie Aérienne - Source : géoportail.fr

3.2 - Desserte de la zone bâtie

La commune est bien desservie :



- la route départementale 23 relie Lagery (Ouest) à Romigny (Sud) en traversant Lhéry ;
- la route départementale 27 nait sur la RD 23 au centre du village et part en direction de Reims (Est) ;

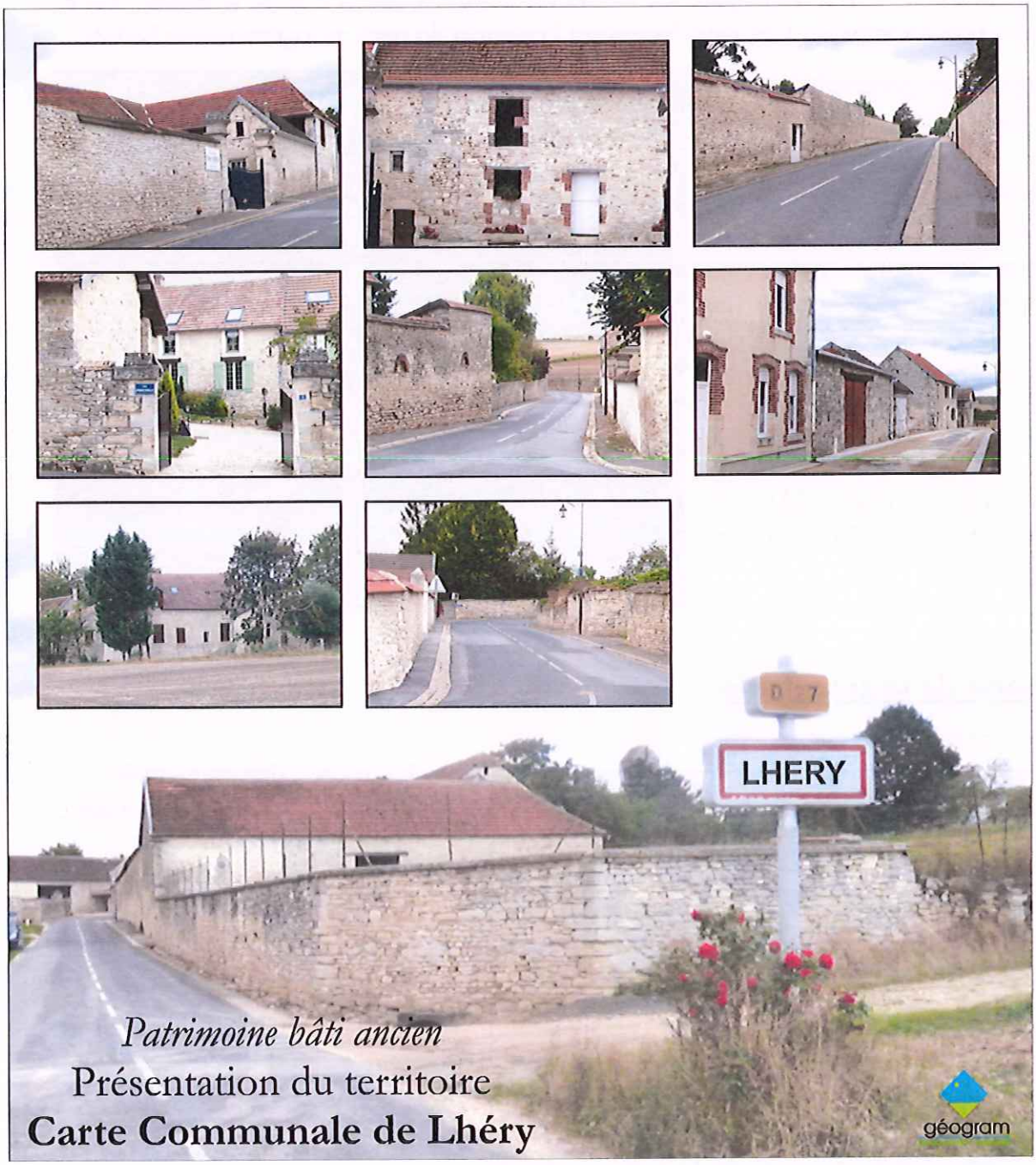
Les voies internes au village semblent correctement dimensionnées.

On notera tout de même, la présence de plusieurs voies qui se prolongent en chemin, rendant le demi-tour impossible / difficile pour les véhicules de secours (Impasse de la fontaine et Chemin Rural des Marais).

3.3 - Caractéristiques principales des constructions

a) Époques de construction

Le parc de logements de LHERY est relativement ancien. 65 % des résidences principales ont été construites avant 1949.



On distingue le bâti ancien dans la composition urbaine de par l'architecture et les matériaux employés lors de la construction. Les constructions contemporaines viennent se greffer au tissu ancien, comblant les espaces libres au coup par coup, le long des voies déjà existantes.

b) Implantation des constructions

Alors que le bâti ancien est dans de nombreux cas, appuyé sur rue et/ou en limite de parcelle latérale, les constructions récentes respectent moins souvent cette règle. Les habitations récentes sont construites au milieu de la parcelle, entourées de tous cotés par un espace de jardin.



Impasse de la Fontaine | Impasse de la Fontaine | Chemin du Marais

Des murs entourent bon nombre de terrains au cœur du village donnant à celui-ci un cachet particulier (Rue de Romigny).

c) Hauteur et volume des constructions

En termes de hauteur, les constructions ne sont pas très hautes. Elles sont souvent en rez-de-chaussée avec un niveau en combles aménagés et ce quelque soit la période de construction.

Les maisons anciennes apparaissent toutefois plus massives ; cela vient certainement du fait de l'effort de composition des façades et de leur implantation sur la parcelle.

d) Toitures et matériaux de couverture des constructions

Que ce soit pour les constructions anciennes ou récentes, la toiture est généralement à deux pans.

La couverture est essentiellement réalisée en tuile de tonalité rouge-brun. Les pentes des toits sont très prononcées pour les parties anciennes.

e) Façades des constructions

Cette composante est essentielle pour distinguer les périodes de construction des bâtiments : la pierre est plus fortement présente sur les constructions anciennes et quasi absente sur le bâti récent.

Le bâti ancien prend des apparences variées - grâce au travail réalisé en soubassements, sur les encadrements des ouvertures, par le dessin des arrêtes des habitations…- les constructions plus récentes sont généralement de couleur unie. Les façades sont totalement enduites de couleur beige et ne disposant que rarement d'un travail d'ornement.

3ème Partie :

Eléments législatifs et réglementaires



1] Prescriptions nationales et territoriales

1.1 - Prescriptions générales du code de l'urbanisme

➔ **L'article L. 110 du code de l'urbanisme** définit le cadre général de l'intervention des collectivités locales en matière d'aménagement *(L. nº 83-8, 7 janv. 1983, art. 35 ; L. nº 87-565, 22 juill. 1987, art. 22, I ; L. nº 91-662, 13 juill. 1991, art. 5 ; L. nº 96-1236, 30 déc. 1996, art. 17, I, 1º ; L. nº 2009-967, 3 août 2009, art. 8, I, 1º et 2º).*

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, « de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles, d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement »

➔ **L'article L. 121-1 du code de l'urbanisme** *(L. nº 2010-788, 12 juill. 2010, art. 14)* définit les objectifs des documents d'urbanisme :

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1º L'équilibre entre :

a) (L. nº 2011-525, 17 mai 2011, art. 123, 1º, a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

1º bis (L. nº 2011-525, 17 mai 2011, art. 123, 1º, b) La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2º La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Les articles du code de l'urbanisme dits «d'ordre public » :

➔**Article R 111-2 du code de l'urbanisme** relatif à la salubrité et à la sécurité publique ;

➔**Article R 111-4 du code de l'urbanisme** relatif à la conservation ou à la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ;

➔**Article R 111-15 du code de l'urbanisme** relatif aux conséquences dommageables du projet sur l'environnement ;

➔**Article R 111-21 du code de l'urbanisme** relatif à la prise en compte des perspectives environnantes du projet.

Les obligations des différents textes législatifs et réglementaires relatifs à la planification :

➔**La loi sur l'eau du 30 décembre 2006 et ses décrets d'application ;**

➔**La loi sur l'élimination des déchets du 13 juillet 1992 ;**

➔**La loi « bruit » du 31 décembre 1992 ;**

➔**La loi sur l'air du 30 décembre 1996 ;**

➔**La loi d'orientation agricole ;**

➔**La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 ;**

➔**La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 ;**

➔**La loi « paysages » du 8 janvier 1993** qui impose l'inventaire et la sauvegarde des éléments marquants du paysage ;

➔**La loi « Barnier » du 2 février 1995** relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

➔**La loi sur la prise en compte des risques majeurs du 22 juillet 1987 ;**

➔**La loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;**

1.2 - Prescriptions territoriales d'aménagement

En application de l'article L.124-2 du code de l'urbanisme, la carte communale doit être compatible avec :

a) Schéma de COhérence Territoriale (S.C.O.T.)

Le schéma de cohérence territoriale (S.C.O.T) expose, à l'échelle supra communale, le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

La commune est concernée par le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de la région de Reims approuvé le 3 décembre 2007. Le Document d'Orientation Générales est organisé autour des chapitres suivants :

- Chapitre 1. Organisation générale de l'espace et restructuration des espaces urbanisés
- Chapitre 2. Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger
- Chapitre 3. Les grands équilibres entres les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers
- Chapitre 4. Les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements locatifs aidés
- Chapitre 5. Les objectifs relatifs à la cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs
- Chapitre 6. Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces et autres activités économiques
- Chapitre 7. Les objectifs relatifs à la protection des paysages et à la mise en valeur des entrées de ville
- Chapitre 8. Les objectifs relatifs à la prévention des risques
- Chapitre 9. Les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs
- Chapitre 10. Les grands projets d'équipement et de services nécessaires à la mise en œuvre du SCOT

L'élaboration de la carte communale de Lhéry n'ira pas à l'encontre de ces objectifs.

b) Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

La commune est couverte par le SDAGE Seine Normandie. En application de la directive cadre sur l'eau du 21 avril 2004, la carte communale doit être compatible avec les objectifs de protection définis par le SDAGE. La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement a renforcé cette directive.

Le SDAGE 2010-2015 « du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands » a été approuvé le 20 novembre 2009 par arrêté du préfet de la région Ile de France, coordonnateur de bassin. Ce

document définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre.

On peut en retenir par les orientations suivantes :

Orientation 1 - Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux.
Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain par des voies préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles) et palliatives (maîtrise de la collecte et des rejets).
Orientation 3 - Diminuer la pression polluante par les fertilisants (nitrates et phosphore) en élevant le niveau d'application des bonnes pratiques agricoles.
Orientation 4 - Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques.
Orientation 5 - Maîtriser les pollutions diffuses d'origine domestique.
Orientation 6 - Identifier les sources et parts respectives des émetteurs et améliorer la connaissance des substances dangereuses.
Orientation 7 - Adapter les mesures administratives pour mettre en oeuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression et de réduction des substances dangereuses.
Orientation 8 - Promouvoir les actions à la source de réduction ou de suppression des rejets de substances dangereuses.
Orientation 9 - Substances dangereuses : soutenir les actions palliatives de réduction, en cas d'impossibilité d'action à la source.
Orientation 10 - Définir la vulnérabilité des milieux en zone littorale.
Orientation 11- Limiter les risques microbiologiques d'origine domestique et industrielle.
Orientation 12 - Limiter les risques microbiologiques d'origine agricole.
Orientation 13 - Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau souterraine destinée à la consommation humaine contre les pollutions diffuses.
Orientation 14 - Protéger les aires d'alimentation de captage d'eau de surface destinées à la consommation humaine contre les pollutions.
Orientation 15 – Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité.
Orientation 16 - Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau.
Orientation 17 - Concilier lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et le bon état.
Orientation 18 Gérer les ressources vivantes en assurant la sauvegarde des espèces au sein de leur milieu.
Orientation 19 - Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité.
Orientation 20 - Lutter contre la faune et la flore invasives et exotiques.

c) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Les SAGE définissent les objectifs et les règles pour une gestion intégrée de l'eau. Le SAGE, en cours d'élaboration sur le territoire communal, concerne l'unité hydrographique Aisne-Vesle-Suippe.

d) Programme Local de l'Habitat (PLH)

La commune de LHERY ne s'inscrit pas dans un Programme Local de l'Habitat.

e) Plan de Déplacements Urbains (PDU)

La commune de LHERY n'est pas concernée par un Plan de Déplacements Urbains.

2] Politiques contractuelles et démarches intercommunale

2.1 - Habitat

Suite à la loi portant engagement pour le logement du 13 juillet 2006 (Loi ENL), un pacte national pour le logement a été proposé afin de mettre en place toute une série de mesure concrètes pour encourager la construction de logements. La loi ENL vise quatre grands objectifs :

- ✓ Aider les collectivités à construire ;
- ✓ Soutenir l'accession sociale à la propriété ;
- ✓ Développer l'offre locative à loyers maîtrisés ;
- ✓ Favoriser l'accès de tous à un logement confortable.

Chaque commune devra adopter des mesures permettant de loger toutes les catégories de population dans des logements décents (loi DALO du 5 mars 2007 qui instaure le droit au logement opposable).

La loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion dite loi Molle du 25 mars 2009, vise à adapter les lois ENL et DALO à l'évolution du contexte socio-économique. Elle touche l'ensemble des secteurs du logement.

2.2 - Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées

En application de la loi du 31 mai 1990 dite « loi Besson », un plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées a été mis en place.

L'objet principal de ce plan est de garantir le droit au logement par des mesures qui doivent permettre aux personnes ou familles éprouvant des difficultés d'ordre social, familial ou économique, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, d'accéder à un logement indépendant et décent ou de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques.

Il concerne prioritairement toute personne pour laquelle le circuit classique d'accès à un logement est impossible. Les objectifs prioritaires sont :

- ✓ L'insertion sociale ;
- ✓ La solvabilisation des ménages ;

- ✓ L'accès et le maintien dans un logement indépendant et décent.

2.3 - Schéma de Développement Commercial

La loi Raffarin du 5 juillet 1996 modifiée par la loi de modernisation de l'économie (LME) du 4 août 2008, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat proposait la mise en place du schéma de développement commercial (SDC). La loi LME organise une meilleure prise en compte de l'aménagement commercial dans les documents d'urbanisme, notamment par la création d'un nouveau document intégré au SCOT, la zone d'aménagement commerciale.

3] Patrimoine archéologique

3.1 - Prescriptions du code du patrimoine

Le livre V du code du Patrimoine relatif à l'archéologie et notamment l'article L. 524-2 modifié par la loi n°2004-804 du 9 août 2004 institue « une redevance d'archéologie préventive due par les personnes publiques ou privées projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- ✓ sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme,
- ✓ ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement,
- ✓ ou, dans le cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux.

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique conformément au décret n°2004-490 du 3 juin 2004.

3.2 - Prescriptions du code de l'urbanisme

L'article R.111-4 du code de l'urbanisme disposant que : « le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques » est d'ordre public et d'application générale sur l'ensemble du territoire.

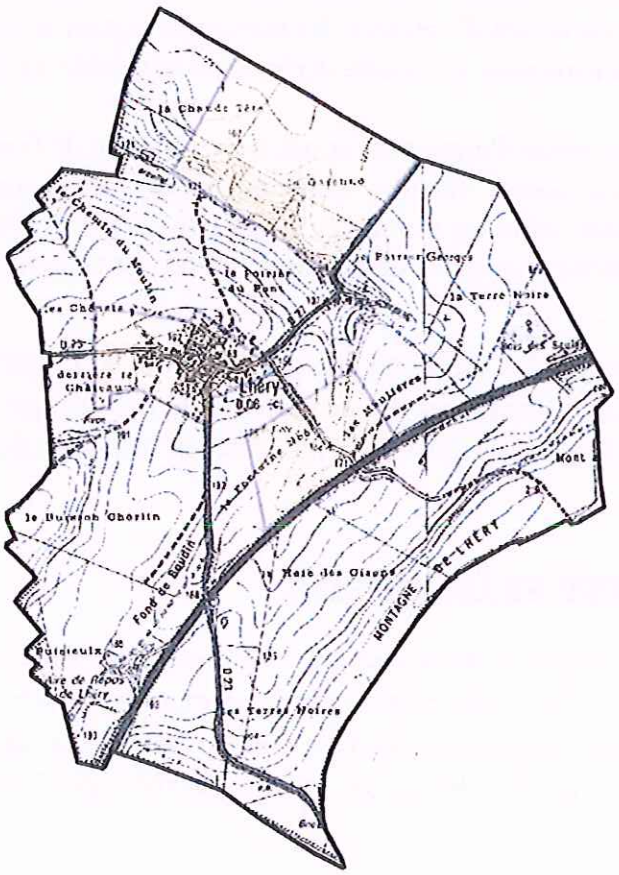
Sur le territoire de LHERY, une dizaine de sites ont été recensées. Il s'agit principalement de traces d'habitat antique et d'indices d'occupations préhistoriques (Paléolithique et néolithique).

A l'heure actuelle, deux types de zone affectée d'un seuil de surface permettent de hiérarchiser le potentiel archéologique sur le territoire de LHERY. Ces zones géographiques sont définies sur la carte suivante et la valeur indiquée correspond à un seuil de surface à partir duquel les travaux d'aménagement devront être examinés par les services de l'Etat.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Culture
Communication

Lhéry (Marne)



N

0 1 km

Source : BDCarto IGN, Scan 25, IGN, carte archéologique - octobre 2012
© DRAC-Service régional de l'archéologie Champagne-Ardenne

500	Tous les dossiers affectant le sous-sol à partir de 500 m²
Pour le reste du territoire de la commune :	tous les dossiers affectant le sous-sol à partir de 3000 m²

4] Servitudes d'Utilité Publique et contraintes diverses

4.1 - Servitudes d'Utilité Publiques

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique qui méritent d'être rappelées dans l'élaboration d'une carte communale. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance ».

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. A ce titre, elles doivent être prises en compte dans le document d'urbanisme conformément à l'article R 126-1 du code de l'urbanisme. A ce jour et conformément à la liste des servitudes fixée par l'arrêté ministériel du 11 mai 1984, la commune se trouve affectée des servitudes suivantes :

Servitudes relatives à la conservation du patrimoine

- *Protection des Monuments Historiques (AC 1)*

LHERY compte un monument historique classé :

- L'Eglise du XIIIème siècle, dédiée à Saint-Nicolas, est classée « Monument Historique » par arrêté du 3 Octobre 1921. Erigée dans la seconde moitié du 12ème siècle, elle subit des modifications importantes aux siècles suivants.

Dans un rayon de 500 mètres autour des monuments classés ou inscrits, tout projet doit être soumis à l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France (lorsque le projet est en situation de covisibilité avec l'édifice classé).

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques

- *Lignes électriques (I4)*

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage et d'élagage d'arbres relatives aux ouvrages électriques, profitant du réseau d'alimentation publique HTA et BT et aux lignes HTB. Pour les lignes HTB, les servitudes comprennent en outre l'obligation de déclarer à l'exploitant l'intention d'effectuer des travaux à proximité des ouvrages.

Servitudes relatives aux réseaux de télécommunications

Télécommunications (PT3)

- Réseau urbain local : Appui et passage en terrains privés et établissement de supports.
- Réseau interurbain, présence de câbles : La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3m à raison de 1,50m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public, tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.
- Réseau national, présence des câbles souterrains : La présence du câble entraîne en terrains privés une servitude non aedificandi de 3m à raison de 1,50m de part et d'autre de l'axe. Sur domaine public, tous travaux doivent faire l'objet d'une demande de renseignement au Centre de Câbles des T.R.N.

Servitudes relatives aux chemins de fer

Voies ferrées (T1)

LGV Est n° 005000 reliant Paris à Strasbourg : Interdiction ou réglementation de certains modes d'occupation du sol à proximité de la voie.

Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7)

Relations aériennes (T7)

La commune est concernée par la servitude T7 attachée à la protection de la circulation aérienne, de l'aérodrome de la Base aérienne Reims-Champagne.

La Direction de la sécurité de l'aviation civile rappelle l'application de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990 et en particulier, qu'en dehors de l'agglomération, toute installation de plus de 50 mètres de hauteur est soumise à l'accord préalable du ministre chargé de l'aviation civile et à l'accord du ministre chargé des Armées. Dans ce cas, elle serait susceptible de se voir prescrire un balisage diurne et lumineux conforme à la réglementation en vigueur.

4.2 - Contraintes diverses

a) Circulation routière

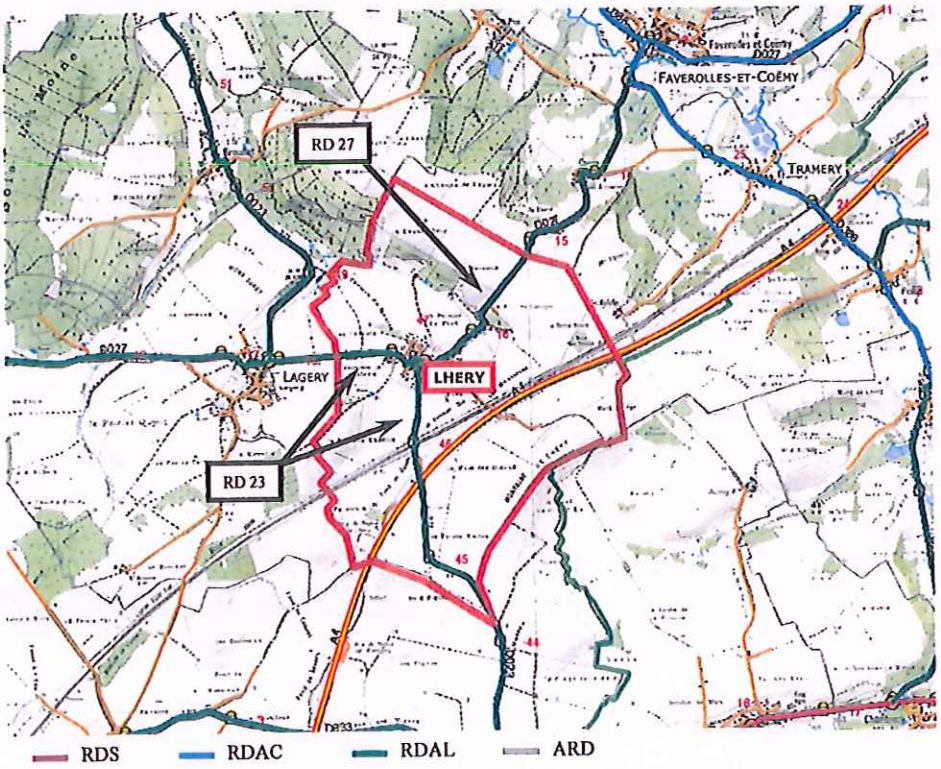
Classement des voies :

L'autoroute A4 est classée voie à grande circulation. La création de nouveaux accès à cette voie est interdite.

Le Conseil Général a défini en fonction du classement des routes départementales des recommandations de marges de recul pour l'implantation des bâtiments riverains de ces infrastructures hors agglomération. Il est donc recommandé de définir le zonage des parcelles urbanisables en intégrant les principes suivants :

Pour toutes les zones situées le long de la RD 23 et de la RD 27, section VERTE ' (Voie classée R.D.A.L.), il est recommandé l'application d'une marge de recul de l'urbanisation de 15m/axe de la chaussée pour les habitations et tout autre bâtiment.

Le trafic tous véhicules de l'itinéraire décrit en R.D.A.L., de la RD 23, est de 500 à 1000 véhicules/j, et de la RD 27, est < 250 véhicules/j.



Inconstructibilité aux entrées de villes :

L'article L111-1-4 du code de l'urbanisme institue une "inconstructibilité" de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes classées à grande circulation, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et ceci en dehors des espaces urbanisés des communes.

Les secteurs de la commune situés en dehors des parties actuellement urbanisées le long de l'autoroute A 4 sont concernés par une inconstructibilité de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de cette voie.

Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,
- aux bâtiments d'exploitation agricole,
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension des constructions existantes.

b) Prise en compte des nuisances phoniques

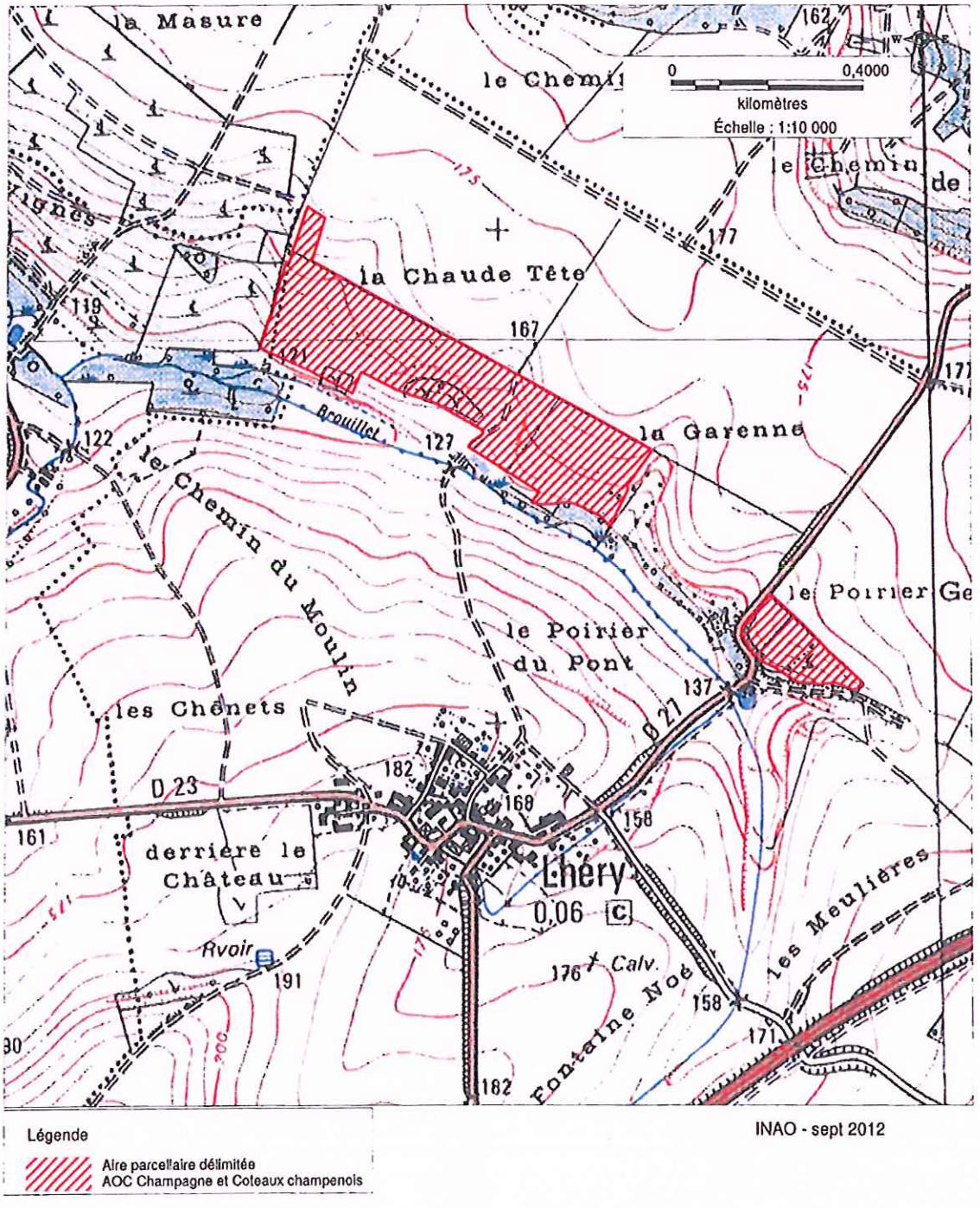
Il convient de rappeler qu'il appartient aux maîtres d'ouvrage de bâtiments d'habitation de prendre toutes les dispositions pour que l'isolement acoustique soit conforme à la réglementation en vigueur (loi n°92-1444 du 31/12/1992 relative à la lutte contre le bruit, décret n°95-21 du 09/01/1995 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres en matière de lutte contre le bruit, arrêté du 06/12/1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit).

Par ailleurs, ces dispositions ont été complétées par le classement sonore prévu par la loi n°92-1444 du 31/12/1992 relative à la lutte contre le bruit et son décret d'application n°95-21 du 09/01/1995. Au regard de ces textes, l'autoroute A4 a été classée en catégorie 1 par Arrêté de Monsieur le Préfet de la Marne, créant ainsi une distance de 300 mètres de part et d'autre des infrastructures routières, où s'imposent des mesures d'isolation acoustique aux maîtres d'ouvrages d'habitations.

5] Projet d'intérêt général

La commune de Lhéry est comprise dans l'aire délimitée des appellations Champagne et coteaux champenois. Cette zone constitue donc un projet d'intérêt général. La carte communale ne devra pas empêcher la réalisation du projet ou par ses dispositions en compromettre sa mise en œuvre. Pour information, la commune est également comprise dans l'aire géographique de l'indication géographique protégée (IGP) « Volailles de la Champagne ».

AOC Champagne et Coteaux champenois
Aire parcellaire délimitée
Commune de Lhéry(51)



4ème Partie :

Présentation et analyse des dispositions adoptées



Après l'état des lieux de la commune, cette quatrième partie explique la démarche qui a permis à l'équipe municipale de déterminer le zonage de la carte communale.
Les incidences environnementales, économiques, urbanistiques et paysagères ont été déterminantes dans leurs choix.

1] Parti d'aménagement retenu par la municipalité

Les objectifs de la commune de LHERY dans le cadre de l'élaboration de cette carte communale visent à :

- ***Favoriser la venue de nouveaux habitants en facilitant la réalisation de nouvelles constructions***

La municipalité de LHERY souhaite maintenir le développement de sa population, en facilitant la réalisation des projets de constructions. Le nombre d'habitants reste stable depuis 1990.

Le nombre de ménages tout comme le parc de logements n'ont cessé d'augmenter depuis 1982.

Cette évolution s'explique par le phénomène de desserrement des ménages : A population constante, la demande de résidence se poursuit.

Les élus souhaitent encourager cette augmentation de population et accueillir 40 nouveaux habitants environ. Les objectifs sont de pouvoir permettre la réalisation d'environs 15 logements supplémentaires, sur une quinzaine d'années. Cet objectif a été établi sur la base :

➔ **du phénomène de décohabitation ;**

➔ **de l'évolution du nombre de résidences principales au cours des derniers recensements ;**

➔ **de la volonté communale de favoriser un certain renouvellement de population ;**

➔ **des capacités d'accueil en termes de réseaux ;**

- ***Préserver la qualité paysagère et environnementale***

Aucun site n'est reconnu pour sa qualité environnementale sur la commune. Toutefois, certains points de vue sur le village, peuvent être intéressants à préserver.

- ***Tenir compte des risques***

La commune n'est pas concernée par un PPRI, ni inventoriée dans le DDRM. Toutefois, on relève les aléas suivants :

- ✓ risque de coulées de boue du fait des fortes pentes en amont ;
- ✓ risque de retrait / gonflement des argiles, notamment au niveau du lieu-dit « Le Buisson » ;
- ✓ risque de remontées de nappe, notamment au niveau du ruisseau de Brouillet.

► Les secteurs identifiés seront préservés par la carte communale.

- ***Permettre le développement des exploitations agricoles.***

Les possibilités de constructions nouvelles sont privilégiées au cœur du tissu villageois ou dans sa continuité, à proximité des réseaux. Ce principe de densification est préférable à l'étalement urbain qui évite le morcellement du territoire, préjudiciable aux activités agricoles, et répond aux objectifs fixés par les lois d'aménagement et d'urbanisme.

- ***Et ce, en tenant compte des servitudes et contraintes diverses applicables sur le territoire communal, limitant les possibilités d'extension, à savoir :***
  - ✓ La servitude de protection des monuments historiques : l'Eglise Saint-Nicolas.
  - ✓ Les orientations de développement et de protection du SCOT de la Région de Reims ;
  - ✓ Des capacités des réseaux d'eau potable et des projets d'extension (eau potable).

2] Traduction des objectifs communaux

La carte communale précisant les modalités d'application du Règlement National d'Urbanisme (R.N.U.) divise le territoire communal de LHERY en deux zones déterminées en fonction de la destination des sols. Il convient de distinguer :

- ✓ **La Zone Constructible ZC ;**
- ✓ **La Zone Non Constructible ZNC.**

Ces zones sont délimitées aux documents graphiques joints n°2-A et 2-B.

2.1 - La zone constructible dite « Zone ZC »

Dans cette zone, sont autorisées les constructions nouvelles à usage d'habitation ainsi que toutes autres constructions ou installations ne créant pas de nuisance pour l'habitat.

La zone dite constructible correspond aux zones bâties et équipées du village de LHERY. Les possibilités d'extension de la zone constructible ne peuvent être que limitées dans une carte communale. A LHERY, elles ont été délimitées :

- ✓ En respectant la continuité du bâti existant ;
- ✓ De part et d'autre des voies de communications existantes et de la desserte actuelle des réseaux ;
- ✓ En favorisant la densification.

Ses limites sont basées sur la Partie Actuellement Urbanisée en y apportant quelques ajustements dans le but de faciliter la venue de nouveaux habitants, en cohérence avec les objectifs fixés par la municipalité.

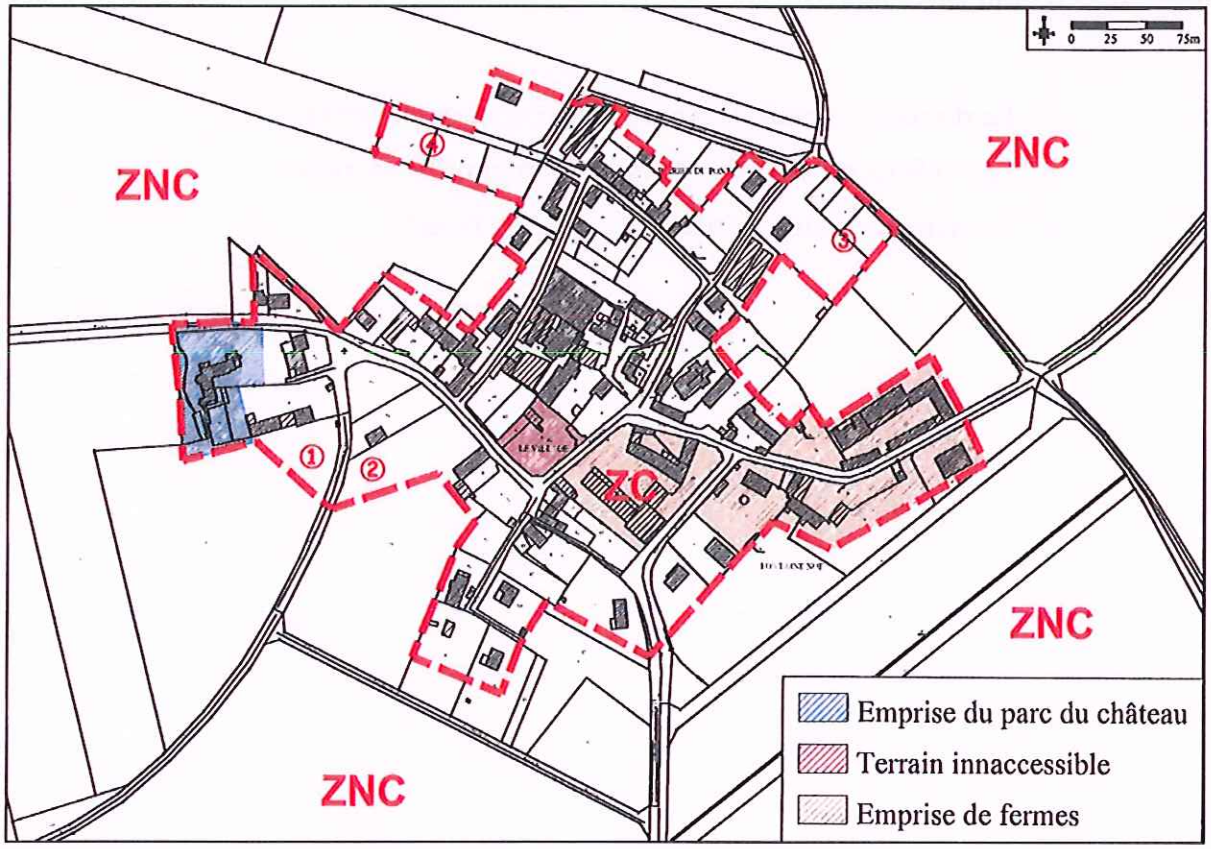
Une seule zone ZC est définie sur le plan communal. Elle regroupe l'ensemble du village, c'est-à-dire les habitations et les bâtiments d'activités situés de part et d'autre des voies suivantes : Rue du Château, Impasse de la Fontaine, Rue Principale, Rue de Romigny, Rue de la Mairie et Chemin du Marais.

Les limites sont définies sur une profondeur d'environ 30 mètres, selon la configuration (limites de propriétés, implantation des constructions, possibilités de réaliser une annexe) et en cherchant à éviter les possibilités de construction d'habitation en deuxième rideau.

A l'Ouest du Village, les terrains **(1 et 2)** sont desservis par une voirie et les réseaux. Leur mise en constructibilité permettant de densifier ce secteur en communication avec la Rue du Château.

Au Nord-est du village, sur le Chemin du Marais **(3)**, des projets de constructions sont en cours sur les parcelles 16, 17, 18. L'ajout de la parcelle 15 en partie bâtie permettra de densifier ce secteur et de rentabiliser les réseaux qui ont été amenés. Il s'agit actuellement de jardins et de friches.

Au Nord-ouest du village, dans le prolongement de la Rue de la Mairie **(4)**, les terrains situés en façade de bâti existants appartiennent à la même unité foncière et sont desservis à hauteur de la parcelle 33. Bien qu'un peu allongé, leur mise en constructibilité permettrait de densifier face à la construction isolée.



Finalement, la zone constructible à LHERY est définie à partir des parties actuellement urbanisées, et des terrains disposant de droit à construire (certificat d'urbanisme ou permis de construire).

Les choix municipaux privilégient une logique de densification. Le développement pourra s'appuyer sur une trame viaire existante, limitant les frais de viabilisation et d'extension des réseaux, souvent dommageables pour la collectivité.

Ainsi délimitée, la carte communale inclut des possibilités d'accueil de nouvelles constructions, dimensionnées en cohérence avec les objectifs municipaux.

2.2 - La zone non constructible dite « Zone ZNC »

Dans cette zone, sont seulement autorisées en application de l'article R 124-3 du code de l'urbanisme :

✓ L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ;

✓ Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière, à la mise en valeur des ressources naturelles.

La zone non constructible dite « zone ZNC » recouvre tous les autres secteurs du territoire communal à savoir :

- ✓ Le domaine agricole : terrains cultivés, vignes, pâtures ;
- ✓ Les milieux naturels du territoire communal : rus, bois ;
- ✓ Les terrains connus à risque (coulées de boue) ;

3] Superficie et capacité d'accueil des zones définies

3.1 - Superficie des zones

Superficie totale du territoire communal : 608 hectares

Dénomination	Superficie totale
ZC	10 hectares et 20 ares
ZNC	597 hectares et 80 ares
Total général	**608 hectares**

3.2 - Capacité d'accueil théorique

Les capacités d'accueil de la zone constructible sont des estimations. La réalisation effective des opérations pourra donner des résultats différents, plusieurs paramètres n'étant pas maîtrisés par la carte communale, et en particulier :

- La taille des parcelles éventuellement découpées par le propriétaire ;
- La forme de ces parcelles ;
- La volonté des maîtres d'œuvres d'utiliser ou pas leurs droits à construire ;
- Le taux de non réalisation des projets de construction (pour des raisons de spéculation, de statut foncier ou de convenances personnelles, les détenteurs des droits à construire sur les terrains ne les utiliseront pas forcément au cours des prochaines années);
- La destination des bâtiments ;
- Etc....

Suivant les facteurs présentés ci-dessus, on obtient donc pour la commune de LHERY, les potentialités et la projection en termes d'habitant suivants :

La capacité résiduelle peut être estimée à 2,23 hectares, compte tenu des terrains encore disponibles au sein de la zone bâtie. En fonction de la desserte de ces terrains, on peut estimer la réalisation d'environ 30 habitations nouvelles.

Projection en nombre de logements et d'habitants		
Paramètres		30 logements possibles
Taux de réalisation	50%	15 logements
Taille moyenne des ménages	2,6 pers/foyer[10]	39 habitants supplémentaires

[10] Taille moyenne des ménages de Lhéry en 2009.

▶ Au total 15 constructions possibles, soit sur la base du taux d'occupation moyen des ménages de 2.6, environ 39 habitants supplémentaires alors que l'on recense 81 habitants aujourd'hui, soit une évolution de 48%.

5ème Partie :

Incidences des choix d'aménagement sur l'environnement

Préservation et mise en valeur



1] Impact sur l'agriculture

L'impact sur l'agriculture d'un document d'urbanisme en l'occurrence la carte communale, doit être examiné en terme de consommation de l'espace agricole et de prise en compte des activités agricoles existantes :

❖ **En terme de consommation de l'espace agricole**, l'impact est limité car la carte communale ne prévoit pas un fort développement.

Les limites de la zone constructible encouragent la densification. Les limites de la zone ZC s'appuient sur la trame du bâti existant. Les possibilités d'accueil définies par la carte communale sont contenues dans les parties déjà actuellement urbanisées.

Aucune opération d'ampleur susceptible de morceler ou de réduire les espaces agricoles ne sera permise par la carte communale.

❖ ***Quant à la prise en compte des activités agricoles existantes :***

LHERY accueille plusieurs sièges d'exploitation. Elles se situent au cœur de la zone bâtie, dont il est difficile d'exclure de la zone ZC.

Aucun élevage n'est identifié au sein du village.

Les terres cultivées ont été classées en zone non constructible. Au sein de cette zone, les constructions et installations nécessaires à l'activité agricole sont autorisées.

2] Impact sur le paysage naturel et urbain

2.1 - Le paysage naturel

Sur le plan paysager, les impacts sont également liés à la modification de l'occupation des sols, principalement par l'extension et le morcellement des zones bâties sur le territoire. Sur le territoire de LHERY, cet impact est faible de par la volonté des élus de ne pas favoriser de phénomène de mitage de l'urbanisation, et ce en :

- Limitant les possibilités de construction à celles qui subsistent, à l'intérieur du bâti existant ;
- Protégeant les secteurs connaissant des risques naturels (coulées de boue, remontées de nappes).

2.2 - Le paysage urbain

L'intégration harmonieuse des constructions nouvelles au sein du bâti existant et du paysage environnant sera assurée par l'application :

- Des articles du Règlement National d'Urbanisme régissant la nature des constructions à édifier (hauteur, implantation, espaces verts et plantations…) ;
- Des articles complémentaires du code de l'urbanisme régissant l'intégration des constructions nouvelles au sein des sites naturels et urbains.

3] Impact sur l'eau et gestion des déchets

3.1 - Impact sur l'eau

Alimentation en eau potable

LHERY est alimentée en eau potable par des captages du Syndicat de Sainte-Gemme.

Les futurs habitants seront raccordés au circuit de desserte existant.

Assainissement

Les constructions sont assainies de manière individuelle. Les futures habitations devront disposer des installations conformes aux normes en vigueur. Un SPANC assure le contrôle des installations.

3.2 - Gestion des déchets

La collecte et le traitement des déchets ménagers sont de compétence intercommunale. A LHERY, la collecte est réalisée en porte à porte. Les futures habitations seront rattachées au circuit de collecte actuel.

4] Incidence sur les sites Natura 2000

Aucun site Natura 2000 n'est présent sur le territoire communal, ainsi qu'à plus de 3.5km de LHERY. Le développement communal n'aura donc aucun impact sur ces sites éloignés.

5] Impact sur le milieu naturel

Le territoire communal est essentiellement voué à l'agriculture. Aucune ZNIEFF n'est définie à Lhéry.

Une seule petite zone humide est recensée et elle reste très éloignée du développement communal.

On peut donc conclure qu'il n'y aura pas d'impact sur le milieu naturel.

6] Gestion des zones à risque

LHERY n'est incluse dans aucun PPRI. Cependant, il a été tenu compte des fortes pentes dominant le village, induisant un risque potentiel de coulées de boue localement.

6ème Partie :

Application du Règlement National d'Urbanisme



1] Dans la zone constructible (zone ZC)

Les constructions sont autorisées dans le cadre des règles générales d'utilisation du sol visées au livre premier, titre premier, chapitre 1 du code de l'urbanisme d'urbanisme.

Conformément à l'article R 111-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du règlement national d'urbanisme sont applicables aux constructions, aménagements, installations et travaux faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable à l'exception des articles R 111-3, R111-5 à R111-14, R111-16 à R111-20 et R111-22 à R111-24-2 qui ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'une carte communale.

2] Dans la zone non constructible (zone ZNC)

Dans cette zone sont seulement autorisées en application de l'article R 124-3 du code de l'urbanisme :

- L'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension des constructions existantes ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière, à la mise en valeur des ressources naturelles.

Les constructions développées ci-dessus sont également autorisées dans le cadre des règles générales d'utilisation du sol visées au livre premier, titre premier, chapitre 1 du code de l'urbanisme d'urbanisme à l'exception, conformément à l'article R 111-1 du code de l'urbanisme, des articles R 111-3, R111-5 à R111-14, R111-16 à R111-20 et R111-22 à R111-24 qui ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'une carte communale.

3] Pour l'ensemble des zones (zones ZC et ZNC)

Malgré les dispositions exposées ci-dessus, le permis de construire peut être refusé pour l'ensemble des zones en application de certaines dispositions particulières du code de l'urbanisme à savoir :

- **Art. R. 111-2** : Le projet peut-être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte

à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

- **Art. R. 111-4 :** Le projet peut-être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

- **Art. R. 111-15** : Le permis ou la décision prise sur la déclaration préalable doit respecter les préoccupations d'environnement définies aux articles L110-1 et L110-2 du Code de l'environnement. Le projet peut n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si, par son importance, sa situation ou sa destination, il est de nature à avoir des conséquences dommageables pour l'environnement.

- **Art. R. 111-21 :** Le projet peut-être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leur dimension ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Annexes :



Inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Direction Régionale de l'Environnement
CHAMPAGNE-ARDENNE

Région : **CHAMPAGNE-ARDENNE**

VALLEE DE L'ARDRE ET DE SES AFFLUENTS ENTRE SAINT-IMOGES ET FISMES

N° rég. :**05140000** N° SPN : **210020218** Type de zone : **2**

Année de description : 1996
Année de mise à jour : 2003

Superficie : 5 070,00 (ha)
Altitude : 60 - 270 (m)

Type de procédure : Nouvelle zone

DIFFUSION PUBLIQUE - ZNIEFF évaluée par le SPN-MNHN le 16/06/2005

Rédacteurs : MORGAN, G.R.E.F.F.E.

Liste de communes :

51014	ARCIS-LE-PONSART
51020	AUBILLY
51069	BLIGNY
51072	BOUILLY
51073	BOULEUSE
51111	CHAMBRECY
51140	CHAUMUZY
51190	COURTAGNON
51194	COURVILLE
51198	CRUGNY
51225	ECUEIL
51245	FAVEROLLES-ET-COEMY
51250	FISMES
51267	GERMIGNY
51310	JOUY-LES-REIMS
51348	MARFAUX
51364	MERY-PREMECY
51382	MONT-SUR-COURVILLE
51393	NANTEUIL-LA-FORET
51422	PARGNY-LES-REIMS
51437	POILLY
51445	POURCY
51479	SAINT-EUPHRAISE-ET-CLAIRIZET
51484	SAINT-GILLES
51488	SAINT-IMOGES
51523	SARCY
51527	SAVIGNY-SUR-ARDRES
51532	SERMIERS
51534	SERZY-ET-PRIN
51577	TRAMERY
51581	TRESLON
51624	VILLE-EN-TARDENOIS
51120	CHAMPLAT-ET-BOUJACOURT

Typologie des milieux :

a) Milieux déterminants :

372	4	Prairies humides eutrophes
382	4	Prairies de fauche de plaine
443	15	Aulnaies-frênaies médio-européennes
531	3	Roselières
241	1	Cours des rivières

b) Autres milieux :

223	0	Formations amphibies des rives exondées, des lacs, étangs et mares
3432	3	Pelouses calcicoles sub-atlantiques méso-xéroclines
381	15	Pâturages mésophiles
449	2	Bois marécageux à aulne, saule et piment royal
41H	8	Autres bois decidus
412	8	Chênaies-charmaies
532	1	Formations à grandes laîches (magnocariçaies)
371	2	Groupements à reine des prés et communautés associées
5412	0	Végétation des sources incrustantes
344	0	Ourlets forestiers thermophiles
8641	0	Carrières, sablières
87	0	Friches et terrains rudéraux
542	0	Bas-marais alcalins
3187	0	Groupements mésophiles de hautes herbes des clairières et lisières forestières
318	2	Fourrés et stades de recolonisation de la forêt mésophile
843	3	Bosquets
224	1	Végétation aquatique flottante ou submergée
221	1	Eaux dormantes
8331	2	Plantations de conifères
83321	7	Peupleraies plantées
82	18	Cultures

c) Périphérie :

8	Terrains agricoles et paysages artificialisés
4	Forêts
3	Landes, fourrés et pelouses
86	Villes, villages, sites industriels

Commentaires : Autres bois decidus : chênaie pédonculée-frênaie et chênaie pédonculée-boulaie pubescente mésohygrophile (ponctuelle).
Chênaies-charmaies = bois calcicoles avec chênaie-charmaie calcicole et la hêtraie-frênaie.

Compléments descriptifs :

a) Géomorphologie :

23	Rivière, fleuve
54	Vallée
70	Escarpement, versant pentu
57	Vallon
31	Etang

Commentaires :

b) Activités humaines :

01	Agriculture
02	Sylviculture
03	Elevage
04	Pêche
05	Chasse
07	Tourisme et loisirs
08	Habitat dispersé
12	Circulation routière ou autoroutière
90	Autres (préciser)

Commentaires : Autres : pisciculture.

c) Statuts de propriété :

01	Propriété privée (personne physique)
60	Domaine de l'état
30	Domaine communal

N° rég. : 05140000 / N° SPN : 210020218

Page 2

00 Indéterminé

Commentaires :

d) Mesures de protection :
80 Parc Naturel Régional
21 Forêt domaniale

Commentaires :

e) Autres inventaires : ☐ Directive habitats ☐ Directive Oiseaux

Facteurs influençant l'évolution de la zone :
310 Comblement, assèchement,drainage, poldérisation des zones humides
410 Mises en culture, travaux du sol
530 Plantations, semis et travaux connexes
915 Fermeture du milieu
540 Entretiens liés à la sylviculture, nettoyages, épandages
350 Entretien des rivières, canaux, fossés,plans d'eau
450 Pâturage
440 Traitements de fertilisation et pesticides
463 Fauchage, fenaison
150 Dépots de matériaux, décharges
132 Autoroute
620 Chasse
630 Pêche
131 Route

Commentaires :

Critères d'intérêt
a) Patrimoniaux :
10 Ecologique
26 Oiseaux
36 Phanérogames
22 Insectes
27 Mammifères
24 Amphibiens
23 Poissons
25 Reptiles
21 Invertébrés (sauf insectes)
35 Ptéridophytes

b) Fonctionnels :
60 Fonction d'habitat pour les populations animales ou végétales
64 Zone particulière liée à la reproduction
63 Zone particulière d'alimentation
62 Etapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs
61 Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges
41 Expansion naturelle des crues
51 Role naturel de protection contre l'érosion des sols

c) Complémentaires :
81 Paysager
83 Géologique
82 Géomorphologique
90 Pédagogique ou autre (préciser).

Bilan des connaissances concernant les espèces :

N° rég. : 05140000 / N° SPN : 210020218
Page 3

	Mamm.	Oiseaux	Reptiles	Amphib	Poissons	Insectes	Autr. Inv.	Phanéro.	Ptéridop.	Bryophy.	Lichens	Champ.	Algues
Prospection	3	3	3	3	3	1	1	3	3	1	0	0	0
Nb. Espèces citées	28	123	5	10	19	53	4	369	10	6	0	0	0
Nb. Espèces protégées	10	91	5	8		1	1	2	1				
Nb. sp. rares ou menacées	7	10	2	4	3	11	1	19	1				
Nb. Espèces endémiques													
Nb. sp. à aire disjointe								2					
Nb. sp. en limite d'aire								1					
Nb. sp. margin. écologique													

Critères de délimitation de la zone :

02 Répartition et agencement des habitats
01 Répartition des espèces (faune, flore)
03 Fonctionnement et relation d'écosystèmes

Commentaires : La délimitation de la ZNIEFF correspond au lit majeur et à une partie des coteaux de la vallée de l'Ardre (depuis sa source jusqu'à Fismes) et de ses principaux affluents.

Commentaire général :

La ZNIEFF de la vallée de l'Ardre et de ses affluents, d'une superficie de plus de 5 000 hectares, est située entre Saint-Imoges et Fismes, dans le département de la Marne. Elle constitue un ensemble complexe de bois humides, prairies, cultures et aussi groupements de hautes herbes dans la vallée et dans les vallons. Des bois de pente, prairies, pelouses et broussailles se partagent les coteaux. Le réseau hydrographique est constitué par l'Ardre qu'alimentent de nombreux ruisseaux (le Noron, les Iselles, la Brandeuille, le Ponsar, ruisseaux du Parc d'Aulnay, de Ville-en-Tardenois, des Grandes Fontaines, d'Hoyau, de Méry, de la Froide Fontaine, du Marquet...). Ceux-ci sont eux-mêmes alimentés par des sources dont certaines sont pétrifiantes, avec formation d'éléments tufeux bien caractéristiques à Cratoneuron filicinum, comme par exemple à Treslon (Bois de la Noue et du Fond de l'Enfer). Des étangs situés en amont (étangs de Saint-Imoges, de Nanteuil et de Montreuil) ont fait l'objet de deux ZNIEFF de type I détaillées.

La gamme des groupements prairiaux est fonction de la nature du sol, de l'inondation ou du traitement (fauche, pâture ou traitement mixte). Les prairies sont aujourd'hui le plus souvent pâturées. Elles sont riches en graminées (fromental, houlque laineuse, dactyle aggloméré, pâturin commun, ray-grass anglais, crételle, fétuque des prés, brome mou), renoncule rampante, renoncule âcre, trèfle blanc, marguerite, gesse des prés, gaillet croisette. Dans les zones plus humides la flore s'enrichit en espèces hygrophiles : on y observe le silaüs des prés, le colchique des prés, certaines laîches (laîche distique, la laîche hérissée, laîche tomenteuse), le lychnis fleur de coucou, le jone glauque, la fétuque roseau, le cirse maraîcher, la menthe à feuilles rondes... Ponctuellement se remarquent des prairies tourbeuses à cirse des marais, lotier des fanges, menthe aquatique, agrostis blanc, pâturin commun, houlque laineuse, reine des prés, patience crépue, etc. Sur les coteaux ce sont surtout des prairies mésophiles pâturées et des pelouses calcicoles.

Les milieux marécageux, moins fréquents, se rencontrent au niveau des zones les plus humides de la vallée, en bordure d'étang, en lisière de forêts ou dans les clairières marécageuses. Ce sont principalement :

- des mégaphorbiaies à reine des prés, eupatoire chanvrine, prêle très élevée, cirse maraicher, jone à tépales obtus, valériane rampante, liseron des haies, grande prêle), ortie dioïque, vesce à épis, grande consoude, angélique sauvage... C'est un habitat dynamique qui s'embroussaille plus ou moins rapidement par le saule cendré.
- des cariçaies à grandes laîches (gros touradons de laîche paniculée, laîche en épi, laîche distique, laîche des rives, laîche des marais, laîche faux-souchet et laîche aiguë), avec ponctuellement (Etang de Saint-Imoges) une variante turficole rare à thélyptéride des marais (protégé en Champagne-Ardenne) et stellaire des marais avec des sphaignes au sommet des touradons.
- des grandes roselières à massettes, jone des chaisiers, lycope d'Europe, morelle douce amère, iris faux-acore,

N° rég. : 05140000 / N° SPN : 210020218

Page 4

lysimaque vulgaire et des petites roselières à rubanier simple, sagittaire, glycérie aquatique (avec la renoncule grande douve protégée en France, la prêle des eaux et le plantain d'eau).
Ponctuellement se remarquent des bas marais alcalins avec l'orchis négligé (orchidée protégée au niveau régional et inscrite sur la liste rouge régionale), la laîche paniculée, la prêle des rives, la prêle des marais, la morelle douce-amère, le populage des marais, le cirse des marais.
Ponctuellement la zone de stockage de la SANEF abrite une flore spécialisée constituée de nombreuses espèces annuelles : catapode rigide, vulpie ciliée (inscrits tous les deux sur la liste rouge régionale), bec de cigogne, drave printanière, géranium fluet, véronique de Perse, valérianelle dentée, myosotis hérissé, tabouret perfolié, céraiste à pétales courts, sabline à feuilles de serpolet…La présence d'argile sous la zone de stockage détermine, en contact avec les bois humides, des mares fugaces occupées par une végétation hygrophile avec le pissenlit des marais, inscrit sur la liste rouge régionale, la laîche hérissée et le plantain d'eau. Ces milieux perturbés par les travaux TGV seront reconstitués après les travaux.

De nombreux bosquets s'observent dans la vallée : ils sont essentiellement constitués par le frêne, le prunellier épineux, l'églantier, l'orme champêtre, l'aubépine monogyne, le saule marsault et la viorne obier.
Les boisements alluviaux sont représentés par l'aulnaie (aulnaie acidiphile, aulnaie tourbeuse à Carex), l'aulnaie-frênaie à hautes herbes (commune) et la chênaie pédonculée-frênaie.
L'aulnaie est peu étendue et limitée aux banquettes plus ou moins tourbeuses des sources et des ruisselets : les strates arborée et arbustive comprennent essentiellement l'aulne glutineux, le frêne élevé et le groseillier rouge. La strate herbacée est constituée par la canche cespiteuse, la laîche espacée, la laîche glauque, la laîche pendante, le houblon, la parisette, le muguet, la véronique des ruisseaux et par de nombreuses fougères (fougère femelle, fougère mâle, polystic spinuleux, polystic dilaté).
La strate arborescente de l'aulnaie-frênaie à hautes herbes comprend l'aulne, le frêne élevé, le peuplier grisard, le tremble, le saule blanc et l'orme lisse (inscrit sur la liste rouge), la strate arbustive est constituée par la bourdaine, la viorne obier, le noisetier, le sureau noir, le houblon, la ronce bleue. La strate herbacée exubérante comporte la laîche des marais, le phragmite, la reine des prés, la circée de Paris, l'iris jaune, la lysimaque vulgaire, la fougère femelle, le chiendent des chiens…

Dans les secteurs moins longuement inondés ou sur les colluvions de bas de versants s'est développée la chênaie pédonculée-frênaie (= autres bois décidus dans le chapitre "Typologie des milieux") ou la chênaie-charmaie (bas de versant). Les arbres les plus couramment rencontrés sont le chêne pédonculé, le frêne élevé, le bouleau verruqueux, l'érable sycomore, le charme, le merisier et en sous étage l'orme champêtre, le noisetier et le tremble (faciès de dégradation). La strate arbustive comprend le groseillier rouge (localement très abondant), le groseillier à maquereaux, l'aubépine épineuse, la bourdaine, le troène, la viorne obier, les ronces… Le tapis herbacé est diversifié et constitué par le lierre, le brachypode des bois, la renoncule tête d'or, le gouet tacheté, la laîche des bois, le sceau de Salomon multiflore, l'anémone des bois, la listère ovale, l'épiaire des bois, l'ornithogale des Pyrénées (localisé), la ficaire fausse renoncule, l'épipactis à larges feuilles, la bugle rampante, la primevère élevée. On peut citer ici la présence de l'iris fétide (dans les bois de pente), espèce subméridionale en limite d'aire. Les lisières forestières sont caractérisées par la présence de nombreuses espèces nitrophiles ou /et hygrophiles : ballotte fétide, alliaire officinale, saponaire officinale, cerfeuil penché, chélidoine, ortie dioïque, gaillet croisette, benoîte commune, lierre terrestre, lapsane commune.

L'Ardre et les ruisseaux qui parcourent la ZNIEFF sont ourlés par une ripisylve bien représentative à l'amont, plus dégradée par les peupliers à l'aval. Elle est constituée par le saule blanc, le frêne, l'aulne glutineux, le peuplier blanc, l'orme champêtre, l'érable champêtre le noisetier, le fusain d'Europe, l'aubépine monogyne, le saule des vanniers, le saule cendré, le saule marsault, l'osier jaune.
Les cours d'eau ont une végétation aquatique et de bord des eaux localement bien développée. On y remarque la glycérie flottante, le nénuphar blanc, le myriophylle en épis, l'élodée du Canada, la véronique mouron d'eau, le rubanier simple.

Certains étangs (Etang de Saint-Imoges, Etang de Nanteuil, Etang de Montreuil…) sont caractérisés par une végétation riveraine très diversifiée qui se répartit en fonction du niveau de la nappe et de la composition des sols : tapis végétal de characées, végétations flottantes (à petite lentille d'eau, lentille à trois lobes, etc.), communautés à hydrocharis des grenouilles, nénuphar blanc et faux-nénuphar, colonies d'utriculaire citrine, herbiers à potamots (dont le potamot à feuilles obtuses, le potamot à feuilles aiguës et le potamot à tige comprimée, tous les trois étant inscrits sur la liste rouge régionale). A proximité des berges et au niveau des petites anses des étangs de Saint-Imoges se développent une végétation de rubanier nain (espèce très rare en Champagne-Ardenne, en forte régression, protégé au niveau régional et inscrit sur la liste rouge) et des groupements amphibies caractérisés par de nombreux bidents (bident penché, bident radié), par la patience maritime (assez rare en Champagne), le scirpe de

Sologne (protégé dans le département de la Marne et également inscrit sur la liste rouge régionale), l'œnanthe aquatique, le vulpin roux, etc.

Des boisements (feuillus, mixtes ou résineux) plus ou moins récents, des prairies mésophiles (fauchées ou pâturées), plus localement des pelouses forment l'essentiel de la végétation des coteaux.
Les boisements feuillus sont de type chênaie-charmaie calcicole et hêtraie-frênaie à sorbier blanc : la strate arborescente comprend les chênes sessile et pédonculé, le charme, le bouleau verruqueux, l'érable sycomore, le frêne, le merisier, le pin sylvestre, le pin noir, et plus rarement le hêtre, l'orme champêtre, le robinier faux-acacia et l'érable champêtre. La strate arbustive est bien représentée par le noisetier, le rosier des champs, le cytise faux-ébénier, le camerisier à balais, la viorne lantane, l'aubépine monogyne, le troène, le groseillier à maquereaux, la viorne obier… Le tapis herbacé de la chênaie-charmaie est constitué par le lierre, la laîche des bois, le gouet tacheté, le sanicle, le brachypode des bois, le muguet, la platanthère à deux feuilles, la listère ovale, la violette des bois, la mercuriale vivace, la néottie nid d'oiseau, l'épipactis à larges feuilles, etc. Le tapis hherbacé de la hêtraie-frênaie comprend notamment le bois joli, l'iris fétide, la pyrole à feuilles rondes, la sanicle, le tamier commun, deux orchidées, le céphalanthère à grandes fleurs et l'orchis pourpre...
Au nord-ouest de Poilly, sur le coteau fortement pentu surplombant l'autoroute ("les Vieilles Vignes", à l'ouest de l'usine relais), s'est installé un petit bois de feuillus et de résineux : celui-ci abrite le monotrope sucepin, plante parasite des pins, rare en Montagne de Reims et une très belle population d'actée en épi, plante très rare en Champagne.
Certaines lisières sont bien développées : on y rencontre l'origan, le calament clinopode, la campanule raiponce, l'orchis pourpre, la primevère officinale, le polygala vulgaire, la laîche glauque, la coronille bigarrée, le brachypode penné, la violette hérissée, le mélampyre des prés.

Les pelouses sont localisées au niveau d'anciennes carrières (notamment la carrière de Treslon, la carrière Vautier, la carrière Saint-Julien) ou plus rarement sur des versants bien exposés. Deux types s'y rencontrent :
- les pelouses sèches très ouvertes se développent sur les bancs de calcaire décapés des carrières.Ces groupements xérophiles sont constitués par de nombreuses annuelles, notamment le catapode rigide, la drave printanière, le céraiste à pétales courts, la germandrée botryde, l'ibéris amer. On y rencontre également la globulaire, le lin à feuilles ténues, la germandrée des montagnes, le serpolet, la fétuque de Leman…
- Les pelouses à végétation plus denses avec le cytise couché et l'orobanche violette, (inscrits tous les deux sur la liste rouge régionale), de nombreuses graminées (brome dressé, brize intermédiaire, fétuque de Leman, koelérie pyramidale), la chlorette perfoliée, le séséli des montagnes, le polygala du calcaire, la laîche tomenteuse, la germandrée petit-chêne, le buplèvre en faux, le thésion couché, le chardon roulant. Des orchidées variées s'y observent : ophrys singe (protégé en Champagne-Ardenne, inscrit sur la liste rouge régionale, observé au lieu-dit "Fond de Chenay"), ophrys abeille, ophrys frelon, ophrys mouche, acéras homme pendu, orchis moucheron, orchis boue, orchis militaire, orchis pourpre, platanthère des montagnes.
Certaines pelouses ont tendance à s'embroussailler par le genévrier commun, le cornouiller sanguin, le rosier rouillé, le rosier des haies, l'églantier, la bourdaine, l'aubépine monogyne, la viorne lantane, le sureau noir, la bourdaine, le saule marsault, la ronce bleue, le pin sylvestre, le chêne pédonculé et le noisetier.

Au contact des cultures, on note la présence d'espèces caractéristiques des moissons, très raréfiées depuis 50 ans : euphorbe exiguë, brome des champs, shérardie des champs, jouet du vent, bec de cigogne, gesse sans feuilles, ibéris amer… Au centre du secteur boisé des Terres Rouges se remarque une clairière agricole dont certains secteurs sont aujourd'hui en jachère de longue durée. La flore y est très diversifiée, on y rencontre des espèces des pelouses (coronille bigarrée, brunelle vulgaire, lin purgatif, anthyllide vulnéraire, ophrys abeille, orchis moucheron, chardon roulant), des espèces de friche (millepertuis perforé, mauve alcée, séneçon à feuilles de roquette, céraiste des champs, muscari à toupet, achillée millefeuille, gesse tubéreuse, ail des vignes) et de nombreuses graminées (brome stérile, dactyle aggloméré, houlque laineuse, fromental, pâturin comprimé, jouet du vent…).

La faune contient également des richesses remarquables. La faune entomologique est très variée, et plus particulièrement les libellules et les sauterelles avec une cinquantaine d'espèces inventoriée. Les ruisseaux et étangs permettent la présence d'une vingtaine d'espèces d'Odonates, avec une libellule protégée en France depuis 1993, la leucorrhine à gros thorax, inscrite à l'annexe II de la convention de Berne, aux annexes II et IV de la directive Habitats, figurant dans le livre rouge de la faune menacée en France (catégorie"en danger de disparition") et sur la liste rouge régionale en compagnie de l'aeschne printanière, de la grande aeschne, de la cordulie à taches jaunes, de la cordulie métallique, de la cordulie à deux taches (grande libellule spectaculaire), du sympétrum noir et du sympétrum jaune d'or (espèce montagnarde).
On y rencontre également des espèces plus communes notamment, pour les demoiselles, la naïade aux yeux rouges, la naïade au corps vert, la petite nymphe au corps de feu, l'agrion élégant, l'agrion jouvencelle, l'agrion à larges

pattes, le leste fiancé, le leste brun, le caloptéryx éclatant et pour les libellules, l'aeschne mixte, l'aeschne bleue, la cordulie bronzée, l'orthétrum réticulé, la libellule déprimée, la libellule à quatre taches, le sympétrum rouge sang.

Les Orthoptères sont également bien représentés dans les prairies, roselières et pelouses avec notamment trois espèces appartenant à la liste rouge régionale, le conocéphale des roseaux, le criquet verte-échine et le criquet ensanglanté. Ils sont accompagnés par des espèces plus courantes comme par exemple la grande sauterelle verte, le conocéphale bigarré, la decticelle bariolée et la decticelle cendrée (pour les sauterelles), le criquet à long corselet, le criquet des clairières, le criquet duettiste, le criquet des pâtures…

Les poissons de l'Ardre et de ses affluents sont variés avec la lamproie de Planer et le chabot (inscrits aux annexes II et IV de la directive Habitats), la truite fario, la loche franche, le goujon, le chevaine, le gardon, la tanche, le vairon, le barbeau fluviatile, la vandoise, la perche, la carpe, l'ablette, la brème, le poisson-chat, l'anguille et le brochet (ces deux derniers étant inscrits dans le livre rouge de la faune menacée en France en tant qu'espèces vulnérables).
Les zones de frai actuelles de la truite fario sont situées de manière éparse le long de l'Ardre (en amont du cours) et au niveau des ruisseaux d'Iselles, d'Hoyau, de Sarcy, de la Vallée, du Brouillet, d'Arcis-le-Ponsart (aval), du Grand Viéreux (aval)…
Un bras secondaire de l'Ardre en amont de Crugny (rive droite) constitue la principale frayère fonctionnelle connue pour le brochet.

Le bassin de l'Ardre constitue également un des rares bassins de la région où l'écrevisse à pieds blancs est encore présente (ruisseau de la Grande Fontaine, rive droite de l'Ardre à Pourcy): Elle est protégée en France depuis 1983, inscrite à l'annexe III de la convention de Berne, aux annexes II et V de la directive Habitats et figure dans le livre rouge de la faune menacée en France, catégorie "vulnérable".

Les amphibiens sont bien représentés ici avec, dans les marécages, la très vulnérable rainette arboricole (signalée notamment à Courtagnon, Chaumuzy, Poilly et Chambrecy) et dans les prairies le crapaud accoucheur : ils sont inscrits tous les deux à l'annexe IV de la directive Habitats, à l'annexe II de la convention de Berne, dans le livre rouge de la faune menacée en France et sur la liste rouge régionale, avec le triton crêté et la salamandre tachetée.
Le triton ponctué, le triton palmé, le crapaud commun, la grenouille agile (tous les quatre protégés en France), la grenouille rousse et la grenouille verte fréquentent aussi les milieux aquatiques et forestiers de la ZNIEFF.
Il existe de nombreux échanges entre les milieux d'estive (prairies, milieux aquatiques et dans une moindre mesure boisement) et les milieux d'hibernation (boisements périphériques), cette interconnexion biologique étant essentielle pour le maintien des populations actuelles d'amphibiens.

Dans les bois clairs et les pelouses installés sur les coteaux secs bien exposés se rencontrent le lézard des souches (inscrit à l'annexe IV de la directive habitats) et la coronelle lisse figurant tous les deux sur la liste rouge régionale.
La ZNIEFF est également fréquentée par le lézard vivipare, la couleuvre à collier et l'orvet.

L'ensemble de la ZNIEFF présente un intérêt élevé pour les oiseaux : la vallée de l'Ardre (et ses affluents) constitue un corridor biologique et un site important dans la structuration des voies migratrices de l'avifaune. La population avienne est bien diversifiée en raison de la proximité de milieux très variés, avec une mosaïque d'habitats divers (bocage, prairies, boisements, friches, pelouses, carrières) : on y a ainsi dénombré 123 espèces d'oiseaux dont dix appartenant à la liste rouge régionale. Il s'agit de la pie-grièche écorcheur (inscrite à l'annexe I de la directive Oiseaux et sur la liste des oiseaux menacés en France, catégorie "en déclin"), de l'engoulevent d'Europe (figurant aussi à l'annexe I de la directive Oiseaux), du vanneau huppé (nicheur probable), du petit gravelot (nichant sur les espaces artificiels dénudés constitués par exemple par les zones de dépôts de la SANEF et exploitant les zones agricoles alentour pour se nourrir), du faucon hobereau (nicheur à proximité des bois et chassant fréquemment dans la vallée de l'Ardre), de la chevêche d'Athéna (inscrite sur la liste des oiseaux menacés en France, catégorie "en déclin"), du pigeon colombin (inscrit sur la liste des oiseaux menacés en France, catégorie "à surveiller"), du busard cendré (annexe I de la directive Oiseaux) et dans les milieux marécageux de la rousserolle verderolle et du phragmite des joncs.
La ZNIEFF accueille aussi des oiseaux plus communs : les cours d'eaux, les nombreux étangs de la vallée et leur végétation palustre permettent la nidification de la foulque, de la poule d'eau, du canard colvert, du grèbe castagneux, du martin pêcheur, du bruant des roseaux, de la rousserolle effarvatte, de la bergeronnette des ruisseaux. En été, l'hirondelle de fenêtre, l'hirondelle de cheminée, le martinet viennent y chasser.
Les forêts abritent les nids de nombreux rapaces (épervier d'Europe, buse variable, faucon crécerelle, autour des palombes), de pics variés (pic vert, pic épeiche, pic épeichette, pic noir), de la tourterelle des bois, de la grive musicienne, de la grive draine, du roitelet huppé, du roitelet triple bandeau, de la sittelle torchepot, du grosbec casse-noyaux, du geai des chênes, du pinson des arbres, ainsi que de nombreux pouillots, fauvettes et mésanges. Les

milieux ouverts, buissonnants ou bocagers sont fréquentés par le pipit farlouse, le tarier pâtre, l'alouette des champs, l'accenteur mouchet, le tarier pâtre, le rougequeue noir, la locustelle tachetée, le bruant proyer, le bruant jaune, la mésange charbonnière…Les rapaces nocturnes (chouette hulotte, effraie des rochers, hibou moyen duc) y sont observés régulièrement en chasse

Certains oiseaux hivernent sur le site ou y font une halte lors de leur migration , comme le courlis cendré, le chevalier arlequin, le chevalier guignette, le chevalier culblanc, le héron cendré, le busard Saint-Martin, l'hirondelle de rivage, la pie-grièche grise (migratrice et hivernante), le traquet motteux, la tarier des prés, le gobemouche noir, la grive litorne, le pinson du Nord, le tarin des aulnes, le sizerin flammé, le becroisé des sapins, la bécasse des bois, la bécassine des marais…

Les grands mammifères (le chevreuil, le sanglier et occasionnellement le cerf élaphe) fréquentent la ZNIEFF. Le renard roux, le blaireau européen et le lapin de garenne ont pu localement y établir de belles populations. On note aussi la présence du chat sauvage, du lièvre, du ragondin, de la musaraigne aquatique (présente notamment en tête de bassin, en amont de Chaumuzy, ainsi que le long du ruisseau de Ville-en-Tardenois) et du putois (ces deux derniers étant inscrits sur la liste rouge régionale). La loutre a été observée pendant l'hiver 1996-1997, juste en aval de Faverolles.

Certaines carrières souterraines (dont la carrière Vautier à Courville) abritent en hivernage de petites populations de chauves-souris, celles-ci chassent principalement dans la vallée de l'Ardre et aux abords des étangs il s'agit du grand murin, du grand rhinolophe, du vespertilion de Daubenton, du vespertilion à moustaches, du vespertilion de Bechstein et de la pipistrelle commune. En très forte régression en France et en Europe, ils sont protégés au niveau national depuis 1981 et, mis à part la pipistrelle, sont tous inscrits à l'annexe II de la convention de Berne et sur la liste rouge régionale. Le grand murin figure aussi aux annexes II et IV de la directive Habitats (de même que le vespertilion de Daubenton) et dans le livre rouge de la faune menacée en France (catégorie vulnérable).

Cette vaste ZNIEFF présente, selon les secteurs, un bon état à un état précaire, l'occupation des sols de la vallée ayant nettement évolué au cours des dernières décennies, avec le développement des cultures (aux dépens des prairies) et la raréfaction des zones humides (drainées ou encore recolonisées naturellement par la forêt). Une partie de la ZNIEFF est incluse dans le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims.

Liens avec d'autres ZNIEFF :

210014787	ETANGS DE SAINT-IMOGES ET DE NANTEUIL
210009506	ETANG DE MONTREUIL A SERMIERS
210015554	MASSIF FORESTIER DE LA MONTAGNE DE REIMS (VERSANT SUD) ET ETANGS
210009863	ASSOCIES
210013063	VALLON DU FOND DE LA GORGE ET PLATEAU DE LA BARBARIE A
210000726	SAVIGNY-SUR-ARDRES
210014782	FORET DOMANIALE DE SERMIERS ET BOIS DES CHAUFOURS A VILLERS-ALLERAND
210009833	VALLEE DE LA VESLE DE LIVRY-LOUVERCY A COURLANDON
210014783	LE BOIS DE LA FOSSE A SACY
210013065	MASSIF FORESTIER ET ETANGS ASSOCIÉS ENTRE EPERNAY, VERTUS ET
210009367	MONTMORT-LUCY
	LE BOIS DU MOULINET ET LE COTEAU DE BRISE-TETE A SAINT-GILLES
	PELOUSE DES TERRES BLANCHES A L'EST DE BOULEUSE
	PINEDES, BOIS ET PELOUSES AU NORD DE CLAIRIZET, À L'OUEST DE VRIGNY ET AU SUD DE JANVRY

Sources / Informateurs

CONSEIL SUPERIEUR DE LA PECHE - 2000
COPPA Gennaro - 1999
DEVORSINE L., RABATEL J. ,THEVENIN S. & WORMS C. - 1991
MARX Olivier, PNR de la Montagne de Reims - 2002
RAEVEL Pascal (1996 - 2000)
THEVENIN Stéphane, GEOGRAM (1996 - 2002)

Sources / Bibliographies

GEOGRAM - " Etude biologique de l'Etang de Saint-Imoges. Propositions d'Aménagement en vue d'un lagunage". 30

pages + 1 carte (1993)
SOGREAH - Etude hydraulique d'Aménagement de la Vallée de l'Ardre -Rapport de Phase 1". Pages 34 à 47 (1999)
WORMS C., STEVANOVITCH C., MENU H. - "Contribution à l'inventaire biologique de la Montagne de Reims (Etang de Montreuil, commune de Sermiers)". Bulletin de la Soc. Et. Sci. Nat. de Reims, n° 4 (1990)

Liste d'espèces 2a : Espèces déterminantes

Taxon	Milieu	Statut	Abond.	Effectif		Période d'obs.		Source
				min	max	début	fin	
Angiospermes								
Monocotylédones								
Catapodium rigidum	3432		A					
Dactylorhiza praetermissa	542		A					
Eleocharis ovata	223		A					
Orchis simia	3432		A					
Potamogeton acutifolius	224		A					
Potamogeton compressus	224		A					
Potamogeton obtusifolius	224		A					
Sparganium minimum	224		A					
Vulpia ciliata	87		A					
Crustacés								
Décapodes								
Austropotamobius pallipes	24							MARX Olivier, PNR de la Montagne de R
Dicotylédones								
Dicotylédones A-F								
Chamaecytisus supinus	3432		A					
Dicotylédones G-P								
Orobanche amethystea	3432		A					
Orobanche minor	3432		A					
Polygonum minus	223		A					
Dicotylédones Q-Z								
Ranunculus lingua	531		B					
Rumex palustris	223		A					
Sonchus palustris	531	D	A					
Stellaria palustris	532		A					
Taraxacum palustre	223		A					
Ulmus laevis	443		B					
Insectes								
Odonates								
Aeshna grandis								
Brachytron pratense								
Epitheca bimaculata								
Leucorrhinia pectoralis								
Somatochlora flavomaculata								
Somatochlora metallica								
Sympetrum danae								
Sympetrum flaveolum								
Orthoptères								
Chorthippus dorsatus								
Conocephalus dorsalis								
Mecostethus grossus								
Poissons								
Ostéichthyens ou poissons osseux								
Cottus gobio								
Salmo trutta fario								
Ptéridophytes								
Filicinophytes (fougères)								
Thelypteris palustris	532		A					
Règne animal								
Amphibiens								
Alytes obstetricans								

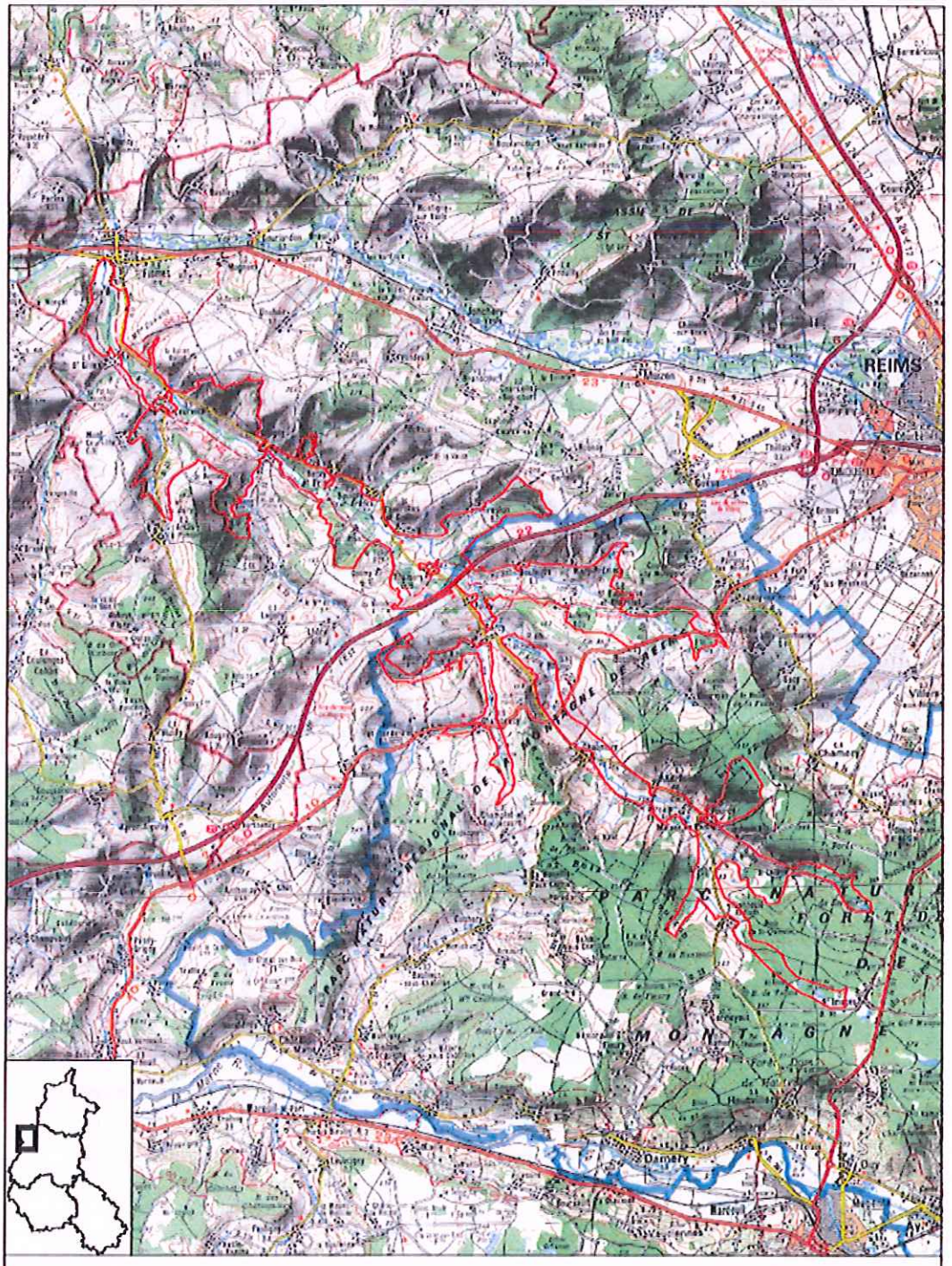
N° rég. : 05140000 / N° SPN : 210020218

Page 10

Hyla arborea								
Salamandra salamandra								
Triturus cristatus								
Cyclostomes								
Lampetra planeri								
Mammifères								
Lutra lutra								
Mustela putorius								
Myotis bechsteini								
Myotis daubentoni								
Myotis myotis								
Neomys fodiens								
Rhinolophus ferrumequinum								
Oiseaux								
Acrocephalus palustris		R						
Acrocephalus schoenobaenus		R						
Athene noctua		R						
Caprimulgus europaeus		R						
Charadrius dubius		R						
Circus pygargus		R						
Columba oenas		R						
Falco subbuteo		R						
Lanius collurio		R						
Vanellus vanellus								
Reptiles								
Coronella austriaca								
Lacerta agilis								

FICHE ZNIEFF 2 - 210020218

VALLEE DE L'ARDRE ET DE SES AFFLUENTS ENTRE SAINT-IMOGES ET FISMES



Surface (ha) : 5094	Echelle : 1 cm pour 1.5 km	*Données Juillet 2005*
Planche 1 sur 1	N° de carte IGN : 2712 O, 2712 E, 2713 E, 2813 O	*DIREN Champagne-Ardenne*

Direction Régionale de l'Environnement
CHAMPAGNE-ARDENNE

RÉGION CHAMPAGNE ARDENNE

INVENTAIRE DU PATRIMOINE NATUREL DE LA REGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Vallée de l'Ardre et de ses affluents entre Saint-Imoges et Fismes

L'inventaire du Patrimoine naturel dénommé inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (Znieff) a notamment pour but de vous aider à connaître et à mieux gérer les richesses naturelles de votre commune. Cet inventaire national, initié en 1982 par le Ministère chargé de l'Environnement, a été financé en Champagne-Ardenne par l'Etat et le Conseil Régional. Il a été actualisé et complété entre 1997 et 2003.

La nature constitue une richesse qui contribue à la qualité de notre vie quotidienne ; elle peut constituer un atout pour le développement économique de notre région. Les zones naturelles inventoriées dans les Znieff sont comparables aux monuments et aux oeuvres d'art. Comme tout patrimoine, elles doivent être protégées et entretenues pour être transmises intactes ou restaurées aux générations futures.

Une Znieff est une zone de superficie variable dont la valeur biologique élevée est due à la présence d'espèces animales et végétales rares et (ou) à l'existence de groupements végétaux remarquables. Elle peut présenter également un intérêt particulier d'un point de vue paysager, géologique ou hydrologique par exemple.

Votre commune est concernée par une ou plusieurs des 814 Znieff de la région Champagne-Ardenne. Nous vous présentons ici celle dite de la **vallée de l'Ardre et de ses affluents entre Saint-Imoges et Fismes**.

Une zone naturelle est souvent un milieu fragile et menacé. Compte-tenu de l'intérêt que présente le Patrimoine Naturel pour chacun d'entre nous, nous vous remercions des actions qu'il vous sera possible d'initier en vue de sensibiliser à cet important problème le plus large auditoire

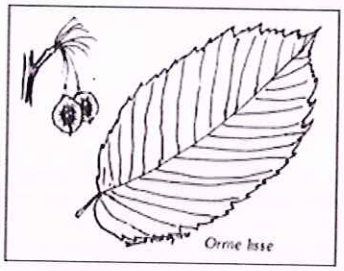
Communes d'Arcy-le-Ponsart, Aubigny, Bligny, Bouilly, Bouleuse, Chambrecy, Champlat-et-Boujacourt, Chaumuzy, Courtagnon, Courville, Crugny, Ecueil, Faverolles-et-Coemy, Fismes, Germigny, Jouy-les-Reims, Marfaux, Mery-Premecy, Mont-sur-Courville, Nanteuil-la-Forêt, Pargny-les-Reims, Poilly, Pourcy, Saint-Euphraise-et-Clarizet, Saint-Gilles, Saint-Imoges, Sarvy, Savigny-sur-Ardres, Sermiers, Serzy-et-Prin, Tramery, Treslon et Ville-en-Tardenois
Département de la Marne
Vallée de l'Ardre et de ses affluents entre Saint-Imoges et Fismes
Znieff n° 210020218

Une vallée à végétation typique et bien conservée

La Znieff de la vallée de l'Ardre et de ses affluents, d'une superficie de plus de 5 000 hectares, est située entre Saint-Imoges et Fismes. Elle constitue un ensemble complexe de bois humides, prairies, cultures et aussi groupements marécageux de hautes herbes. Des bois de pente et des prairies plus ou moins sèches et broussailles se partagent les coteaux. Le réseau hydrographique est constitué par l'Ardre qu'alimentent de nombreux ruisseaux. Ceux-ci sont eux-mêmes alimentés par des sources dont certaines sont pétrifiantes, avec formation d'éléments tufeux bien caractéristiques comme par exemple à Treslon (Bois de la Noue et du Fond de l'Enfer). Des étangs situés en amont (étangs de Saint-Imoges, de Nanteuil et de Montreuil) ont fait l'objet de deux Znieff détaillées.

Les bois alluviaux sont représentés par l'aulnaie-frênaie à orme lisse, l'aulnaie et la chênaie pédonculée-frênaie (dans les secteurs moins longuement inondés ou sur les colluvions de bas de versants) ou la chênaie-charmaie à iris fétide (sur pentes).

L'orme lisse encore appelé **orme pédonculé** ou **orme diffus** est un arbre majestueux que l'on rencontre généralement dans les forêts humides, souvent inondées par les crues hivernales et printanières des noues ou autres cours d'eau. Il est, des trois ormes champenois, le plus menacé, à la fois par l'épidémie de graphiose qui a décimé ces arbres et par son élimination progressive des forêts par les pratiques sylvicoles.


Orme lisse

La gamme des groupements prairiaux est fonction de la nature du sol, de l'inondation et du traitement. Autrefois fauchées, elles sont aujourd'hui fréquemment pâturées. Ces prairies qui peuvent être considérées comme semi-primitives ont une végétation proche de celle des premières prairies issues de la déforestation voici quelques millénaires. Elles sont riches en graminées et plantes fourragères.

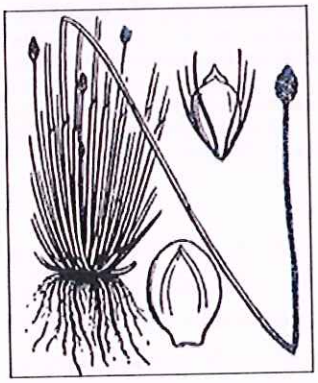
Les milieux marécageux, moins fréquents, se rencontrent au niveau des zones les plus humides de la vallée, en bordure d'étang, en lisière de forêts ou dans les clairières marécageuses. Ce sont principalement des groupements à hautes herbes, avec la renoncule grande douve protégée en France. Ponctuellement se remarquent des bas marais à orchis négligé (orchidée protégée au niveau régional).

L'**orchis négligé**, appelé encore **orchis ignoré**, est une très belle orchidée à fleurs de couleur rose pâle à rouge violacée. Cette espèce subatlantique est présente en France surtout dans l'ouest et le centre du pays. Les localités champenoises de cette orchidée se situent dans les secteurs au climat relativement doux. Elle affectionne les marais, les prairies humides, les roselières... Elle est en forte régression en raison de la mise en culture, de l'assèchement ou de la destruction des zones humides. L'orchis négligé est protégé en Champagne-Ardenne..



Certains étangs (Etang de Saint-Imoges, Etang de Nanteuil, Etang de Montreuil...) sont caractérisés par une végétation riveraine qui se répartit en fonction du niveau de la nappe d'eau et de la composition des sols : tapis végétal flottant (à lentilles d'eau et nénuphar), colonies d'utriculaire citrine (petite plante carnivore flottante), et des groupements des berges avec le rubanier nain (espèce très rare en Champagne-Ardenne, en forte régression, protégé au niveau régional), la patience maritime (assez rare en Champagne), le scirpe de Sologne (protégé dans le département de la Marne), etc.

Le **scirpe de Sologne**, encore appelé **scirpe à inflorescence ovoïde**, est une annuelle très rare, caractéristique des zones inondées en hiver, émergées pendant la belle saison. Disséminées par les oiseaux aquatiques, les graines peuvent rester pendant des années dans la vase sans germer si les conditions ne sont pas réunies. Rare dans toute la région, elle est inscrite sur la liste rouge des végétaux menacés de Champagne-Ardenne.

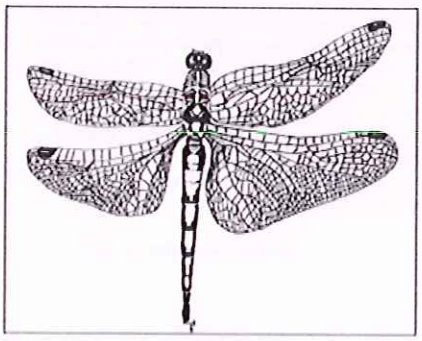


Une faune remarquable

La faune contient également des richesses remarquables. Les poissons de l'Ardre et de ses affluents sont variés avec le chabot, la truite fario, la loche franche, le goujon, le chevaine, le gardon, la tanche, le vairon, la vandoise, la perche, la carpe, l'ablette, la brème, l'anguille et le brochet Les zones de frai actuelles de la truite fario sont situées de manière éparse le long de l'Ardre (en amont du cours) et au niveau des ruisseaux d'Iselles, d'Hoyau, de Sarcy, de la Vallée, du Brouillet, d'Arcis-le-Ponsart (aval), du Grand Viéreux (aval)... Un bras secondaire de l'Ardre en amont de Crugny (rive droite) constitue la principale frayère fonctionnelle connue pour le brochet. Le bassin de l'Ardre constitue également un des rares bassins de la région où l'écrevisse à pieds blancs est encore présente (ruisseau de la Grande Fontaine, rive droite de l'Ardre à Pourcy).

Les insectes sont très variés, et plus particulièrement les libellules et les sauterelles, avec une libellule protégée en France, la leucorrhine à gros thorax,

La leucorrhine à gros thorax vit dans le centre et l'est de l'Europe et au sud de la Scandinavie. En France, elle n'est connue que dans une quinzaine de départements. Les larves évoluent dans les eaux stagnantes peu profondes des étangs, des marais ou des tourbières de plaine. Elles se tiennent sur les plantes aquatiques ou sur le fond et leur développement s'effectue en général en deux années. Les adultes s'éloignent peu de ces sites préférentiels, se tenant le plus souvent posés sur une plante, attendant le passage d'une proie. La manière de pondre de la femelle est originale : après la fécondation, elle survole la surface aquatique en frappant l'eau avec l'extrémité de son abdomen pour déposer ses œufs.



Les batraciens sont bien représentés ici avec, dans les marécages, la très vulnérable rainette arboricole, dans les prairies le crapaud accoucheur et dans les milieux plus aquatiques le triton crêté pour ne citer que les plus remarquables.

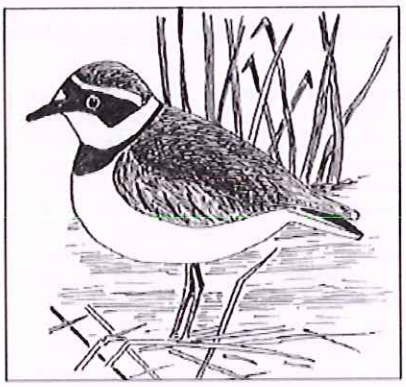
La rainette arboricole ou rainette verte est un petit batracien bien connu mais rarement observé. On la reconnaît surtout à son chant. Cette petite grenouille grimpe dans les arbustes grâce aux ventouses qui terminent ses doigts. Elle est protégée sur tout le territoire national.



L'ensemble de la Znieff présente un intérêt élevé pour les oiseaux : la vallée de l'Ardre (et ses affluents) constitue un corridor biologique et un site important dans la structuration des voies migratrices de l'avifaune. Sa population est bien diversifiée en raison de la proximité de milieux très variés, avec une mosaïque d'habitats divers (bocage, prairies, boisements, friches, pelouses, carrières) : on y a ainsi dénombré 123 espèces d'oiseaux dont dix appartenant à la liste rouge des oiseaux menacés de Champagne-Ardenne. Il s'agit de la pie-grièche écorcheur, de l'engoulevent d'Europe, du vanneau huppé (nicheur probable), du petit gravelot (nichant sur les espaces artificiels dénudés constitués par exemple par les zones de dépôts de la SANEF et exploitant les zones agricoles alentour pour se nourrir), du faucon hobereau (nicheur à proximité des bois et chassant fréquemment dans la vallée de l'Ardre), de la chevêche d'Athéna, du pigeon colombin, du busard cendré et dans les milieux marécageux de la rousserolle verderolle et du phragmite des joncs.

Le **petit gravelot** est un échassier, plutôt petit (14-15 cm de long) et mince. Il se reconnaît aux dessins noirs et blancs qui ornent sa petite tête ronde. Il se distingue du grand gravelot par un cercle doré très visible autour de son oeil, son bec sombre et ses pattes brunâtres. Son vol est bas et rapide. Ce migrateur est présent d'avril (mi-mars pour les oiseaux les plus précoces) à septembre (jusqu'à fin octobre pour les plus tardifs). Ce nicheur rare est inscrit sur la liste rouge des oiseaux menacés de Champagne-Ardenne.

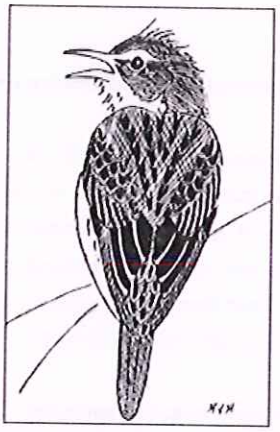
(dessin de Jean-Marie MICHELAT)



La Znieff accueille aussi des oiseaux plus communs : les cours d'eaux, les nombreux étangs de la vallée et leur végétation marécageuse permettent la nidification de la foulque, de la poule d'eau, du canard colvert, du grèbe castagneux, du martin pêcheur, du bruant des roseaux, de la rousserolle effarvatte, de la bergeronnette des ruisseaux… En été, l'hirondelle de fenêtre, l'hirondelle de cheminée, le martinet viennent y chasser. Les forêts abritent les nids de nombreux rapaces (épervier d'Europe, buse variable, faucon crécerelle, autour des palombes), de pics variés (pic vert, pic épeiche, pic épeichette, pic noir), de la tourterelle des bois, de la grive musicienne, de la grive draine, de la sittelle torchepot, du grosbec casse-noyaux, du geai des chênes, du pinson des arbres, ainsi que de nombreux pouillots, fauvettes et mésanges. Les milieux ouverts, buissonnants ou bocagers sont fréquentés par le pipit farlouse, le tarier pâtre, l'alouette des champs, le rougequeue noir, la locustelle tachetée, la mésange charbonnière…Les rapaces nocturnes (chouette hulotte, effraie des rochers, hibou moyen duc) y sont observés régulièrement en chasse.

La **locustelle tachetée** fait partie de la famille des fauvettes aquatiques. Elle est de couleur brune avec le dos fortement strié. Son ventre est plus clair. Il est difficile de la reconnaître à son apparence et c'est plutôt grâce à son chant qu'on l'identifie. Elle niche à terre, au milieu des hautes herbes. Cet oiseau très craintif vole peu, se faufile dans le fouillis végétal où il passe inaperçu.

(Dessin de Jean-Marie MICHELAT)



Certains oiseaux hivernent sur le site ou y font une halte lors de leur migration , comme le courlis cendré, divers chevaliers, le héron cendré, l'hirondelle de rivage, la pie-grièche grise (migratrice et hivernante), le traquet motteux, le pinson du Nord, le tarin des aulnes, le sizerin flammé, le becroisé des sapins, la bécasse des bois, la bécassine des marais…

La musaraigne aquatique (petit insectivore protégé en France) est présente notamment en tête de bassin, en amont de Chaumuzy, ainsi que le long du ruisseau de Ville-en-Tardenois). Certaines carrières souterraines (dont la carrière Vautier à Courville) abritent en hivernage de petites populations de chauves-souris, celles-ci chassent principalement dans la vallée de l'Ardre et aux abords des étangs il s'agit du grand murin, du grand rhinolophe, du vespertilion de Daubenton, du vespertilion à moustaches, du vespertilion de Bechstein et de la pipistrelle commune. En très forte régression en France et en Europe, ils sont protégés au niveau national depuis 1981 et, mis à part la pipistrelle, sont tous inscrits sur la liste rouge des mammifères menacés de Champagne-Ardenne.

Le **grand rhinolophe**, d'une envergure pouvant atteindre les 40 cm, est une des plus grandes chauves-souris françaises. Il est reconnaissable à la forme de son museau en fer à cheval. Sédentaire, il choisit pour hiverner des abris souterrains à température régulière et humidité élevée. Il s'accroche à découvert au plafond, soit isolément, soit en populations plus ou moins importantes (de plus en plus rarement de nos jours à cause de la diminution des effectifs de l'espèce). L'hibernation commence en septembre-octobre et se termine au mois d'avril. Sensible aux dérangements humains hiver comme été, il est très menacé en Champagne-Ardenne.

(dessin de Richard THIBAULT)



Une protection et une gestion possibles

L'existence d'une Znieff ne signifie pas qu'une zone doit être protégée réglementairement : cependant il vous appartient de veiller à ce que vos documents d'aménagement assurent sa pérennité. Pour maintenir l'intérêt écologique et biologique du site, il serait bon de limiter certaines pratiques qui sont de nature à remettre en cause cet intérêt, en l'occurrence le drainage, le retournement des prairies, leur intensification, la plantation de peupliers et de résineux.

Un intérêt pour la commune

Le maintien en état d'une telle zone présente pour votre commune un intérêt biologique et scientifique majeur avec la conservation d'un patrimoine irremplaçable. Son intérêt paysager comme ses intérêts cynégétique et piscicole sont aussi de premier ordre.